

LE JOURNAL D'ASIE **par HENRI FROMENT-MEURICE (années 1969, 1970)**

Directeur Asie-Océanie au Quai d'Orsay de 1969 à 1975, l'Ambassadeur Henri Froment-Meurice dévoile les arcanes de la guerre du Vietnam

Henri Froment-Meurice, élevé à la dignité d'Ambassadeur de France, a occupé les postes les plus prestigieux de la représentation de la France à l'étranger. De 1969 à 1975, dans ses fonctions de Directeur Asie-Océanie au Quai d'Orsay, il a eu à connaître des arcanes de la guerre du Vietnam. C'est le journal personnel qu'il a tenu au cours de ces « années de brasse » que nous publions ici avec l'aimable autorisation de l'auteur et des Editions Lharmattan

INTRODUCTION

A diverses reprises au cours de ma carrière diplomatique j'ai tenu ce qu'il est convenu d'appeler un « journal ». J'y relatais mes entretiens, j'y notais mes réflexions, je m'y interrogeais sur mes propres orientations, aussi bien que sur celles de mes supérieurs, ministres et présidents. Je l'ai surtout fait dans mes fonctions à l'étranger, lors de mes trois séjours à Moscou, de 1956 à 1959 comme premier secrétaire, de 1968 à 1969 comme ministre conseiller, de 1979 à 1981 comme ambassadeur, au Caire de 1963 à 1965, enfin à Bonn en 1982-83 comme ambassadeur. Mais je n'ai tenu de journal étant en service au « Département » qu'une fois, de mars 1969 à mars 1975. Michel Debré, alors ministre des affaires étrangères dans le gouvernement Couve de Murville, m'avait rappelé de Moscou pour me nommer directeur d'Asie-Océanie en remplacement d'Etienne Manac'h, nommé ambassadeur en Chine. Le général De Gaulle ayant peu après démissionné et Georges Pompidou lui ayant succédé, Maurice Schumann, nommé au Quai d'Orsay dans le gouvernement Chaban-Delmas, me confirma dans ces fonctions. Battu aux élections législatives de 1973, il fut remplacé par Michel Jobert qui me garda. La mort brutale de Georges Pompidou amena l'élection de Valéry Giscard d'Estaing et la nomination au Quai de Jean Sauvagnargues. Je quittai mes fonctions en mars 1975 pour prendre la direction des affaires économiques et financières en remplacement de Jean-Pierre Brunet, nommé ambassadeur au Japon.

En 1969 le secrétaire général du Quai était Hervé Alphand auquel succéda en 1973 Geoffroy de Courcel, le directeur des affaires politiques Jacques de Beaumarchais auquel succéda François de Laboulaye, puis François Puaux. Lors de ma nomination Jean-Yves Haberer, directeur de cabinet de Michel Debré, m'avait prévenu : « Vous travaillerez directement avec le ministre parce que la hiérarchie s'intéresse moins aux affaires d'Asie qu'à celles d'Europe. » Il en fut effectivement ainsi, quel que fût le ministre. Je m'efforçai toutefois de toujours respecter ladite hiérarchie qui d'ailleurs, comme on le verra, tint à intervenir, notamment dans les moments chauds, et souvent à bon escient.

L'affaire centrale était, bien sûr, l'Indochine pour laquelle notre diplomatie disposait d'une Bible, en l'espèce le discours prononcé à Phnom-Penh par De Gaulle le 1er septembre 1966. Discours « prophétique », disait-on volontiers dans les cercles gouvernementaux : le général ne prédisait-il pas aux Américains qu'ils ne pouvaient y avoir à cette guerre de solution militaire, que la solution devait être politique, qu'il fallait donc ouvrir une négociation, ainsi qu'il en fut à Genève en 1954, entre « les pouvoirs réels qui s'exercent en Indochine et, parmi les autres Etats, tout au moins les cinq puissances mondiales » ? Mais il ajoutait, et c'était l'essentiel : « mais la possibilité et, à plus forte raison, l'ouverture d'une aussi vaste et difficile négociation dépendraient, évidemment, de la décision et de l'engagement qu'aurait auparavant voulu prendre l'Amérique, de rapatrier ses forces dans un délai convenable et déterminé. » Il va de soi que cette dernière injonction avait été aussi mal reçue par le Président Johnson qu'elle l'avait été bien par le monde « progressiste », tant aux Etats-Unis que dans l'univers communiste et chez nous par toute la gauche. Au sein du gouvernement le parti gaulliste veillait au respect de la Parole et toute déviation était interdite.

Pour ma part, si je trouvais raisonnable d'affirmer que la solution devait être politique, j'avais été beaucoup moins convaincu par l'opportunité d'exiger des Etats-Unis l'annonce d'un délai précis pour le retrait de leurs forces. Je me souvenais bien plutôt de la menace de Mendès-France, si un accord n'était pas trouvé dans un délai d'un mois, d'envoyer en Indochine le contingent. Mais la dure critique des Etats-Unis s'inscrivait dans le vaste contexte d'une politique étrangère qui se manifestait par le retrait de nos forces de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, par un rapprochement avec l'URSS et par une

ouverture en direction du Tiers Monde. Dans cette critique j'avais vu aussi la crainte secrète que les Etats-Unis, dont le Général disait qu' « ils avaient installé leur autorité politique et militaire au Vietnam », réussissent là où nous avons échoué et qu'ils ne nous remplacent. D'ailleurs, dès ma prise de fonctions je fus frappé par l'indifférence avec laquelle « l'establishment » considérait comme certaine, voire même souhaitable, la défaite américaine et, par voie d'immédiate conséquence, la victoire du camp communiste. Ho Chi Minh et ses gens, que l'on tenait d'ailleurs pour les vrais « nationalistes » vietnamiens, avaient la cote, tandis que les dirigeants de Saigon étaient considérés comme des « fantoches » dans la main des Américains. Le même regard était porté sur la Chine communiste que De Gaulle avait reconnue en 1964 au scandale de ces mêmes Américains. Le « Grand Timonier » était volontiers qualifié de « Sage » et le pèlerinage à Pékin devenait un « must » pour qui se voulait dans le vent. Tout au contraire mon séjour au Japon à la fin de la guerre de Corée, mon séjour suivant à Saigon l'année de notre défaite à Dien Bien Phu et des Accords de Genève sanctionnant l'abandon du Nord-Vietnam aux communistes, mes deux séjours à Moscou me faisaient regarder d'un œil beaucoup plus inquiet la constante expansion du système communiste.

Johnson ayant, à la veille de l'élection présidentielle de novembre 1968, fini par accepter d'entamer des négociations officielles, mais sans avoir pris aucun engagement précis concernant un retrait des forces américaines, une conférence ne réunissant que les quatre parties engagées dans le conflit vietnamien, à savoir réunissant le Sud-Vietnam nationaliste, le Nord-Vietnam, son allié Viet-Cong implanté au Sud et les Etats-Unis s'ouvrit et, malgré tout, concession américaine à ces insupportables Français, à Paris à notre grande satisfaction. Cependant ce fut au nouveau Président Richard Nixon, assisté de Henry Kissinger, qu'il revint de trouver les voies et moyens de sortir son pays de cette interminable guerre qui, au fil des ans, allait s'étendre du Vietnam au Laos et au Cambodge.

La présence dans notre capitale des négociateurs nous donna la possibilité de jouer un rôle que nous n'aurions certainement pas pu jouer si la conférence s'était tenue ailleurs, par exemple à Genève ou à Vienne. A Paris nous pouvions, à condition de bien jouer nos cartes, exercer une certaine influence. Notre connaissance du personnel politique indochinois, un meilleur climat entre Paris et Washington grâce à Georges Pompidou nous permirent de recevoir des confidences de la part de tous les acteurs, officiels et officieux, de faire passer des messages, parfois d'avancer des idées, toutes choses dont il ne faut pas exagérer les effets, mais qui, de l'aveu des participants, eurent leur utilité.

C'est le compte-rendu de cette action de la France, telle que je pouvais la suivre, parfois l'inspirer, que relate ce « Journal d'Asie ». On y trouvera l'écho de mes incertitudes comme de mes convictions.

« D'Asie », car je n'y parle pas seulement d'Indochine. Le développement de nos relations avec une Chine encore aux prises avec sa Révolution Culturelle occupa aussi une grande partie de mon temps et de mes réflexions. A quoi s'ajoutèrent quelques épisodes circonstanciels, tels que la guerre du Bangladesh ou nos démêlés avec Australiens et Néo-Zélandais en raison de nos expériences nucléaires dans le Pacifique. Bizarrement, nos relations avec le Japon demeurèrent relativement atones, on verra pourquoi. En revanche, je crois avoir contribué à faire comprendre qu'il y avait en Asie du Sud-Est d'autres pays que l'Indochine auxquels nous intéresser : Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie, Philippines représentaient autant d'économies en plein développement, de marchés prometteurs pour notre commerce et de bonnes cibles pour nos investissements. De ces années passées à la Direction d'Asie-Océanie je tirai au moins deux conclusions. La première concernait notre diplomatie : si nous voulons exercer une quelconque influence sur une négociation, un conflit ne nous engageant pas directement, il nous faut avoir la confiance de toutes les parties, ce qui implique que nous n'apparaissions pas comme les avocats, voire les soutiens, de l'une seule d'entre elles.

La seconde concernait l'Asie : de toute évidence l'on assistait à la montée en puissance, économique surtout, mais aussi politique et militaire, des peuples de cet immense continent. Sur les grands plateaux des équilibres mondiaux notre petite Europe allait de moins en moins faire le poids ; il y avait là une raison supplémentaire de poursuivre le grand ouvrage de l'unité européenne.

L'ANNEE 1969

17 mars 1969

Arrivé de Moscou hier soir, je prendrai la Direction d'Asie jeudi. Vu Manac'h ce soir. Pham Van Dong a reçu Quirienne il y a quelques jours. Il lui a dit qu'en l'état actuel des choses, c'est-à-dire de l'attitude américaine, Hanoi avait décidé de reprendre les opérations militaires. Manac'h estime qu'il n'y a pas là violation d'accord, car l'arrêt des bombardements était bien inconditionnel. Il y avait eu seulement de la part du Nord-

Vietnam des « signes » de bonne volonté qui avaient permis à Johnson de prendre sa décision.

Manac'h a demandé à Mai Van Bo de lui préciser le sens de cette déclaration. Il attend sa réponse.

Manac'h a des signes lui permettant de penser que, à Saigon, les choses bougent. Thieu songerait à se débarrasser de Ky (mais comment ?). Il penserait aussi à proclamer l'objectif de la neutralité future du Sud, ce qui pourrait faciliter la négociation. Mais tout cela est très secret.

Cabot Lodge est beaucoup moins confiant à notre égard que ne l'était Harriman. Il n'a vu Debré qu'une fois depuis son arrivée le 24 janvier. Il y a sans doute une tendance américaine nouvelle qui consiste à parler moins avec nous et plus avec les Soviétiques. Notre meilleur atout, dit Manac'h : la confiance de tous les Vietnamiens qui nous pensent plus désintéressés que Russes et Américains.

19 mars

Conversation avec Alphand. « Si je comprends bien, lui dis-je, nous ne nous soucions pas du régime futur qui s'installera à Saigon à condition que le Sud-Vietnam soit un Etat neutre et indépendant. Nous sommes disposés à accepter un régime communiste de style titiste. » « Cela nous est parfaitement égal », m'a-t-il répondu. J'ai noté qu'il n'avait même pas repris ma condition, mais je pense qu'il était d'accord avec moi.

Je lui dis qu'à mon avis nous devrions davantage parler avec les Soviétiques du Vietnam. Il reconnaît que nous n'avons pas assez parlé avec eux.

20 mars

Le 10 mars, Quirielle a vu Pham Van Đông. Celui-ci lui a dit que devant l'attitude des Américains, le Nord-Vietnam, après de longues et difficiles hésitations, avait décidé de reprendre les opérations et de rechercher la décision sur le terrain. Cela ne signifiait pas qu'il ne chercherait pas toutefois à poursuivre la recherche d'une solution diplomatique. De la première partie de cette déclaration, Quirielle a tiré l'impression qu'il s'agissait d'un véritable « tournant », d'une portée « considérable », signifiant l'abandon de toute volonté de solution diplomatique.

Manac'h s'est demandé ce que signifiait cette déclaration et si Quirielle ne « dramatisait » pas la situation. Il a prié Mai Van Bo, le Délégué Général du Nord-Vietnam, de venir le voir et lui a demandé si l'on nous disait cela pour nous, pour le faire savoir aux Américains ou en nous laissant libres d'en faire ce que nous voudrions. Il l'a revu à dîner le 19, veille de son départ. Mai Van Bo lui a, m'a-t-il dit au téléphone le 20 au matin avant de prendre la route, tenu un langage qui dramatisait moins les choses et nous laissait libres d'agir. Il était vrai que Hanoi reprenait les opérations, mais vrai aussi qu'il n'abandonnerait pas la négociation. Bref les termes restaient les mêmes. On nous laissait libres.

Je puis donc parler aux Américains, mais comme ceux-ci se tiennent vis-à-vis de nous sur la réserve, depuis l'arrivée de Cabot Lodge et malgré la visite de Nixon, je ne prendrai pas l'initiative de les convoquer. J'attendrai.

Ce même jour cependant, ils ont demandé à me voir, mardi 25, pour une première prise de contact. Je saisirai donc l'occasion.

21 mars

Le Président Thieu a envoyé en grand secret à Paris un émissaire, Nguyen Cao Thang. Manac'h l'a reçu et, après sa conversation, confirmé qu'il était opportun que Debré le reçoive.

Thang a donc vu le Ministre aujourd'hui. J'assistais à l'entretien.

Il faut espérer que l'homme est digne de confiance, car ce qu'il a dit est digne d'intérêt. Selon lui, Saigon est prêt à régler le contentieux économique et à reprendre les relations diplomatiques. Debré a accepté de discuter le premier point, a été plus vague, mais pas négatif sur le second. Il faut que je vérifie avec lui ce qu'il veut exactement. Il me paraît impossible de renouer avec le Sud désormais, sans déséquilibrer notre position vis-à-vis du Nord. Ou alors il faudrait élever notre Délégation à Hanoi au rang d'Ambassade. Mais c'est trop tôt. C'est après le règlement qu'il faudra faire ces deux gestes, simultanément. Beaucoup plus importantes encore ont été les demandes que nous a faites cet émissaire de Thieu de lui organiser des rencontres secrètes avec les « frères ennemis », ceux de Hanoi (Ha Van Lau, qu'il connaît) et du Front. Debré a accepté. J'ai donc convoqué Mai Van Bo et un homme du Front pour lundi matin 24.

Thang m'a assuré qu'il n'y avait pas eu de contacts secrets établis à un niveau responsable jusqu'à présent. Il n'y a que des gens de peu d'importance qui établissent des navettes.

Thang ne nous a pas caché que Thieu voulait se débarrasser de Ky.
J'ai compris qu'à cause de Ky, Lam, le chef de la délégation de Saigon à la conférence, ne savait pas tout. Thang dit lui avoir caché sa présence : c'est commode pour nous !

24 mars

J'ai transmis le message de Nguyen Cao Thang à Mai Van Bo et à Nguyen Van Tien du Front. Ils m'ont paru connaître le personnage et ne pas réagir défavorablement. Ils se sont enquis toutefois des pouvoirs exacts du personnage. Je leur ai dit que, bien évidemment, il n'y avait pas de lettre l'accréditant.

Cela étant, j'espère que nous n'avons pas à faire à un mégalomane.

J'ai profité de mon entretien avec Mai Van Bo pour revenir sur la conversation Pham Van Dong – Quirielle. Il m'a confirmé qu'il n'y avait pas de tournant dans l'attitude de Hanoi : « Nous constatons que Nixon intensifie la guerre ; donc nous usons de notre droit à légitime défense ; par conséquent, si les Américains veulent que les conversations aboutissent, ils doivent renoncer à négocier à partir d'une position de force. »

Bo m'a dit aussi qu'il y avait eu rencontre entre Lodge et Xuan Thuy (chef de la délégation de Hanoi). Lodge aurait évoqué « l'understanding » qui serait intervenu lors de la cessation des bombardements. Thuy a nié qu'il y en eût jamais un. La cessation avait été inconditionnelle.

L'homme du Front m'a intéressé. Il a été dans la résistance pratiquement sans interruption depuis son adolescence. Ce n'est que de 1954 à 1959 qu'il a habité au grand jour à Saigon. Mais fin 59, il reprend le maquis. C'est seulement fin 60, après la constitution du Front, dit-il, que le Nord a commencé à aider le Sud. Sa résistance serait donc spontanée. Dirigée contre Diem et la non-application des accords de Genève, elle serait en somme le résultat de la déception de ceux qu'il appelle « les anciens combattants ».

Debré m'a appelé dans la soirée pour me demander où j'en étais avec Thang.

Je lui ai demandé ce qu'il voulait que nous fassions pour la reprise avec Saigon. Il m'a conseillé d'écrire à Giovangrandi pour l'informer que nous serions prêts à discuter du dossier économique. Pour la politique, il est plus réservé.

Il me semble, pour ma part, que nous ne devons pas reprendre les relations diplomatiques avec le Sud. Ce serait nous déséquilibrer vis-à-vis du Nord et provoquer le Front.

Le Conseiller soviétique est venu m'expliquer que l'incident de l'Oussouri prouvait que la Chine était susceptible d'employer la force. Je ne me suis pas laissé entraîner sur ce terrain.

Il est clair que les Soviétiques exploitent l'affaire à fond pour amener le monde entier contre la Chine. Ils jouent du péril jaune et se présentent dans toute l'Asie comme les grands défenseurs des petits pays menacés par les méchants Chinois. Ça doit prendre assez bien. Mais peut-être pas autant qu'ils l'espèrent.

26 mars

J'ai convoqué ce matin Thang pour lui dire que j'avais transmis son message. Mai Van Bo a demandé à me voir samedi 29. C'est un peu tard. Pourquoi ?

Entre temps, Thieu a fait des déclarations tonitruantes à Saigon : acceptation inconditionnelle de contacts secrets avec le Front, accent mis sur la solution politique, silence sur toute escalade militaire, possibilité pour le Front, après dissolution, de se constituer en un parti politique. C'est un progrès sérieux.

Mais, dans l'immédiat, cela complique le contact envisagé : Ha Van Lau et le Front, en acceptant le contact envisagé, ne vont-ils pas penser qu'ils s'engagent à accepter les propositions de Thieu ? Thang pense qu'il faudrait leur faire comprendre qu'il n'y a pas de lien.

L'homme du Front me fait dire qu'il veut me voir demain. Je crains qu'il ne refuse le contact ou n'exige des conditions inacceptables, d'ordre « protocolaire ».

L'Ambassadeur du Laos me dit qu'il sort de chez Tricot auquel il a remis une lettre de Souvanna Phouma pour le Général, lui demandant son appui pour faire cesser les activités militaires du Viet-Minh au Laos.

28 mars

Hier l'homme du Front est venu m'apporter sa réponse. Elle est, bien entendu, négative. « Nous étions en train d'étudier quand Thieu a fait ses déclarations publiques. »

Je lui ai demandé si la réponse aurait été différente au cas où Thieu n'aurait pas fait ces déclarations. Ce qu'il m'a répondu n'était pas négatif. « Nous ne sommes pas contre des contacts privés, mais à condition qu'ils soient utiles. Or nous ne pensons pas qu'actuellement, avec les intentions manifestées par Saigon, ils puissent l'être. »

J'en ai conclu que dans d'autres conditions ils pourraient l'être. Aussi ai-je demandé si ces contacts pourraient être pris même dans la situation existant actuellement à Saigon,

ce qui voulait dire même avec Thieu. Là encore la réponse n'a pas été négative, puisqu'il a répondu que, bien sûr, un changement d'équipe faciliterait ces contacts.

Si l'on pouvait se débarrasser de Ky, ce serait déjà un progrès !

Outkine, le Conseiller soviétique, manifeste aussi un certain optimisme. Il voit dans cet échange entre Thieu et le Front un progrès. Le Front n'a pas dit que des contacts étaient impossibles. Thieu en a proposé.

Alors, demande-t-il, plein de bonne volonté, que peut-on faire pour aider ? S'ils ne veulent pas parler à 2, qu'ils parlent à 3.

Son raisonnement est, au fond, assez simple. Le Front ne veut pas parler avec Saigon.

Les Etats-Unis ne veulent pas parler avec le Front. Moralité : qu'ils parlent ensemble tous les trois.

29 mars

Mai Van Bo vient m'apporter, à son tour, la réponse de Hanoi. Mais il le fait d'une manière très élaborée, n'abordant le sujet promis de sa démarche qu'en conclusion d'un très longue déclaration qui dure une bonne vingtaine de minutes. Il s'agit d'expliquer pourquoi Hanoi ne peut accepter le contact proposé.

« Nous sommes arrivés à trois constatations après étude de la position américaine. D'abord, Nixon intensifie la guerre et les bombardements, ceci pour négocier à partir d'une position de force. Ensuite il soumet à la table des conférences des propositions dites « concrètes » qui ne tiennent aucun compte des nôtres. Enfin les Etats-Unis se refusent à aborder le problème clef qui est le retrait de leurs troupes. Les positions demeurent donc très éloignées.

C'est sur ce fond de tableau que vous nous avez transmis la proposition de contact secret et c'est à ce moment que Thieu a fait publiquement son offre, tout en précisant qu'il était contre le retrait des troupes américaines, contre un gouvernement de coalition et pour la dissolution du Front. Tout ceci est une manœuvre pour tromper l'opinion, pour faire croire qu'on négocie alors qu'il ne se passe rien. »

« Cela étant, a ajouté Mai Van Bo, « entre nous », je puis vous dire que nous sommes toujours prêts à des contacts sérieux. Nous l'avons dit aux Américains. Il y a eu des rencontres entre Lodge et Xuan Thuy, la dernière le 23 mars. Mais les Américains mettent toujours le même disque. Ils veulent séparer les problèmes politiques et les problèmes militaires, discuter des seconds avec nous et laisser la discussion des premiers entre le Front et Saigon, ce qui est inacceptable. Nous rejetons cette approche qui a été formulée par Kissinger. La proposition de Nguyen Cao Thang s'insère dans cette manœuvre qui consiste à mettre seulement en présence les seuls Vietnamiens.

Nous ne sommes pas contre les contacts et peu en importe la forme. Mais ils ne serviront à rien aussi longtemps que la position américaine ne changera pas. Or elle ne change pas. Au fond Nixon n'a pas évolué. »

J'ai dit à Bo, comme je l'avais dit à Tien, qu'il n'y avait pas de lien entre la demande de Thang et les déclarations de Thieu « Peut-être, m'a-t-il répondu, mais il n'empêche : cela cadre avec celles-ci. » Avant de me quitter, Bo insiste beaucoup pour me dire à quel point à Hanoi on tient à ce que la position de la France soit bien comprise.

31 mars

Je rends compte à Thang du résultat de mes contacts. Il n'en est pas surpris. Mais j'ajoute que je ne peux dire si, en l'absence de toute déclaration de Thieu, le résultat eût été meilleur.

Ce qui intéresse le plus Thang, ce sont les indications données par le Front sur un changement d'équipe. S'agit-il de la changer totalement ou partiellement ?

Il me dit avoir été en contact avec Au Truong Thanh qui lui-même voit le Front. Le départ de Ky semble une condition à tout contact à Paris. En tout cas, qu'il n'y participe pas.

Thang va aux Etats-Unis où il verra Kissinger. Je le reverrai à son retour, avant qu'il ne regagne Saigon.

1er avril

Dean, de l'Ambassade des Etats-Unis, me dit : « Nous ne voulons pas avoir de contacts directs et seuls à seuls avec le Front. Nous ne voulons pas voir le Front sans Saigon. Nous sommes pour des contacts sur l'avenir politique du Vietnam Sud entre Saigon et le Front. »

Je lui dis : « ceci signifie-t-il que vous seriez disposés à parler de problèmes politiques avec le Front en présence de Saigon ? ». Il me répond : « Vous êtes trop cartésien. Nous n'en sommes pas là. »

Quand je lui dis que les Etats-Unis posent au fond un préalable aux contacts secrets, il le conteste et répond : « à peine une condition ».

Il me dit aussi que les Etats-Unis ne veulent pas négocier avec le Front par notre intermédiaire.

2 avril

Le Theule fait à la sortie du Conseil des Ministres des déclarations tout à fait inutiles, rapportant des propos optimistes de Debré : « des indices favorables à la paix se sont produits ces derniers temps. »

Aussitôt les Américains réagissent, parlent de « fausses illusions ». Dean bondit au Département : « à quoi M. Debré fait-il allusion ? » Je charge Bolle de le noyer dans un nuage de fumée.

La vérité est que Debré a commenté la note que je lui ai faite en la teintant, me semble-t-il, d'un optimisme plus marqué que le mien. Mais surtout le Général a vu Nixon.

4 avril

Je vois Debré, lui raconte l'effet des déclarations Le Theule et lui dit qu'il vaudrait mieux se montrer discret. Il en est bien d'accord et se montre un peu irrité.

Puis je lui demande ce qui est sorti de l'entretien entre le Général et Nixon (en fait je le savais déjà, parce qu'Alphand m'a lu le compte-rendu la veille). Il en a retenu deux choses : d'abord que Nixon a déclaré vouloir la paix et se donner un certain temps (un an, pense Debré), ensuite qu'il prépare une nouvelle proposition qu'il fera assez prochainement. Quant au Général, il a de nouveau conseillé un geste « courageux » : que les Etats-Unis retirent leurs troupes.

Je dis à Debré qu'à mon avis le temps serait venu pour nous de tracer le cadre, plus vaste, du désengagement américain, qu'il ne suffit pas de dire aux Etats-Unis : « voyez ce que nous avons fait en Algérie », parce qu'ils répondront : « voyez le résultat, les Soviétiques ont pris votre place et construisent des bases de fusées », et qu'il faut par conséquent leur montrer qu'un désengagement ne signifie pas l'abandon. Pour cela, il faut proposer un vaste plan de neutralisation du Sud-Est asiatique.

Debré est d'accord et me demande de le faire réfléchir sur le sujet.

Il me donne également son accord pour que nous parlions davantage avec les Soviétiques, notamment du Laos, pour que nous examinions si Ross peut jouer un « rôle de truchement » entre Souvanna Phouma et Souphanouvong.

Il me conseille également de parler avec les Chinois et de voir si l'on peut avoir avec eux des conversations politiques intéressantes.

Je lui parle à ce propos de l'extravagant article de Dadiants appelant, dans « le Monde », tout l'Occident à s'unir derrière l'URSS pour défendre « la frontière de l'Oussouri » et comparant Mao à Hitler. Nous n'avons pas à nous laisser entraîner dans ce jeu, quelle que soit l'importance, pour nous, de nos relations avec les Soviétiques. Il est aussi d'accord là-dessus.

Je vois Lam, le chef de la délégation de Saïgon. Il me rappelle que nous nous y sommes connus il y a quinze ans.

Il me demande ce que je pense de l'état actuel des choses. Je réponds que je ne vois guère de progrès à la table de conférence, ce qui n'exclut pas des signes extérieurs qui donnent à penser que dans l'ensemble les esprits sont plus orientés vers la solution politique que vers la solution militaire. Il me semble trouver que je minimise les concessions faites par Saïgon. Je ne veux pas en effet que nous paraissions cautionner les propositions de Thieu et vendre sa salade.

J'ai eu deux conversations intéressantes avec Chauvel et Laloy. Tous deux estiment : d'abord que nous n'avons pas tellement intérêt à nous mêler de la négociation au stade actuel, c'est-à-dire à avancer des solutions ; ensuite que nous n'avons pas à nous préoccuper de sauver le régime de Saïgon ; enfin que, si nous pouvons faire accepter une zone neutre du Sud Est asiatique par des communistes, ce sera très important. Dégager la possibilité d'un régime communiste neutre, dit Laloy, serait du plus haut intérêt.

J'avais dit aussi à Debré que je souhaitais que nous ne donnions pas aux gens du Nord et du Front l'impression que nous nous rapprochions des Américains et que nous écoutions d'une oreille complaisante tout ce qu'ils nous disaient sur la volonté de paix de Nixon et de Thieu. Pouvais-je leur dire que notre position n'avait pas changé ? « Vous pouvez, m'a répondu Debré, leur dire trois choses : que le Général, parlant à Nixon, a remis l'accent sur la nécessité d'en terminer rapidement, que nous sommes favorables à des modifications dans l'équipe et que nous estimons toujours qu'il ne faut pas séparer les problèmes politiques et militaires. »

9 avril

Dean me dit en substance : l'important, c'est d'avoir des contacts privés. Mais comment y arriver ?

On sent que chacun tourne autour du pot et ne maintient des préalables que dans l'espoir que l'autre abandonnera le premier les siens.

Le Nord parle de retrait inconditionnel, mais paraît donc accepter de parler de retrait.

Les Américains parlent maintenant de retrait simultané.

Il y a donc une conversation possible sur le retrait.

Pour les questions politiques, c'est plus compliqué. Les Etats-Unis refusent de parler seuls avec le Front. Celui-ci paraît refuser de parler avec Saigon. Est-ce un préalable ? Exige-t-il vraiment un changement d'équipe avant tout contact ?

Peut-on envisager une négociation sur le retrait ? Un retrait négocié ? Contrôlé après accord ? S'effectuant sans cessez-le-feu par entente mutuelle ?

Dean dit que le compromis Manac'h sur la table ovale est arrivé 24 heures trop tard. Les Russes l'ont devancé. Oberemko allait de l'un à l'autre, comme un forcené. Que font-ils maintenant ?

11 avril

Visite à mon bureau de Geneviève Tabouis. Elle vient glaner quelques informations vietnamiennes et m'invite à dîner dimanche avec les gens du Front.

Elle raconte que ce matin elle était à l'Elysée où on lui a laissé entendre qu'on espérait bien qu'au référendum les communistes s'arrangeraient pour que ça passe. « Je connais ça depuis Edouard Herriot, dit-elle. Ces gens-là sont très forts. On répartit par sections : 2 ici, 3 là, 10 là-bas. » Je lui demande si vraiment on en est à espérer dans les sections du PC pour sauver la bataille. « C'est que les choses ont changé, cher ami. Avant, quand le Général disait : c'est moi ou le chaos, ça faisait réfléchir. Mais maintenant il y a Pompidou. Et beaucoup de gens préfèrent Pompidou. Ce matin, par exemple, ma directrice à « Paris Jour » a dit à la cantonade : « Oh ! Vous savez, ici, on aime bien Pompidou. » Et puis, cette affaire Markovitch, ça a fait du mal. Et puis, il y a eu, vous savez, ces remarques autrefois de Madame de Gaulle à Madame Pompidou, lui conseillant de ne pas venir à l'Elysée dans des tenues trop voyantes. Madame Pompidou l'a raconté à tout le monde. »

12 avril

Quelques questions à poser demain, si possible, à Tran Buu Kiem.

Par exemple, que signifie la formule : les Etats-Unis doivent cesser leur guerre d'agression et retirer toutes leurs troupes sans aucune condition ? Cela veut-il dire qu'ils doivent s'en aller avant un accord ? Et que l'on discutera ensuite ? Mais s'il en est ainsi, que restera-t-il à négocier, puisque l'objet même de la négociation est le départ des Américains ? Ou bien doivent-ils seulement prendre l'engagement de s'en aller ? Comment le Front voit-il la séquence des événements qui mèneraient à la constitution d'un gouvernement de coalition ? Par des négociations avec l'Administration de Saigon telle qu'elle est ? Avec les Etats-Unis ? Avec un Gouvernement Cabinet de paix ? Qu'est-ce qu'un Cabinet de paix ?

Quel lien le Front établit-il entre la séquence menant au retrait des troupes et celle menant à un Cabinet de paix ?

« La constitution d'un Cabinet de paix propre à engager des conversations sérieuses avec le Front » (Xuan Thuy le 10 avril) est-elle un préalable ? Une condition formelle ?

Il est certain qu'entre Washington et Saigon des divergences existent. Thieu reste plus dur. Toute son offensive actuelle consiste à paraître plus souple alors qu'en fait il n'abandonne rien.

Nous devons, du côté français, prendre garde à ne pas nous laisser berner. Cautionner Thieu n'est pas notre affaire. Il faut maintenir le cap sur le Vietnam de demain et ne pas s'occuper de celui qui meurt.

13 avril

Il y a aussi une question à poser aux Américains : « Vietnamiser » la guerre, cela signifie-t-il qu'ils veulent se retirer en laissant derrière eux une guerre entre seuls Vietnamiens ? Qu'ils se débrouillent : Washington s'en lave les mains ?

Firioubine a dit à Roger Seydoux que c'était là le principal danger que les Nord-Vietnamiens et le Front voyaient actuellement dans l'attitude des Etats-Unis.

Il faut aussi demander aux Américains s'ils veulent aboutir à un cessez-le feu négocié ou, comme le préfère Kissinger, de facto.

En 1954, je me souviens que nous avions le choix entre deux méthodes : celle de la peau de panthère avec des taches qui auraient marqué les zones de regroupement du Viet-Minh sur la base d'un cessez-le-feu provisoire jusqu'à des élections, celle du partage avec évacuation réciproque des deux zones et élections au bout de deux ans.

Il y aurait évidemment une solution de type laotien : on reconnaîtrait au Viet-Cong des zones d'administration, semblables à celles de Sam Neua et Phong Saly administrées par

le Pathet-Lao, lequel serait représenté dans un gouvernement de coalition. Serait-ce viable ?

L'hypothèse d'un gouvernement de coalition durable avec des Ministres du Front et des Ministres de l'équipe actuelle paraît aussi illusoire que celle d'un Front qui joue loyalement l'opposition de Sa Majesté ou qui, étant au pouvoir, reconnaisse à celle-ci des droits. En revanche on peut imaginer des neutralistes, sortant de l'attentisme et aidant aux transitions.

Sinon il faut que Saigon poursuive la guerre et la gagne.

La tactique où les Américains s'engagent me paraît bien être celle que décrit Kissinger dans son article de « Foreign Affairs » de janvier : négociation, plus ou moins directe, ou par « signaux », avec Hanoi sur un retrait mutuel des forces, négociation durant assez longtemps pour que puisse s'engager peu à peu un dialogue entre le Front et Saigon sur la future structure politique du Sud, le temps étant un facteur essentiel pour permettre à Saigon de se consolider. A la fin du processus, les Etats-Unis se seraient retirés, ce qui aurait satisfait leur opinion et celle du monde extérieur, ils auraient obtenu par un retrait des Nord-Vietnamiens une diminution des pressions pesant sur Saigon, et ils auraient facilité la résistance de Saigon à celles venant du Front.

Hanoi peut-il accepter ce beau programme qui laisserait évidemment l'issue incertaine ? J'en doute.

14 avril

Debré m'a convoqué ce soir pour me dire en substance ceci. « J'ai vu Rogers à Washington. Nous avons parlé plusieurs fois du Vietnam. Je l'ai trouvé à la fois plein de bonne volonté et d'hésitation. Il m'a dit le premier jour : Nixon a suivi les conseils qui lui ont été donnés à Paris de discuter en même temps les questions politiques et les questions militaires. Reste la question des conversations secrètes. Nous y sommes prêts. Mais nous ne pouvons parler avec le Front seul, il faut parler avec le Front plus le Nord. » Le second jour, il m'a dit : « Sans doute ne me suis-je pas bien expliqué. Il faut aussi que Saigon participe. Donc il faut parler à quatre. »

La troisième fois, je lui ai dit : « Je ne vous comprends pas très bien. Car si l'on y met Saigon, cela va compliquer les choses. » Alors il m'a dit : « Il y a deux hypothèses. La première, c'est que nous parlions avec le Nord tandis que le Front parle avec Saigon. La seconde, c'est que nous parlions tous les quatre. » Voilà ce que vous pouvez leur dire. La quatrième fois, il a ajouté : « Naturellement je ne souhaite pas que vous vous précipitez dès votre retour pour le leur dire. » Donc, m'a dit Debré, attendez un peu et dans quelques jours, voyez vos interlocuteurs et dites leur qu'au cours de mes entretiens avec Rogers, celui-ci a émis l'idée que pour entrer dans ces conversations secrètes, il y avait ces deux hypothèses. Et demandez-leur une réponse.

J'ajoute que Rogers a demandé que, lorsque nous aurions une réponse, on la lui communique à lui-même, et pas à Shriver ni à Lodge.

D'autre part, lors de la cérémonie atlantique, Nixon m'a pris à part et m'a dit : « Thieu a fait des propositions de négociations pour la reprise des relations diplomatiques avec le Cambodge et la France. Ce serait bien si vous pouviez aider pour ce qui concerne le Cambodge. »

J'ai expliqué à Debré qu'à mon avis c'était difficile de nous en mêler, car cela reviendrait à consolider Thieu Or je ne croyais pas que c'était notre intérêt. Déjà ses déclarations à notre intention étaient gênantes. Notre position doit être de marbre sur la reprise des relations diplomatiques : aucun changement jusqu'à la fin de la négociation actuelle. Il m'a quand même demandé de faire établir une note et de voir si à son passage à Phnom Penh Manac'h ne pourrait pas faire quelque chose.

Hier soir, ce dîner chez Geneviève Tabouis, quoi de plus déplorablement parisien. Ces gens du Front, Tran Buu Kiem et Madame Binh, sortis il n'y a pas longtemps de leur maquis (où donc, au fait, se situe leur PC, où sont leurs demeures, comment vivent-ils là-bas ?) étaient entourés d'un « salon » qui les entourait comme des bêtes curieuses : c'était l'attraction promise par la maîtresse de maison et qui allait alimenter vingt autres dîners dans la semaine en propos stupides. « Reconnus dans l'assistance », comme dirait le chroniqueur mondain du Figaro : le RP Daniélou, récemment fait cardinal, M. Jean Marin et Madame, M. Maurice Dejean et Madame, M. André David, M. Ullmann et Madame, etc..

J'étais assis à côté de Madame Binh à dîner, toute de noir vêtue, mais, ma foi, élégante dans sa sobriété. Fine, sans nul doute très intelligente, sachant parfaitement exposer, répliquer, défendre, armée d'une superbe dialectique. Kien, qui parle aussi un excellent français, est un petit homme aux manières très douces, mais qu'on ne s'y méprenne pas : il est dur comme du bois, ça ne servirait de rien de lui taper dessus.

Sur le fond des choses, j'ai simplement compris que leur problème, ce n'était pas les Américains, mais le régime Thieu-Ky. Il est visible qu'ils tiennent pour acquis le départ des Américains, mais qu'ils ne veulent pas que le prix du départ, ce soit le maintien de ce

régime. Les Américains doivent partir en emmenant dans leurs bagages leurs valets. Ce matin Mai Van Bo, que j'avais fait venir pour lui dire au fond que notre attitude n'avait pas changé, que nous continuions de maintenir toutes nos idées, que de Gaulle avait dit à Nixon qu'il fallait en finir rapidement, que nous étions pour un Cabinet de Paix et que nous ne pensions nullement à reprendre des relations avec Saigon, m'a confirmé qu'il n'y avait eu aucun progrès au cours des entretiens secrets. (Dean devait préciser un peu plus tard qu'il n'y en avait pas eu de nouveaux depuis fin mars). Il estime que les déclarations de Thieu exigeant la dissolution du Front sont insolentes et qu'étant donné cette position, il n'est pas possible d'entrer en contact avec les représentants de Thieu. Il faut donc un Cabinet de Paix, qui mène à un gouvernement de coalition. Il faut aussi que les Etats-Unis discutent avec le Front.

Nous avons parlé aussi du retrait mutuel des forces. J'ai l'impression que là il s'agit d'une question de principe. Le Nord refuse de parler de retrait mutuel, car ce serait mettre sur le même plan Américains et Nord-Vietnamiens. Mais ils sont d'accord pour reconnaître qu'il y a un problème du retrait.

Dean m'a dit que le communiqué de l'Ambassade américaine à Saigon mentionnant l'hypothèse d'une absence d'accord sur un retrait mutuel était certes important, mais qu'il avait ordre de ne pas le commenter.

16 avril

Déjeuner chez Shriver avec Cabot Lodge pour le départ de Manac'h, en fait pour marquer le dégel entre Lodge et le Quai d'Orsay. Il est clair qu'entre les deux Américains, en tout cas, le dégel n'est pas encore venu. Quant au nôtre, je n'y compte guère. Derrière ses amabilités Lodge est pincé. Nous parlons très peu du Vietnam, mais assez pour qu'il m'explique toute la confiance qu'il a en Thieu. Il ne paraît nullement pressé.

De son côté, Shriver, plein de bonne volonté, m'explique que les Américains vont se désengager, réduire leurs effectifs et consolider Thieu qui est vraiment un homme très remarquable : on laissera ensuite le Front et Saigon se débrouiller.

Cette politique me paraît stupide. Jamais Hanoi n'acceptera d'entrer dans ce jeu et préférera intensifier la guerre pour retenir les Américains plutôt que de se prêter à une sorte de retrait semi-négocié, abandonnant le Front à une armée sudiste renforcée. Tout cela est simpliste. Les Américains doivent comprendre qu'il leur faut boire la coupe jusqu'à la lie et avoir le courage de négocier un accord politique.

Lettre très chaleureuse du Prince Buu Loc : il me dit des choses si aimables que j'ai peine à le croire sincère. Mais quel rôle joue-t-il aujourd'hui, ce malheureux homme ?

Lettre de Au Truong Thanh auquel j'avais écrit que je souhaitais poursuivre avec lui le dialogue commencé avec Manac'h.

Réunion chez Debré sur l'Indochine.

Il aurait tendance, sous la pression des milieux d'affaires, à vouloir rétablir les relations diplomatiques avec Saigon, une fois réglé le contentieux économique. Soutenu par Alphand et Beaumarchais, j'ai bloqué. Mai Van Bo m'a prévenu : ce serait un désastre pour notre position générale.

Je pousse à ce que l'on dise au Nord que nous participerons à sa reconstruction.

Je m'aperçois en lisant le compte-rendu de la conversation entre Rogers et Debré que l'Américain lui a demandé de soumettre la double formule pour les conversations privées au Nord. Si cela signifie que nous ne devons pas parler au Front, c'est mauvais. Il y aurait une chance supplémentaire si nous étions autorisés à transmettre leur message au Front. Cela signifierait qu'enfin Washington veut parler au Front.

Alphand accepte que nous adressions un télégramme à Lucet pour qu'il le dise à Rogers, en ajoutant qu'il doit aussi promettre le secret, car Hanoi, Bo nous l'a dit, a été furieux des fuites sur le précédent contact entre Lodge et Thuy.

Tran Buu Kiem m'invite à déjeuner à Verrières pour la semaine prochaine. C'est la suite du dîner Tabouis.

22 avril

Déjeuner chez Dean avec Habib, le penseur de la délégation américaine. Enfin un homme sérieux. La conversation est longue, agréable, intéressante. Tout, ou presque tout, peut être dit.

Je commence par le tâter sur l'armée sud-vietnamienne. Bien sûr il se méfie des militaires américains et de leurs mensonges. Néanmoins il paraît penser sincèrement qu'une relève est possible, progressivement. Il y a des progrès, de bonnes unités.

Sur le retrait : oui, des retraits unilatéraux américains peuvent être envisagés. Mais il n'est pas possible que les Nord-Vietnamiens refusent d'admettre pratiquement qu'eux aussi doivent retirer leurs troupes. « Vietnamiser » la guerre est un objectif certes.

Néanmoins, le réalisme serait que le Nord accepte de discuter sérieusement de retrait. Sa « théologie » sur le principe de « l'agression » américaine ne devrait pas l'empêcher

d'être sérieux.

Sur les conversations privées, je note un progrès. « Nous préférons discuter avec le Nord des questions militaires et laisser Saigon et le Front discuter les questions politiques. Mais nous serions disposés à examiner (consider) une proposition de discussion avec le Front si Saigon était présent ; alors nous pourrions « assister » la conversation. »

Ce qui signifie en clair : nous ne voudrions pas prendre l'initiative de proposer une telle formule et nous préférierions qu'on nous la propose.

(Je pense intérieurement combien tout cela est compliqué : Rogers a confirmé à Lucet qu'il nous autorisait à soumettre à Hanoi et au Front la proposition d'une conversation à quatre, mais qu'il préférerait que ce soit les autres qui fassent le premier pas. C'est seulement si nous voyions que rien ne venait que nous pourrions agir. J'ai donc décidé, avec Beaumarchais, que vendredi, au déjeuner que m'offre Tran Buu Kiem à Verrières le Buisson je tâterai le terrain, mettrai la conversation sur la question des contacts privés et dirai que nous avons de sérieuses raisons de penser que les Américains seraient prêts à discuter avec le Front, mais en présence de Saigon, ce qui revient à préconiser des conversations à quatre. Mais il s'agit de faire en sorte qu'il n'y ait pas de refus immédiat). Sur l'aspect politique : les Etats-Unis n'ont pas l'intention de procéder à un changement de l'équipe Thieu-Ky, même pas à un aménagement, et il faut que les gens d'en face ne spéculent pas là-dessus et ne prétendent pas que les Américains sont les maîtres et n'ont qu'à décider. Il y a un gouvernement en place, Thieu est un homme habile, qui se consolide. Il a ses difficultés, fait deux pas en avant, un en arrière. Cela ne veut pas dire que les formules qu'il avance sur le Front, sa participation aux élections, sa dissolution soient définitives. Mais c'est avec lui qu'il faut discuter.

Quant au lien entre les discussions militaires et politiques, nous sommes assez réalistes, dit Habib, pour savoir que nous devons discuter des unes et des autres et qu'il faut terminer tout cela par un accord.

(Là où la position américaine me paraît au fond le plus dur, c'est sur le cabinet de paix. « Le Gouvernement de paix », dit Habib, « il existe à Saigon maintenant. Pourquoi en demander un autre » ?)

Ce qui agace les Américains, c'est le silence actuel de leurs interlocuteurs. « On a perdu deux mois de novembre à janvier, à cause de Saigon. Mais depuis janvier, ce sont les autres qui ne bougent pas. Nous avons eu depuis le début des dizaines de contacts à divers niveaux et pour divers motifs. A de très rares exceptions près, c'est toujours nous qui avons pris les initiatives. Comprenez-vous ce qui se passe dans leur tête ?

Qu'attendent-ils ? »

Je note encore cette réflexion : s'il n'y avait pas l'opinion américaine qui presse le gouvernement d'en finir, nous pourrions très bien tenir.

Je dis que Zorine m'a dit hier, à déjeuner chez lui, qu'il conseillait aux Américains de se dépêcher, car la conjoncture était favorable. Habib m'indique que Zorine, le soir-même, a tenu exactement le même langage à Cabot Lodge. Je me demande s'il s'agit d'une tactique faisant partie d'une mise en scène anti-chinoise ou s'il a de sérieuses raisons de penser que les Nord-Vietnamiens et le Front pourraient se lasser des négociations et reprendre la guerre, appuyés à fond par Pékin. Pour ma part, je penche plutôt pour la première hypothèse.

24 avril

Après le déjeuner qu'il offrait ce matin à Manac'h, Debré me demande où j'en suis des messages à transmettre au Front et au Nord. Je lui dis que je dois voir demain Tran Buu Kiem. Dois-je faire directement référence à sa conversation avec Rogers ou être plus vague ? Nous convenons que je dirai ceci : « Comme vous le savez, les Américains s'en tenaient jusqu'à présent au schéma de deux négociations parallèles bilatérales. Mais M. Debré a de très sérieuses raisons de penser qu'ils seraient disposés à accepter des conversations à quatre. Il s'agit là d'une communication sérieuse. »

J'ajouterai que je conseille de l'examiner avec la plus grande attention.

28 avril

Je m'attendais vendredi à rencontrer Tran Buu Kiem entouré de ses conseillers. Mais non ! Il était seul, Madame Binh se trouvant encore à Hanoi et Nguyen Van Tien étant retourné au Caire. Nous avons donc déjeuné en tête-à-tête, ce qui prouve que nous nous trouvons en face de gens jouissant d'une certaine liberté et responsables.

La villa de Verrières le Buisson est modeste, mais charmante et confortable. Elle donne sur une ravissante petite place qu'occupe en son centre un bassin ombragé de beaux arbres et peuplé de cygnes. Un drapeau du Front flotte sur le balcon. Un car de CRS surveille discrètement l'entrée.

Le déjeuner est bon, servi par un Vietnamien parfaitement stylé. Ce doit être quelque ancien boy de nos Gouverneurs Généraux. Hors d'œuvres vietnamiens, excellent poisson,

brochettes, glace. Vins très convenables.

La conversation va bon train et durera deux heures et demie. On a le temps, à deux, d'aborder beaucoup de sujets et c'est ce que nous faisons, sans prendre trop de précautions mais en sachant bien ce que, l'un et l'autre, nous disons.

Nous parlons d'abord de la Chine. Kiem ne m'en dit aucun mal, au contraire, mais il cherche surtout à montrer que les gens du Front sont Vietnamiens avant d'être Russes ou Chinois.

Nous abordons ensuite le sujet des négociations. (Je raconte tout cela dans une longue note) et je lui transmets à cette occasion le message convenu.

Ce qui me frappe tout au long de cette conversation, c'est l'absence de passion, le caractère raisonnable mais très ferme des propos tenus, le désir de se montrer ouvert, mais une extrême méfiance à l'égard des Etats-Unis. Quelles sont leurs intentions, quels sont leurs objectifs ? Quelle est cette nouvelle politique de M. Nixon dont on parle tant ? Où veulent-ils en venir ? Sur quelle base (l'expression reviendra dix fois) les Américains proposent-ils de parler ? Veulent-ils maintenir à Saigon un régime néo-colonialiste ? Ou veulent-ils vraiment s'en aller et reconnaître au Sud le droit à l'indépendance ? Sont-ils sincères lorsqu'ils parlent de retrait ou cherchent-ils seulement à leurrer l'opinion ?

[Je passe mon temps à expliquer que je ne crois pas que personne ait abandonné l'espoir d'aboutir par la négociation, en opposant la solution politique à la solution militaire. Mais je me demande si les Américains ne cherchent pas à mettre en œuvre une troisième formule qui serait un progressif désengagement militaire, en laissant les gens de Saigon aussi forts que possible pour résister au Front, ou se débrouiller avec lui aussi bien, ou aussi mal, qu'il le pourrait. Cette formule me paraît inacceptable pour le Nord et le Front, à moins que les Américains ne fassent vraiment comprendre qu'ils sont disposés à abandonner Thieu à son sort, mais ils ne le pourront pas. Dès lors les autres se verront obligés presque de retenir les Américains par une intensification des combats pour les contraindre à traiter et à abandonner Thieu à la table]

Bref sans répondre négativement à l'offre de conversations privées à quatre, Kiem y oppose des réserves. Pourquoi traiter avec Saigon ? Mais, s'agissant des Etats-Unis il me semble qu'il est quand même intéressé par l'idée que peut-être les Américains acceptent indirectement cette conversation « directe » avec le Front qu'ils ont jusqu'à présent refusée. Il me promet donc d'étudier avec attention.

Ce matin, j'ai transmis à Mai Van Bo le même message.

Sa réaction n'a pas été davantage négative. Mais il a feint, assez comiquement, de n'avoir quasiment pas compris, si ce n'est même pas entendu ce que je lui disais. Il s'est contenté de me répéter que Xuan Thuy était toujours disposé à rencontrer Cabot Lodge et que le Front voulait parler aux Américains directement.

Mais j'ai l'impression que ce que je lui ai dit n'est quand même pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

4 mai

Debré a estimé qu'il convenait de prier Lucet de transmettre à Rogers les indications tirées de mes entretiens avec Kiem et Bo. Lucet a donc vu Rogers mercredi 30 avril. Rogers a écouté, remercié. Nous avons indiqué qu'à notre avis il faudrait peut-être que les Américains donnent quelques indications concrètes sur le caractère sérieux de leurs intentions, car les Vietnamiens du Nord et du Front ne paraissent guère enclins à entrer en négociations s'ils n'avaient quelques bonnes raisons de penser que les Américains souhaitaient vraiment en finir. Mais Rogers n'a pas paru sensible à l'argumentation et a accusé les communistes d'avoir une curieuse façon de négocier. De même nous avons demandé que Rogers informe Lodge de nos démarches : il a refusé, préférant pour l'instant garder le secret.

Je me demande en vérité si Rogers a vraiment l'intention de négocier ou bien si le plan américain n'est pas en effet de consolider Thieu tout en procédant à quelques retraits, à gagner du temps.

7 mai

Hier Dean me dit que les trois conditions posées par Nixon pour un retrait unilatéral en cas d'absence d'accord sur un retrait mutuel ne sont pas cumulatives : ou un renforcement substantiel de l'armée de Saigon, ou un ralentissement significatif des opérations militaires, ou un progrès dans les négociations.

9 mai

Au Truong Thanh, ancien Ministre de Ky, en désaccord avec lui, neutraliste, vivant en France depuis trois ans, est venu me voir cet après-midi. Il avait déjà vu Manac'h plusieurs fois et je lui avais demandé de poursuivre ces entretiens.

Il est resté deux heures. L'homme est jeune, sympathique, très intelligent (mais quel Vietnamien ne l'est pas ?) et paraît avoir beaucoup réfléchi.

Après avoir parlé de la situation économique au Sud (peu brillante, il évoque les intolérables pressions américaines pour l'accroissement des recettes fiscales et douanières, source de mécontentement populaire), nous abordons les propositions du Front. Il les trouve raisonnables dans l'ensemble, mais insuffisantes sur bien des points. Je le sens soupçonneux sur les intentions du Nord : voudra-t-il vraiment retirer ses troupes ? Le Nord peut-il vraiment être neutre ?

Il estime que Thieu n'est pas raisonnable en refusant un Gouvernement de coalition. Le Front ne peut accepter d'être dissout et d'être tenu à l'écart de l'organisation des élections.

Ai-je en face de moi un homme prêt à collaborer avec le Front ? J'en ai l'impression.

14 mai

Voilà la séquence des derniers événements.

Le 8 mai à 12h30, Nguyen Van Tien vient m'apporter les propositions du Front avant qu'elles ne soient lues en séance par Tran Buu Kiem. Il souhaite que nous fassions nos observations.

A 18 heures Mai Van Bo vient me dire que le Nord les appuie, qu'il souhaite que nous les approuvions et que nous fassions pression sur les Etats-Unis pour qu'ils les examinent très sérieusement.

Le 9 je reçois Au Truong Thanh.

Je passe mon week-end à établir trois notes pour Debré. La première relate mes entretiens, la seconde analyse les propositions au Front, la troisième suggère une attitude française. Je propose que nous posions des questions au Front et que nous transmettions éventuellement des éléments d'information aux Etats-Unis.

Le 12 Lucet télégraphie qu'avant de partir pour Saigon Rogers lui a dit qu'il avait mis Lodge au parfum sur l'affaire des entretiens à quatre. Cela me soulage.

Le 14 Dean vient me voir avant le discours que Nixon doit prononcer ce soir. Je lui dis tout ce que je peux pour essayer de l'influencer et notamment que je ne pense pas que les autres accepteront des conversations privées s'il n'y a pas un signe nouveau venant de Washington ou un changement d'hommes ou de positions à Saigon. Je souligne aussi l'ouverture faite par le Front sur la question du retrait des troupes vietnamiennes : cela prouve qu'il reconnaît qu'une question se pose. Je dis aussi qu'il ne s'agit pas d'un tout ou rien, mais d'une solution globale, ce qui est bien différent. C'est à l'intérieur du « paquet » que les marchandages peuvent s'effectuer.

Dean me laisse entendre que le discours Nixon ne sera pas encore très ouvert et qu'il dira que c'est à Saigon de répondre.

Le 13, je vois Sainteny. Sa crainte est que les communistes ne fassent, la paix rétablie, un coup à Saigon comme ils en firent un à Hanoi en 1945 : les n°2, communistes, mis en place à l'avance, ont un beau matin remplacé les n°1 nationalistes et le tour a été joué. Je réponds en somme : et après ? Ne peut-on vivre avec un Sud communiste ? Le communisme en 1970 au Vietnam sera forcément autre chose. Cela dit, je préférerais un long palier nationalo-neutraliste.

17 mai

A travers Alphand, j'obtiens de Debré l'autorisation de répondre aux sollicitations dont nous sommes l'objet, de transmettre les messages et les informations qui nous sont confiés, bref de jouer notre rôle, utile et actif.

En outre, Debré est disposé à recevoir les chefs de délégation dans la première semaine de juin.

Samedi matin, Dean vient aux nouvelles. Il veut avoir une première appréciation sur le discours Nixon. Je me garde d'être trop positif. Je souligne le caractère concret. Nous ne sommes plus dans les nuages. Des grands principes, l'on est passé à l'application. Les Américains soulignent 5 points de leur côté : 1) en fait, ils acceptent des conversations à quatre, 2) ils espèrent que les autres ne vont pas réagir trop précipitamment et qu'ils vont étudier le discours Nixon, comme eux-mêmes étudient les dix points du Front, 3) les Etats-Unis, ainsi que nous autres Français l'avions suggéré, ont inclus dans leurs propositions un calendrier pour le retrait, 4) ils n'ont donné aucune précision sur l'organisme de surveillance internationale. Cela dépendra des négociations, 5) leurs propositions ne sont pas un ultimatum. En outre, ils aimeraient bien que nous leur fassions part des réactions des autres. Je vais donc convoquer Tien.

18 mai

L'une des questions à poser maintenant au Front : vous disiez jusqu'à présent que des

contacts vous paraissent inutiles aussi longtemps que les Etats-Unis maintiennent leurs bases antérieures de négociations et que sur ces bases il n'y avait pas de perspectives pour des conversations privées ; estimez-vous que le discours Nixon offre des perspectives nouvelles susceptibles de modifier votre position ?

D'autre part, Nixon a déclaré que les Etats-Unis étaient prêts à avoir des conversations sur les sujets politiques si les autres parties sud-vietnamiennes l'estimaient utile. Nous savons qu'en tout cas les Etats-Unis n'auront pas ces conversations sans Saigon, mais la déclaration Nixon signifie qu'ils sont disposés à en avoir avec vous. Seriez-vous prêts à en avoir avec eux, Saigon étant présent ?

Autre question : le retrait des troupes américaines doit-il être total avant les élections ? Peut-il n'être que partiel ?

Il faut bien dire que si le Front demande que les Américains partent totalement avant les élections, alors que les troupes du Nord pourraient demeurer indéfiniment, les Etats-Unis n'accepteront jamais. Du moins faudrait-il que le retrait des troupes nordistes soit au moins constaté.

Je n'ai cessé de dire à mes interlocuteurs, lorsqu'il s'agissait du Cabinet de Paix, qu'il fallait distinguer entre les hommes et les idées des hommes, bref qu'il n'était pas évident que le Front demande le départ de Thieu si celui-ci changeait ses positions. Après tout, Johnson n'avait-il pas changé les siennes ?

C'est à peu près ce que vient de dire à Hanoi le Directeur d'Europe à Quirielle. Mais il a ajouté qu'un tel changement était « impensable ».

Le Front propose la neutralité d'avance pour le Sud. Saigon rétorque que l'on ne peut, dans un système démocratique, préjuger l'avenir et lier d'avance un peuple : il faut attendre les élections libres. Cela me rappelle les discussions des années cinquante avec l'URSS sur l'Allemagne. A ce moment, c'était l'Ouest qui refusait de lier à la neutralité le futur gouvernement d'une Allemagne réunifiée. Cette fois, c'est nous, Français et Américains qui acceptons la neutralité d'avance ; c'est Saigon qui, jusqu'à présent, la refuse.

Mais le Nord ne veut pas de la neutralité pour lui, ni pour un Vietnam réunifié. Peut-on faire accepter la neutralité par un Etat communiste ? L'exemple tchèque n'est pas encourageant. Mais pressé entre l'URSS et la Chine, le Vietnam n'y trouverait-il pas avantage ?

20 mai

Deuxième déjeuner avec Habib chez Dean.

Habib souligne qu'il y a deux points « immuables » : le retrait mutuel, mais sur les moyens l'on est ouvert ; le règlement politique par les Sud-Vietnamiens, mais le processus est négociable.

Sur le retrait, Washington demande seulement à constater les résultats du retrait des Nord-Vietnamiens ; en d'autres termes, il ne s'agit pas de constater leur départ, mais leur absence.

Habib précise que les élections ne doivent pas nécessairement précéder le retrait. Je remarque que le discours Nixon donnait l'impression contraire.

Pour la surveillance, les Etats-Unis sont ouverts à toute formule. Je fais remarquer que d'un côté l'on met les troupes non sud-vietnamiennes ensemble, de l'autre l'on distingue entre troupes américaines et troupes vietnamiennes. Il devrait y avoir moyen de s'arranger. Habib en convient.

Habib souligne que sur le plan politique, le discours Nixon n'exclut aucune évolution pourvu qu'elle résulte d'un accord entre Vietnamiens.

Je sens une certaine impatience : les autres vont-ils enfin accepter de parler à quatre ? Maintiennent-ils leur exigence d'un Cabinet de Paix ? Je réponds qu'ils distinguent peut-être entre les hommes et leurs positions. S'il y avait une évolution à Saigon, peut-être accepteraient-ils de traiter. (Un peu plus tard, le Conseiller polonais me dit que le Front accepterait de négocier avec la même délégation, mais qu'il faudrait changer à Saigon).

Habib me répond qu'à Washington on s'en tient à Thieu.

20 Mai – Pour Habib et Dean

1) Sur les propositions du Front :

a) Leur dire que nous les trouvons dignes de la plus sérieuse attention. Qu'elles nous confirment dans l'idée que le Front et Hanoi acceptent une solution politique.

b) En particulier souligner :

. point 3 – c'est admettre qu'une question se pose.

. gouvernement de coalition provisoire : pas d'imposition d'un régime politique. Appel à tous.

. Cabinet de paix – les hommes et leurs idées. Télégramme Quirielle.

2) Sur le discours Nixon

- a) Forme – que signifie un accord qui ne serait pas sur le papier ? Les préférez-vous à l'autre ?
- b) Procédure
 - 1. pour les questions militaires : quid de la présence du Front et de Saigon ? à 4 ou à 2 ?
 - 2. pour les politiques : à quatre ? A lier avec le Cabinet de Paix.
- c) Calendrier – relation entre calendrier politique et militaire – lien entre retrait et élections : processus court ou long.
- d) Retrait – qu'est-ce qu'un retrait du Nord « constaté » ? S'il faut le constater par une Commission, comment cela peut-il se faire sans accord ? Que deviennent les troupes du Front et de Saigon ? Silence Nixon. Le cessez-le-feu les concerne aussi, je pense ? Qui le constate ? Quel organisme ? (une autre commission ?) Les bases ? Occupées combien de temps ?
- e) Elections – Nixon accepte tout Gouvernement issu d'élections libres = gouvernement de coalition ? Mais avant les élections ? Silence ? Que signifient les garanties du processus politique ?
- f) Laos-Cambodge – Exige retrait du Nord. Mais comment ? Quel mécanisme ?

Pour le 21 mai - Questions à voir avec Mai Van Bo

1) Relations bilatérales

L'informer de nos propositions sur le plan économique. Entretien Quirielle avec le Vice-Ministre du Commerce Extérieur. Mission Hirsch Gérin.

2) Observations sur le plan FLN

- a) Notre position n'est pas d'approuver ou de faire pression. Elle est de comprendre et de contribuer à faire comprendre les positions des uns et des autres.
- b) Nous trouvons que ces propositions du FLN méritent la plus sérieuse attention et nous l'avons dit aux Américains.
- c) Elles nous confirment notamment dans l'idée que le Front souhaite une solution politique.
- d) La solution présente est dite « globale ». Nous comprenons que cela signifie non pas « tout ou rien », « à prendre ou à laisser », mais que tous les éléments de la négociation doivent être discutés en liaison les uns avec les autres, en particulier les politiques avec les militaires. Ceci rejoint assez notre approche. Nous pensons notamment qu'il faut avoir une claire vision des objectifs à atteindre.
- e) 1 – de ce point de vue ce qui est dit sur la neutralité du Sud-Vietnam nous paraît important.

2 – Il y a aussi les dispositions relatives aux Accords de Genève : bien. A ce propos, peut-on demander quelle différence concrète l'on établit entre la neutralité du Sud et les dispositions que l'on peut appeler de neutralisation militaire découlant des Accords de Genève et applicables aux 2 zones ?

3 – Il est aussi question du Laos et du Cambodge. Des accords de 62. – c'est bien – discours de Pnom Penh ; Peut-on savoir si à Hanoi l'on a une idée sur la façon d'y revenir ?

- f) Retrait – Le point 3 retient évidemment notre attention. Le fait qu'un tel point existe est important. Il y a donc, si nous comprenons bien, deux problèmes : le retrait des troupes US – la question des troupes vietnamiennes - mais celle-ci vient (3) après celui-là (2). Faut-il y voir une notion de priorité ? De chronologie ? - d'une façon générale, la chronologie est un problème important. C'est ainsi que, dans certaines déclarations, M. Kiem a parlé du retrait US avant les élections. Mais le point (3) devrait-il aussi être réglé avant les élections ? - Et ceci amène à se demander entre qui – et quelles seraient ces parties vietnamiennes. A Hanoi, l'on a dit à notre Délégué général : la RDV – le Front. L'alliance et d'autres partis politiques. Mais pas Saigon. Peut-on savoir alors qui contracterait pour le Sud ?

g) Surveillance internationale

Nous observons qu'elle ne s'appliquerait qu'au retrait US.

Vraisemblable qu'il y aura là un point difficile.

(Pour moi : on peut aussi créer une Commission Mixte – entre Vietnamiens, la commission internationale ne s'occupant que du retrait US).

h) Cabinet de Paix

On a dit à Hanoi à Quirielle que ce n'était plus une exigence préalable, mais qu'il fallait que l'équipe Thieu... accepte les bases des propositions du Front, « ce qui est impensable » !! Que faut-il en penser ?

3 – Sur le plan Nixon

Du côté américain, l'on a appelé notre attention sur plusieurs points :

- a) En fait ils acceptent des conversations à quatre. Ce qui découle de : « si notre présence est désirée par les autres parties sud-vietnamiennes intéressées » - ceci vise le Front. Mais ne pas penser qu'ils seraient prêts à parler hors de la présence de Saigon.
- b) Que les autres ne jugent pas trop vite. Nous pensons en effet que les propos Nixon

méritent attention.

c) Inclusion d'un calendrier comme la France l'avait suggéré. Exact : référence au discours de Phnom Penh.

d) Pas de précision sur organisme de surveillance. Cela dépendra des négociations.

e) Propositions, pas un ultimatum.

Quelles sont les impressions de la délégation RDV sur plan Nixon ?

22 mai

Conversation de 2 heures avec Mai Van Bo. J'en retire l'impression que l'obstacle fondamental est le Cabinet de Paix. Le seul moyen sans doute de le contourner serait pour les Américains d'accepter le gouvernement de coalition avant les élections, mais ils n'en sont pas là, bien que Nixon se soit montré très ouvert sur le processus politique. En fait Bo me propose une recherche en commun d'un Cabinet de Paix. Travaillons ensemble, me dit-il, à déblayer la voie. Ensuite tout sera possible. Sinon, on va continuer à s'embourber. D'ailleurs Le Duc Tho voudrait en parler à Debré, de nouveau, dès que ce sera possible après les élections.

(Après ? Debré me téléphone ce matin à ce sujet. Faut-il attendre ? Mais quelle sera la situation le 15 juin ? Nous convenons d'en reparler le 2 juin).

Est-ce vrai que le départ de Thieu suffirait à tout arranger ? N'est-ce pas un piège ?

23 mai

C'est au fond ce que j'ai cherché à savoir auprès de Tran Van Huu. J'avais demandé à Dejean de me le faire rencontrer et nous avons déjeuné ensemble tous les trois.

Je n'avais vu Tran Van Huu qu'une fois, en 1952 au Japon, lorsque j'avais été le chercher à bord de son bateau. Il me l'a rappelé. L'année suivante, quand je suis arrivé à Saigon, il en était parti, remplacé par Tam, ce qui avait été une erreur.

Huu doit avoir plus de 70 ans. Mais il m'a paru en bonne santé, mangeant très lentement, mais bien et pas du bout des lèvres. Il avait le teint frais, l'œil vif. Il ne s'endormait pas. Il disait des choses précises et pensées, avec douceur mais autorité. Bref il m'a paru concevable qu'il prenne la tête d'un Gouvernement, mais à condition de ne pas être entouré que d'adversaires. Il lui faut des compagnons plus jeunes et solides.

Son idée maîtresse m'a paru être qu'il faut aider le Front à ne pas être mangé par le Nord et les communistes. Ce Cochinchinois est persuadé du désir d'indépendance et de liberté des gens du Sud. Il explique tout par l'affaire Diem, sa dictature, celle des gens de Hué, des catholiques (sur les bouddhistes). Pour lui, le Front est né, très tôt, dès 1955, d'une révolte des Cochinchinois contre Diem. A quoi s'est ajoutée, par la suite, l'arrivée des Américains.

C'est pourquoi il regrette l'occasion perdue par « le Grand Minh » au lendemain du renversement de Diem : il aurait dû tout de suite placer le Front au pied du mur et lui proposer la paix.

Depuis 1965, selon Huu, l'emprise des communistes sur le Front n'a fait que se renforcer, en raison du besoin d'aide militaire. Mais peut-être tout n'est-il pas perdu et demeure-t-il possible de constituer un Sud véritablement indépendant qui puisse rivaliser avec le Nord. Dans l'immédiat Huu soutient le programme du Front. Il estime raisonnable l'exigence du Cabinet de paix. Il pense que les Américains et Thieu devraient se ranger aux réalités.

Parlant des dirigeants du Front, qu'il connaît bien, il prétend que les principaux ne sont pas des communistes, mais des vrais nationalistes. Ils seraient même disposés à donner de sérieuses garanties aux planteurs. Ils seraient aussi les vrais tenants de la culture française, que Diem aurait systématiquement pourchassés, les obligeant à s'exiler ou à prendre le maquis.

De cet entretien, je sors plus réconforté que sceptique. Mais je me demande si cet homme, qui n'est pas retourné depuis 15 ans dans son pays, est vraiment en mesure de bien juger la situation. Quoi qu'il en soit, il faut constater qu'il conserve un grand prestige, qu'il croit à notre culture et qu'il souhaite que la France continue de donner son appui au Vietnam (sur ce point, il critique Mendès de s'en être désintéressé après les accords de Genève).

Huu m'a fait un vif éloge de Bunker, l'ambassadeur américain à Saigon. Il paraît compter sur lui pour y faire évoluer les esprits.

25 mai

J'ai dit aussi à Mai Van Bo deux choses le 21 mai. D'abord qu'au lieu de me poser à moi des questions sur ce que voulaient les Américains, il ferait mieux de les poser directement, et que pour cela il fallait des conversations privées. (J'ai rapporté cela à Dean, qui s'en est montré satisfait). Ensuite que je trouvais dans le discours Nixon un ton

nouveau, que je n'y voyais pas tant un souci de « vietnamiser » et de « désaméricaniser » la guerre que le désir d'en finir. Cela l'a frappé, je crois.

Le Front exige un Gouvernement provisoire de coalition parce qu'il ne veut pas, dit-il, que Saigon organise les élections. Mais Saigon ne veut pas d'un tel Gouvernement, veut la dissolution du Front et affirme offrir par une surveillance internationale la garantie des élections.

Le compromis évident serait le suivant : que Saigon accepte le maintien du Front, que le Front n'exige pas un Gouvernement provisoire de coalition, mais que tous deux acceptent un Comité Mixte dont l'unique objet sera d'organiser les élections.

27 mai

Après avoir vu Sullivan au Quai pendant deux heures, je dîne avec lui et André Ross chez Lipp.

Sur le Laos, il dit à peu près ceci : « Nous voudrions négocier avec le Nord-Vietnam un accord de retrait de leurs forces du Laos, car c'est la condition d'un accord sur le retrait dans le Sud-Vietnam. Mais au-delà, nous ne pensons pas à une véritable réunification du Laos. Les accords de 1962 sont et resteront une façade. Il y a un Laos utile qui comprend la vallée du Mékong et le Sud. Le reste peut bien rester au Pathet Lao. »

Il cherche donc à négocier cet accord. Mais où et quand ? Aux suggestions qu'il m'avait faites, il a ajouté qu'André pourrait jouer un rôle utile. Il a précisé de nouveau qu'il valait mieux ne pas avoir à réunir une conférence internationale à cause de la Chine.

Sur le Vietnam je lui ai dit qu'en fin de compte je le trouvais assez optimiste. La nouveauté repose sur sa conviction que les communistes sont en train d'abandonner l'exigence du Cabinet de Paix, ce qui confirmerait ce que l'on a dit à Quirielle. Mais est-ce vrai ? Ma conversation avec Mai Van Bo me donnait une impression beaucoup plus négative.

Je lui ai dit : « Je vous ai indiqué qu'à mon avis il était plus facile de trouver une solution à la question du retrait qu'au problème politique. Mais même celui-ci est soluble assez facilement. Tout dépend de savoir jusqu'où vous êtes disposés à aller. » Au fond il ne m'a pas répondu.

Cependant il dit qu'effectivement à Saigon tout le monde parle de formules. A son avis il n'y aura ni Cabinet de paix, ni gouvernement de coalition. La dernière idée est celle des Comités Mixtes.

3 juin

C'est l'impasse, m'a dit aujourd'hui Mai Van Bo, qui a pris soin d'appuyer sur le caractère fondamental de l'opposition entre les positions des Etats-Unis et du Front.

Que faudrait-il pour en sortir, lui ai-je demandé ?

Il faudrait, m'a-t-il répondu, d'une part que les Américains modifient leurs positions sur les deux points essentiels du retrait et du Gouvernement de coalition, d'autre part que l'obstacle représenté par l'Administration de Saigon disparaisse.

Je lui ai demandé s'il établissait une priorité entre les deux.

Il m'a répondu qu'évidemment si l'obstacle de Saigon disparaissait, des discussions sérieuses pourraient s'engager.

Sur Thieu, il a tenu des propos désabusés : à Séoul, à Taïpeh, il avait pris les positions les plus outrancières, les plus négatives sur tout. Qu'allait-il dans ces conditions sortir de Midway ?

Nous avons eu ensuite une discussion très libre sur l'armée du Sud. Bo a insisté sur les différences qui existaient entre gens du Sud, du Nord, du Centre. Au Nord, l'on avait choisi son régime. Sa voie, en marxistes. Mais au Sud, il fallait établir un régime de neutralité, de démocratie, tenant compte de cette bourgeoisie et de ces intellectuels qui y foisonnaient.

Bo est un homme du Sud.

J'ai vraiment l'impression que les Américains s'embourbent. J'ai dit dans une note, pour résumer ce que je croyais être la pensée de Kiem, que les Américains manœuvrent, mais qu'ils s'accrochent. Tout ce que font les communistes, c'est de les aider à décrocher. Mais les autres ne s'y décident pas.

Ou plutôt ils sont prêts à décrocher. Ils vont même commencer par décrocher, mais en laissant derrière eux le régime de Saigon, en lui transférant des moyens pour poursuivre la guerre. Or je suis persuadé que les gens de Hanoi et du Front voudraient régler le conflit avec les Américains. A quoi les avance de se retrouver avec une armée de Saigon, encore épaulée par une armée américaine diminuée ?

En vérité, Nixon n'a pas encore le courage de terminer cette guerre.

13 juin

Entretien avec Habib chez Dean.

Il dément toute négociation secrète avec les Russes. Ceux-ci en fait sont réservés depuis plusieurs semaines. Néanmoins il verra Sternenko la semaine prochaine.

On n'avait pas cru du côté américain à la formation du GRP à partir des déclarations du porte-parole du FNL le 5 juin. Pourquoi n'ai-je pas fait part de mon intuition ?

Je lis l'article de C. Roberts : « Midway and beyond », qui laisse entendre que Nixon et Thieu ont discuté ferme du problème politique. Qu'en est-il ? Habib me répond en somme que Thieu est prêt à faire du chemin, qu'il en fera et le montrera bientôt, mais que les Etats-Unis ne le laisseront pas tomber, qu'il ne faut pas compter sur Nixon pour cela. La politique américaine est de chercher un règlement politique à travers Thieu. Rien ne sera dit sur le sujet, aucune concession ne sera faite que par Thieu, mais il ne restera pas immobile.

Je demande comment il se fait que Thieu, s'il est si bien disposé, se comporte comme il le fait : voyages à Séoul et Taipeh, déclarations hostiles à toute conciliation. Habib me répond qu'il doit tenir compte de son public, du contexte local. Je ne trouve pas cela très convaincant (Philippe Devillers, vu dans la matinée, m'avait dit qu'il était entouré d'ultras). Habib est très vif contre « les autres ». Il les accuse d'avoir violé l'accord explicite conclu à l'automne dernier : ils avaient accepté de venir s'asseoir à la table de conférences en présence d'une délégation du Gouvernement de la République du Vietnam (Les deux autres points de l'accord étaient que l'arrêt des bombardements serait suivi par un retrait nord-vietnamien, ceci était implicite, et que les villes ne seraient pas bombardées, ceci était explicite). Maintenant ils refusent de parler en présence des gens de Saigon. Leur position est irrévocable. Alors ? C'est qu'ils ne veulent donc pas négocier, qu'ils comptent sur le temps, la pression de l'opinion américaine sur Nixon. Ils compliquent les choses en créant le GRP, car malgré tout Saigon va réagir. Ils vont sans doute lancer prochainement une offensive car les SR américains ont relevé qu'ils se mettaient en position. Les pertes seraient très lourdes des deux côtés.

C'est donc une nouvelle épreuve de force, ai-je demandé ? Oui.

Je dis : en somme il y a trois possibilités. La première est l'immobilisme actuel. La seconde est que vous abandonnez Thieu, ce que vous ne ferez pas. La troisième est que vous fassiez avancer Thieu et c'est celle-là que vous préférez. Oui.

Quel Vietnam à la fin voulez-vous ? Nous voulons l'arrêt des hostilités, nous ne voulons pas de bain de sang, ensuite, d'aucune sorte et Thieu nous l'a promis (je songe in petto : il faudrait plutôt demander ce genre de promesses au Front), et nous pensons qu'il y aura une belle politique prolongée (a protracted political fight). Je demande s'il ne faudrait pas créer dès maintenant des conditions meilleures pour cette lutte et je songe à la nécessité pour Thieu de libéraliser son régime, car si j'étais à la place de Nixon, j'exigerais en échange de mon soutien des concessions politiques de Thieu. Je crois que Habib y songe aussi, mais il me donne l'impression qu'à Washington l'on est assez sceptique sur la possibilité d'induire qui que ce soit à se mouiller avec Thieu. Au fond il a peut-être raison. J'essaie de savoir à quoi l'on pense à Washington concrètement : des commissions mixtes pour les élections, des amendements à la Constitution et à la loi électorale ? Oui, à tout cela.

Habib me questionne sur notre impression de l'attitude des autres. Que ne leur parlons-nous un peu ? Je sens qu'il s'impatiente de nous voir assez inactifs.

Ceci rejoint tout à fait mes préoccupations. Hier Nguyen Quoc Dinh, ancien Ministre des Affaires Etrangères que j'ai connu en 1954 à Saigon et retrouvé en 1962 à Genève, me dit : l'heure de la France vient maintenant, vous ne devriez pas demeurer silencieux, tout le monde attend de la France qu'elle agisse.

Dinh pense que de Gaulle a été trop fort du côté des communistes, mais que malgré tout notre position est bonne. Il faudrait que nous nous rapprochions de Thieu pour l'influencer, pour l'inciter à libéraliser et élargir son régime.

Devillers pense aussi que notre heure, qui est celle des neutralistes, des tendances intermédiaires a sonné. Il me parle de Huu, de Manh Ha, de Au Truong Thanh et d'autres. Nous parlons de tout cela avec Beaumarchais et concluons que nous allons proposer la semaine prochaine à Debré un télégramme pour Lucet disant que nous nous inquiétons de la situation. Le temps ne travaille pas pour Saigon. Il faut essayer de débloquer la négociation. Nous ne doutons pas que les Américains ne soient conscients de la nécessité de bouger sur le plan politique. D'autre part nous avons l'impression que les Vietnamiens de l'autre côté sont peut-être prêts à écouter ce que nous aurions à dire, mais pour cela il faudrait que nous en sachions un peu plus sur les intentions américaines.

15 juin

Je récapitule quelques faits que je n'ai pu noter.

Le 5 juin, à l'issue de la séance de Kléber, le porte-parole du Front déclare que des contacts sont pris en vue de la création d'un Gouvernement provisoire de coalition. Ces propos me frappent, car mon expérience m'a appris que quand les communistes disent

que quelque chose est en cours, c'est que la chose est déjà faite. Je rédige pendant le week-end une note pour Debré disant que nous devons nous préparer à voir surgir un tel gouvernement, bien qu'en principe selon le schéma du Front il devrait naître ultérieurement, mais le Front a pu décider d'accélérer les choses.

Le dimanche 8, c'est Midway. Le lundi, malgré l'avis de mon collaborateur Le Blanc qui n'y croit pas, je mets au point ma note. Le mardi j'en parle à Alphand et j'envoie mon papier. Le soir, l'annonce de la création d'un Gouvernement provisoire, révolutionnaire et non de coalition, tombe. En même temps, le Front me demande un rendez-vous pour le lendemain. Toujours le mardi, je dîne chez Mai Van Bo en ménage, et avec Ha Van Lau. Dîner très sympathique. Mais sur le fond, aucune ouverture. Ces gens demeurent intransigeants : aussi longtemps que « l'administration Thieu-Ky-Huong » sera en place à Saigon, rien ne sera possible.

Le 11 donc, je reçois la communication du Front. Je pousse un soupir : il ne demande pas la reconnaissance du GRP par la France. Mai Van Bo, le soir, vient me voir longuement.

Même chose. Longue insistance sur l'impossibilité de traiter avec Thieu.

Debré me convoque dans l'après-midi. Il trouve que Washington ne bouge pas, que Nixon piétine, refuse d'aborder le problème politique. Il voudrait qu'on leur dise d'avancer. A deux jours des élections ici, le lendemain de la création du GRP, le moment est-il bien choisi ? J'ai des doutes, mais je prépare des instructions pour Lucet. J'en parle à Beaumarchais qui est encore plus réservé que moi.

16 juin

Visite d'Outkine. Ces Russes ont parfois d'insupportables airs chafouins.

J'en retiens que Midway est quand même dans le bon sens. Quand je dis qu'il vaut mieux retirer 25 000 hommes qu'en envoyer 25 000, il est d'accord. Bref les Américains avancent, mais lentement. Il faut les encourager, il faut qu'ils montrent davantage leur bonne volonté.

Pour l'ouverture des conversations privées, que faire ? Bouger sur le plan politique.

Outkine conteste que les gens de Hanoi et du Front aient violé l'accord de Novembre accompagnant l'arrêt des bombardements : ils sont venus à Paris et ils négocient avec les gens de Saigon. Mais des entretiens privés, secrets, c'est autre chose ! Néanmoins les Américains peuvent toujours parler aux Nord-Vietnamiens.

22 juin

Je récapitule les derniers jours qui ont été assez chargés. Donc Debré m'avait prié de faire un télégramme pour Lucet lui demandant de dire à Rogers ou à Kissinger que pour nous le problème était politique et qu'il fallait aller de ce côté plus loin et plus fort. Là-dessus Lucet nous télégraphie qu'il a vu Rogers le 13 et que celui-ci lui a dit : « Tout est bloqué. Mais c'est la faute des autres qui posent des exigences inacceptables. Nous, nous sommes prêts à aller loin et Thieu s'est montré raisonnable. Sur la question du retrait, sur celle des élections, on nous trouvera souples. Par exemple on pourrait envisager un Comité Mixte pour les élections. Voyez ce que vous pensez faire pour obtenir des entretiens à quatre. Tout ce que M. Debré fera sera bienvenu. »

Nous nous disons : voilà l'ouverture pour parler aux Américains. On va renvoyer Lucet chez Rogers pour lui dire qu'une Commission mixte à Saigon ce n'est sans doute pas suffisant et qu'il faut des changements politiques plus importants pour inciter les autres à accepter des négociations.

En même temps Tran Buu Kiem, partant pour le Vietnam et remplacé par Madame Binh, fait demander audience à Debré. Je pense que cela va être l'occasion aussi de tâter le terrain de ce côté.

Le 18, je déjeune chez Chauvel avec Mai Van Bo en ménage. Il me dit : « Les conversations à quatre, ce n'est pas possible avec les gens de Saigon, mais les Américains peuvent toujours nous parler directement à nous, de tout, et sans aucune limitation. » Je suis frappé de l'insistance qu'il y met. Est-ce la solution offerte ?

Je le répète dans la soirée à Dean qui se montre intéressé, en même temps que je lui fais préciser les termes du message Rogers à Debré. Oui, Debré peut y aller, tout ce qu'il fera pour obtenir des rencontres à quatre sera le bienvenu.

Je mets tout cela dans des notes pour Debré, mais il faut dire que dans ces heures d'intenses consultations ministérielles, ce n'est pas facile. Debré peut-il rester ? Dans quelle mesure peut-il engager le Gouvernement ?

Le jeudi 18, il reçoit Tran Buu Kiem, mais comme prévu il n'en sort rien. L'autre répète : pour des conversations à quatre, non avec les gens de Saigon ; mais les Américains peuvent parler directement soit à Hanoi, soit à nous. En outre, il tâte le terrain de notre côté pour voir si nous accepterions de mettre nos relations avec le GRP à parité avec celles avec Saigon. Ce qui sous-entend un Consulat Général. Debré répond en exposant la théorie du gel aussi longtemps que dure la Conférence.

Ensuite nous parlons un peu, Debré et moi. Il me demande cette fois de lui préparer pour le lendemain un télégramme pour Lucet. Je lui soumetts une formule : si les Américains ne peuvent se débarrasser de Thieu, qu'ils le mettent au frigidaire et qu'ils lui demandent de désigner un Gouvernement dont la tâche essentielle serait de rechercher les moyens de faire la paix et le dialogue avec le Front.

Debré me donne son accord.

Nous parlons aussi de l'aide au Nord-Vietnam. Je lui dis que nous sommes à un tournant où se joue le sort de la présence française au Nord-Vietnam. Si nous ne donnons pas un minimum de crédits pour sa reconstruction, il est tout à fait inutile de chercher à jouer un rôle politique et le télégramme qu'il me demande n'a aucun sens. Il me dit : «Je suis cent pour cent d'accord et c'est pourquoi il est tellement important de savoir qui va être Ministre ici. Si c'est moi, dès lundi, nous devons préparer une communication au Conseil des Ministres de mercredi sur le Vietnam et l'Asie. J'en ferai ma première communication.»

Oui ! Mais sera-t-il Ministre ?

Je vais ensuite à la réception offerte par Madame Binh pour le départ de Kiem. J'y rencontre Le Duc Tho auquel je me fais présenter. Il a un ou deux disques tout prêts : «Tout dépend des Américains, de M. Nixon.» Cela ne m'intéresse pas et je préfère mettre la conversation sur nos relations bilatérales. Mais il me rétorque avec un bon sourire que nous devrions les mettre sur le niveau diplomatique. Décidément ce Monsieur ne paraît pas très souple, mais il me fait impression. On sent que l'homme est responsable. Puis Zorine m'aborde et me dit que la seule solution pour commencer la négociation, ce sont des entretiens Hanoi-Washington. Je conclus que c'est là l'idée vendue aux Américains.

Mais je trouve cela navrant et dans le télégramme à Lucet, je le mets : sur le plan de la procédure, tant qu'à parler en dehors de la présence de Saigon, mieux vaut parler aux gens du Sud, c'est-à-dire au Viet-Cong qu'à ceux du Nord quand il s'agit de l'avenir politique du Sud ; au moins y a-t-il une chance de jouer sur les différences entre eux et pourquoi reconnaître au Nord une vocation à parler du Sud ?

Je prépare donc mon télégramme, mais j'ai l'impression de manier de la dynamite. Il y a là une lourde responsabilité, car en somme c'est conseiller aux Américains de mettre en marche le mécanisme de la fin en leur disant : débarrassez-vous de Thieu d'une façon ou d'une autre, mettez à sa place des gens qui fassent la paix, si ces gens peuvent vraiment être libres de se lancer dans la recherche de la paix, peut-être réussiront-ils à créer un courant politique qui enlèvera au Vietcong la représentation exclusive, le monopole du nationalisme. Donc mettez dans le circuit neutralistes, nationalistes non-communistes, donnez leur le gouvernement et que celui-ci constitue avec des gens tirés de son sein et d'autres personnalités extérieures, une délégation spéciale chargée d'entrer en contact avec les autres, sans exclusive, sans préalable. Créez le choc psychologique.

Tout ceci est tout de même grave, surtout pour un Ministre chargé d'expédier les affaires courantes. Aussi, après avoir parlé à Alphand le vendredi 20, je dis à Debré dans la soirée, en lui soumettant mon télégramme, que je crois préférable qu'il le montre à Pompidou. Il me dit qu'il va y réfléchir. Et j'apprends qu'effectivement il l'envoie au nouveau Président.

Puis je dis à Dean, venu aux nouvelles de l'entretien avec Kiem, le résultat. Il me dit que les Russes effectivement proposent la solution à deux. Je lui fais part de mes craintes. Mais je ne lui dis pas évidemment qu'il y a un télégramme en chantier. Il me suggère des formules qui vont assez loin : pourquoi Debré ne réunirait-il pas en un déjeuner les chefs des délégations ? Les autres accepteraient-ils ?

Il me dit aussi qu'à Washington l'on commence à s'ouvrir davantage au dialogue avec nous. On a moins l'impression que nous sommes systématiquement contre. Il me laisse entendre que je n'ai pas trop mauvaise presse.

Mais l'important, pour moi, c'est de garder la confiance de tous.

Evidemment les gens du Front doivent être déçus que nous ne les ayons pas davantage reconnus. Cependant pouvaient-ils vraiment l'espérer ?

Donc prochaines étapes : l'entretien Rogers-Lucet demain ou mardi, si le télégramme part. Et ensuite, si Debré reste, je souhaiterais qu'il reçoive Le Duc Tho.

Pendant ce temps, Nixon parle de retrait des troupes américaines et de vietnamisation, mais il continue de soutenir Thieu. Il ferait mieux de garder ses troupes, qui constituent un atout, et de changer Thieu. Sinon il va perdre et la guerre et la paix. Son plan, semble-t-il, est de ne pas signer une paix « déshonorante » et de s'en aller plutôt sans accord. Mais qu'est-ce qu'une paix déshonorante ? Est-ce que Genève en 1954, Evian en 1962 étaient des paix déshonorantes ? Le courage politique, c'est de signer les accords et ensuite de retirer ses troupes.

2 juillet

Reçu Dean hier. Rien. Point mort.

Il n'y a pas de conversations secrètes, ni à Paris, ni ailleurs. La seule possibilité est que Hanoi et Washington discutent directement.

Je trouve Dean déprimé et déprimant. La délégation américaine s'appauvrit. On dirait qu'à Washington on a décidé de mettre en sommeil la négociation pour quelque temps, à moins que l'on accepte cette offre de conversations à deux que poussent les Russes. Dean me dit qu'on l'étudie, mais que l'on craint de saper l'autorité de Saigon. A quoi j'ajoute mon éternel argument : c'est qu'il y a aussi quelque chose d'absurde à parler du Sud avec le Nord et de ne pas essayer de profiter des divergences entre eux. Mais à Washington l'on paraît toujours persuadé que les gens du Front ne sont que des marionnettes aux mains du Nord et que par conséquent cela n'a aucune importance de parler avec eux ou avec leurs patrons de Hanoi. C'est à mon avis l'une des plus grosses erreurs que font les Américains. Ils font le jeu de Hanoi.

Ho Thing Minh, ancien Ministre de la Défense Nationale du premier Gouvernement Diem, s'étant séparé de lui en Mars 1955 au moment de l'affaire des sectes, réfugié en France depuis plusieurs années, est venu me voir pour prendre un contact. Manac'h l'avait déjà vu.

Il appartient à un groupe de neutralistes de France qui attend son heure. Je note les points suivants : 1) Il m'annonce son intention de créer prochainement une Union qui serait le pendant de l'Union des Vietnamiens de France récemment créée. 2) Il trouve absurde la formule des élections libres. Il est pour le Gouvernement de coalition. Mais ce qu'il me dit de plus intéressant : que Thieu abandonne ses pouvoirs à un Gouvernement qui rechercherait la paix était acceptable il y a encore deux mois pour le Front. Aujourd'hui, il ne sait plus. 3) Il ne trouve pas que les hommes du GRP soient particulièrement des durs.

5 juillet

Fulbright a envoyé à Lucet un émissaire lui apportant une lettre personnelle pour Hô Chi Minh. C'est un appel à la publication des listes des prisonniers de guerre. Je l'ai remise à Mai Van Bo, qui l'a acceptée de bonne grâce.

Au cours de cette même conversation, Bo confirme l'impasse. J'essaie de savoir si les retraits nord-vietnamiens répondent aux retraits américains. Il demeure mystérieux. Mais j'ai tendance à le penser. Le seul fil conducteur que je trouve dans la politique de Nixon, c'est cette vietnamisation de la guerre, c'est-à-dire le retour à la phrase de Kennedy : « This is not an american war, this is their war, let them wage it, we shall give them support, but not our men. »

C'est ce que montre bien ce film « Vietnam, année du cochon ».

Bo continue de déclarer qu'il n'y a aucun changement dans la politique américaine, mais Kovalev le dit plus fort que lui. J'ai vu ce dernier vendredi, de passage à Paris pour la Petite Commission. Je l'ai trouvé très buté contre les Américains. Ce doit être le mot d'ordre après l'annonce du voyage Nixon à Bucarest qui irrite fort Moscou, entre autres raisons à mon avis parce qu'à travers la Roumanie, c'est à la Chine que pense Nixon. Bo m'a fait un tableau enchanteur du Sud : ce sera un pays libéral. Je suis moins optimiste. Dans une note pour Schumann où je me suis efforcé de poser tous les problèmes, j'ai dit que si nous avions un Nord de type roumain et un Sud de type yougoslave, ce ne serait pas si mal.

Il m'a dit que Xuan Thuy reviendrait bientôt et demanderait peut-être à me voir.

Il n'y a eu aucune rencontre nouvelle Lodge-Le Duc Tho. Celui-ci d'ailleurs est malade.

8 juillet

Dîner chez l'Ambassadeur de Chine, « en mon honneur », avenue Georges V. Rarement vu un mobilier plus vilain. Partout des pensées de Mao en lettres d'or. Il y a néanmoins quelques timides réapparitions de peintures, modernes, et d'objets. Sa propre résidence à Neuilly est en réfection.

Huang Chen : une soixantaine d'années, grisonnant, mais en pleine santé apparemment, gai, aimant rire, intelligent cela va sans dire.

Je note les points suivants :

1) Relations bilatérales

Il est satisfait du gouvernement où il a de nombreux amis. Je remarque cependant qu'il a fait visite à Edgar Faure.

Sensible aux propos de Pompidou ce matin à l'Élysée.

Voudra voir bientôt Schumann et Chaban.

Culture : les étudiants sont encore au travail manuel, ensuite ils reviendront.

Economie : toujours la même rengaine : à conditions égales, la marchandise française sera privilégiée.

Politique : nous apprécions la politique française.

2) URSS

Elle veut imposer la guerre à la Chine.

J'essaie de sortir des banalités et de lui poser très sérieusement des questions sur l'avenir. Il ne dit pas que la guerre est inévitable, mais il ne dit pas non plus qu'elle ne l'est pas. La Chine est forte, vigilante. Brejnev a brandi la menace de l'arme nucléaire. Peu d'espoir que les conversations de Khabarovsk (Poli) aboutissent.

La proposition Brejnev de sécurité collective : entièrement dirigée contre la Chine.

3) Etats-Unis

Collusion soviéto-américaine, sûre : ligne rouge, Dobrynine !

Ligne antichinoise

S'ils acceptaient les 2 conditions (retrait de la 7ème flotte, conclusion d'un pacte de non agression) on pourrait voir.

Le voyage Nixon ? Qu'en penser de bon ?

4) Vietnam

Chine a reconnu le GRP (en réponse à une question sur la neutralité du Sud-Vietnam).

Les accords de Genève ? Peut-on y revenir ? Les USA les ont violés. Ils signent et violent ensuite. Quelle confiance ?

Oui, la Chine a fait un grand effort en 1954, en 62, pour participer aux Conférences. Cette fois ? Il faut voir.

Le retrait de 25 000 hommes ? Une mascarade. Les Américains intensifient les combats.

18 août

Je lis le compte-rendu de la conversation Pompidou-Kissinger du 4 août.

Kissinger souligne les points suivants : 1) au cours de son voyage asiatique, Nixon a été surpris de constater que presque tous les Gouvernements visités se montraient inquiets du départ des troupes US du Vietnam. 2) Nixon estime être allé au bout des concessions possibles. 3) Nixon (c'est très secret) s'est fixé la limite du 1er novembre, un an après la fin des bombardements.

Kissinger ne dit pas ce que signifie ce dernier point, mais c'est sans doute qu'il se réserve de reprendre les bombardements à cette date s'il n'y a pas eu progrès.

Il y a donc, me semble-t-il, un durcissement américain.

19 août

Je suis parti en vacances le 30 juillet et rentré hier.

Dans la deuxième quinzaine de juillet, Schumann a reçu les chefs des trois délégations vietnamiennes : Xuan Thuy, Lam et Madame Binh. Puis il a reçu Lodge au début d'août, après que celui-ci eût compris que c'était à lui de se déplacer : il voulait se contenter de recevoir Maurice Schumann à déjeuner chez Shriver.

20 août

Martinovitch, le Yougoslave, dit que les Vietnamiens du Sud sont plus neutralistes sincères que l'on ne le pense. Hanoi, au fond, est prosoviétique. Au Sud, ils ont une attitude plus équilibrée entre Russes et Chinois, critiquant les uns et les autres de façon nuancée. Le GRP a demandé s'il pourrait participer à la Conférence des non-engagés.

Cela dit, Martinovitch trouve que l'attitude du GRP s'est durcie depuis quelques mois. Il exige la liquidation de toute l'équipe de Saigon ; auparavant, il était moins catégorique.

Martinovitch pense que les Vietnamiens surestiment les pressions de l'opinion américaine sur Nixon et la nécessité où il se trouve de se désengager du Vietnam.

Nous convenons qu'en Mai, après le dépôt des plans du FNL et de Nixon, une occasion a été manquée.

Martinovitch dit que la Chine se montre plus intéressée qu'auparavant par le Vietnam. Elle discute, pose des questions. Mais les Chinois seraient méfiants vis-à-vis de ce Vietnam neutre. Ils craignent d'y voir une manœuvre soviétique. Ce qu'ils redoutent le plus, c'est une collusion soviéto-américaine. Ils veulent un Vietnam qui ne soit pas sous l'influence des Russes.

22 août

Phil Habib vient me voir aujourd'hui. Il me confirme que les conversations à deux ont commencé. Il a déjà rencontré trois fois Ha Van Lau et Vy. Mais, à son avis, sans aucun succès, bien que ses interlocuteurs aient admis que ces rencontres étaient utiles.

Sur le fond, aucun progrès. Ils en reviennent toujours aux deux points fondamentaux : retrait des troupes, règlement politique, en leur appliquant leur propre solution : retrait inconditionnel américain, cabinet de paix et gouvernement de coalition.

Sur le retrait, malgré tout plus facile, les Nord-Vietnamiens ne vont pas plus loin que

d'admettre une liaison entre les points 2 et 3 du programme du Front, mais en refusant toute indication plus précise. Rien non plus permettant de penser qu'un retrait accru des Américains aurait une incidence. (Je donne les indications que nous avons et qui donnent à penser le contraire). Rien non plus sur leur propre retrait. Les Américains ont souligné qu'ils ne pouvaient se contenter d'un retrait au-delà des frontières. (Je précise que nous l'avons dit aux Soviétiques).

Sur le règlement politique, Habib a précisé que tout était possible à condition que le Gouvernement de Saigon y participe. Mais les Nord-Vietnamiens n'ont pas donné le moindre signe permettant de penser qu'ils sont prêts à admettre cette participation, ni quand, ni comment. Leur leitmotiv est que les Américains doivent se débarrasser de l'équipe au pouvoir.

Habib me précise qu'il n'a pas soumis notre suggestion d'une Commission indépendante de Saigon et du GRP pour les élections. Le moment ne paraît pas venu.

Sur la procédure, Habib continue de penser que la seule formule, ce sont les conversations privées à quatre. Washington continue de refuser de parler seul avec le GRP qui refuse de parler avec Saigon. Il a tout essayé, dit-il, pour y aboutir, sans succès. Je demande si les Etats-Unis accepteraient de parler à trois, avec Hanoi et le GRP. La réponse est négative, comme je le pensais.

Je fais allusion aux conversations de Kissinger à Paris et sans mentionner la date du 1er novembre, cherche à savoir ce que Nixon a en tête si rien ne s'est produit d'ici là. Habib déclare ne pas le savoir. Mais il affirme que Nixon est un « homme fort » et souligne que pour l'instant l'opinion américaine est calme. Je demande comment on peut concilier une politique de retrait, qui paraît devoir se poursuivre, avec l'amorce d'une menace, si la négociation demeure stérile. Habib me répond par une allusion aux progrès de l'armée vietnamienne. Y croit-il sérieusement ?

Je dis qu'à mon sens l'une des difficultés est que l'autre côté ne comprend pas bien la position américaine, ni quel genre de paix veulent les Etats-Unis. Une paix avec accord, une paix sans accord ? Une vietnamisation ? Pas de paix ? La question n'est pas seulement de vouloir la paix, elle est de la faire. Et je cite l'exemple de 54 en rappelant que la négociation n'a vraiment commencé que le jour où il y a eu des contacts directs entre Français et Viet-Minh. Habib rétorque que nous étions les maîtres, sous-entendant que nous n'avions pas à tenir compte de Saigon, à quoi je réponds que nous sortions de Diên Biên Phu, ce qui rendait justement très difficile le contact direct, à quoi il me dit que jamais il n'y aura de Diên Biên Phu, ce que je ne conteste nullement. Il ajoute que Nixon n'est pas pressé. Eh oui ! Et les autres non plus ! Mais qui a raison de ne pas se presser ? J'ai le sentiment qu'en mai la paix était possible. Si nous avions eu un gouvernement à cette époque, peut-être aurions-nous pu intervenir plus activement. Notre démarche à Washington en juin, quand Debré a fait dire à Rogers que nous conseillions un changement d'équipe à Saigon pour aller vers la paix, était un effort en ce sens.

Mais, en vérité, Nixon croit qu'il peut tenir sur ses positions. Son voyage asiatique a dû le renforcer dans cette opinion. Il pense être allé à la limite des concessions. Thieu lui paraît un bon cheval. Bref il ne voit pas pourquoi il braderait le Vietnam. L'Amérique a peut-être mauvaise conscience, mais elle se sent forte.

Un autre moment de la conversation m'a intéressé. J'ai demandé à Habib s'il pensait qu'au cas où les Etats-Unis acceptaient de parler avec le GRP ils trouveraient un interlocuteur ayant peut-être des positions différentes de celles du Nord. Il m'a répondu que cela ne l'intéressait pas et que la question ne se posait pas (« irrelevant »). En aucun cas les Etats-Unis ne parleraient avec le GRP. Soit, ai-je dit, mais en pure théorie pensez-vous que de telles différences peuvent exister ? Peut-être, a-t-il concédé. J'ai dit qu'une différence entre nous et les Etats-Unis était que précisément nous pensions que le Vietnam du Sud avait une position plus nuancée que celle du Nord. Il m'a répondu aussi que toutes ces spéculations n'avaient pas de sens puisque les Etats-Unis n'avaient nullement pour but de mettre le GRP au pouvoir. « Evidemment, mais il est quand même important de savoir avec qui l'on traite. D'autre part, vous ne pouvez pas tuer les gens du GRP. Il faudra bien vivre avec eux – Il faut plutôt craindre que les gens du GRP ne tuent ceux de Saigon ! – on pourrait aussi penser à ce qui s'est passé en Indonésie et au bain de sang communiste. »

Je cite à Habib des passages d'un télégramme de Manac'h relatant l'opinion d'un diplomate nord-vietnamien sur l'attitude chinoise. Elle se résume ainsi : les Chinois ne parlent ni contre, ni pour la négociation, mais ils estiment que le moment de négocier n'est pas encore venu et qu'il faut maintenir la pression, tandis que les Soviétiques sont pressés. Habib est très intéressé.

L'après-midi, j'ai reçu Sung, le Premier Conseiller chinois, qui venait nous demander d'interdire la prochaine projection du film « The Chairman », qui est « L'image déguisée du Président Mao, le guide chéri du peuple chinois ». Beau pétrin en perspective ! Sung ensuite met spontanément la conversation sur le Vietnam, ce qui me paraît miraculeux. Il parle peu et cherche surtout à me faire parler. Mais j'en retiens que la Chine, sans être contre la négociation, ne pense pas que ce sera à la table de conférence

que l'on obtiendra le retrait américain, mais sur le champ de bataille. Néanmoins peut-être la négociation y aboutira-t-elle. En tout cas la Chine n'intervient pas. Bref c'est très balancé : ni pour, ni contre, mais dans l'immédiat il y a peu de chance qu'on aboutisse. Et cela ne paraît pas lui déplaire.

S'il est vrai que l'une des plus grandes craintes de la Chine est que la guerre du Vietnam ne s'arrête par suite d'un accord soviéto-américain, la situation actuelle n'est pas faite pour lui déplaire. Elle « marque » Moscou et l'empêche de peser trop fort en faveur de la paix, ce qui amène les Américains à reprocher aux Soviétiques de ne pas se montrer assez actifs et coopératifs et peut-être à se demander si le chemin de la paix ne passe pas plus par Pékin que par Moscou.

En fait ce chemin passe par les Vietnamiens. Les Américains le savent bien d'ailleurs.

Mais ils ne croient pas pouvoir faire ce qu'il faut pour le trouver, c'est-à-dire engager sérieusement la discussion avec l'autre côté en paraissant admettre que le gouvernement de Saïgon n'est pas éternel.

Actuellement le GRP refuse d'admettre que le Gouvernement de Saïgon puisse d'une façon quelconque exister au moment de la paix. Si nous arrivions à le lui faire admettre, ce serait évidemment un beau succès ! D'où l'idée de la Commission indépendante et de Saïgon et du GRP, pour organiser les élections. Schumann a essayé de la vendre aux quatre, et surtout bien sûr à Hanoi et au GRP. La réaction de Xuan Thuy a été plus négative que celle de Madame Binh, de la même façon que celle de Ha Van Lau et de Mai Van Bo, avec moi, l'avait été plus que celle de Nguyen Van Tien. Le premier a paru dire : cela ne paraît guère possible, tandis que la seconde semblait s'interroger : mais comment cela serait-il possible ? Et de conclure : il faut un cabinet de paix, puis un gouvernement provisoire de coalition.

26 août

J'avais demandé à Mai Van Bo de venir me voir.

La décision de Nixon de suspendre provisoirement les retraits et la nomination de Khiem : deux faits qui créent des obstacles sur la voie d'un règlement, mais qui confirment la justesse de l'analyse faite par Hanoi de la politique américaine. Les Américains veulent maintenir à Saïgon un pouvoir à leur dévotion.

Echec de la « vietnamisation ».

Moi : on peut interpréter la décision Nixon comme une pause devant l'absence de réponse de votre part à leur premier retrait et devant la reprise des combats.

Lui : nous ne pouvons admettre la réciprocité.

Je cite l'article de Harriman : sur le statu quo, que personne ne cherche à améliorer la carte de guerre ; il faut donc qu'à un retrait américain ne corresponde pas une avance vietcong. Lui : nous n'avons jamais dit cela. (En vérité, je vais plus loin que les Américains, car ils exigent retrait pour retrait).

Bo précise : nous n'exigeons pas un retrait préalable ; le retrait fait partie de la solution globale ; celle-ci est un compromis par rapport à d'autres positions ; allusion aux positions soviétiques et chinoises ; un retrait unilatéral total, bien sûr, mais ce serait trop beau ; le retrait doit s'accompagner d'un règlement politique.

Longue discussion sur les élections et le gouvernement de coalition. On entre dans la discussion concrète. Le problème, c'est que les autorités en place, administratives et militaires, ne fassent pas obstacle à la liberté de la campagne. Je développe l'idée que l'essentiel est d'avoir une formule assurant cette liberté et qu'il ne faut pas se cristalliser sur les mots : gouvernement de coalition, cabinet de paix. Délai entre les accords et les élections : à fixer. Impression qu'ils tiennent aux élections, donc que la première formule de coalition ne leur laissera pas tout le pouvoir.

Je dis que les Américains se plaignent de leurs exigences et de leur intransigeance.

Naturellement il se rebiffe.

Je dis aussi que chacun donne l'impression de ne pas être pressé et d'avoir le temps pour lui ; donc logiquement il y en a un des deux qui se trompe. Il se rebiffe aussi et affirme qu'il n'y a aucun procédé dilatoire du côté de Hanoi : c'est seulement l'incompatibilité des positions qui crée la situation.

Les contacts ? On n'en manque pas. Allusion aux rencontres privées avec les Américains. Je dis qu'en mai la situation m'avait paru favorable : il y avait sur la place deux plans ; on aurait pu les étudier sérieusement, discuter, créer des comités ; peut-être a-t-on laissé passer des occasions.

3 septembre

Déjeuner en tête-à-tête à l'Ambassade soviétique avec Oberemko.

1) Vietnam

Critique assez sévère de la politique américaine. Aucun signe d'intérêt US pour le règlement politique. Répétition des trois conditions militaires : retrait réciproque, DMZ,

prisonniers.

Règlement politique : cabinet de paix. Gouvernement de coalition. Il peut apparaître un 3ème gouvernement : tendance neutraliste. Ceci pour « aider » les Américains. (Signifie : personnaliser cette tendance, faciliter la discussion en offrant un relais vers un gouvernement de coalition). Ce serait un gouvernement de résistance et d'opposition à Saigon.

D'accord avec moi pour penser qu'il n'y a pas d'arrangement possible s'il n'existe pas un certain accord préalable sur la nature du régime du Sud. Harriman, Vance, avaient commencé en ce sens.

Retrait : certain que si retrait US réel, il y aura des conséquences. Américains n'ont pas voulu remarquer qu'après leur premier retrait il y a eu diminution du niveau des combats et des infiltrations.

Discussion sur les causes de la décision Nixon d'arrêter les retraits : échec de la vietnamisation ?

Attitude de la Chine : peut-être une certaine évolution, mais elle reste hostile à un arrangement ; elle a dû accepter la conférence, mais maintenant elle ne souhaite pas un accord. Car accord signifierait victoire des thèses soviétiques sur la possibilité de résoudre pacifiquement les conflits, de gagner sans lutte totale. En outre, les Etats-Unis seraient plus libres dans leurs entreprises contre la Chine et un gros obstacle dans relations entre Etats-Unis et URSS serait enlevé. Donc Chine n'a aucun intérêt à solution politique. Donc toute attitude US dure convient à la Chine. En outre Vietnamiens seraient plus indépendants en cas de paix.

France et Vietnam : pourquoi Paris n'établit-il pas ses relations sur un pied d'égalité entre GRP et Saigon ? Moi : gel. Oberemko pas convaincu, mais n'insiste pas trop.

Chine encore : accusations grossières contre URSS dans message à Hô Chi Minh.

Négociations : conversations à 2 ne donnent rien.

US paraissent moins intéressés qu'avant à parler avec les Soviétiques (Je fais la remarque qu'ils pensent la même chose des Russes). On peut se demander s'ils veulent un accord. Ils font le jeu de la Chine. Les Nord-Vietnamiens (Ha Van Lau) sont très pessimistes.

2) Laos

Oberemko est assez négatif. Très difficile de séparer l'affaire du Laos de celle du Vietnam.

Pourquoi Souvanna est-il proche des Américains ?

J'ai dit que j'étais un peu déçu par la position soviétique.

3) Chine

Mao est fou. Aventurisme. Pas un incident n'a été provoqué par Soviétiques. On peut tout attendre des Chinois.

Divisions en Chine. Possibilités de changement ? Peut-être.

URSS prête à négociation.

Et position de la France ? Que pense-t-on de la Chine ? En a-t-on peur ? Chine n'est-elle pas dangereuse ? (Inde – URSS – Vietnam) Que dit Manac'h ?

Je demande : que pensez-vous des rumeurs US sur plans soviétiques contre la Chine ? – Intention bien évidente (sous-entendu : mettre de l'huile sur le feu).

Moi : quid de l'article de la Pravda disant qu'avec les armes modernes, en cas de guerre sino-soviétique aucun continent ne serait épargné ? Qui est visé : Europe, Etats-Unis ? – Refus de répondre clairement.

4 septembre

Déjeuner avec Tran Van Huu en tête-à-tête chez moi.

Xuan Thuy lui a dit mardi 2 à la Fête Nationale RDVN : « Très important. J'ai été à Hanoi. J'ai vu Hô Chi Minh et tous sont d'accord pour que le Sud soit neutralisé. »

Contacts entre Vietnamiens : assez actifs – idée d'un gouvernement de paix et d'un Comité des Forces pacifiques dans l'air. Mais Huu se réserve, pense que c'est prématuré. A cette réception, Ha Van Lau et Nguyen Van Tien du Front lui ont parlé, en le pressant de se prononcer, mais il résiste.

Son idée : faire rentrer les neutralistes sur la scène politique de façon douce. La meilleure solution serait que les Américains obtiennent un amendement à la Constitution vietnamienne abrogeant les interdictions pesant sur les neutralistes, alors ceux-ci pourraient s'exprimer librement et se manifesterait ; on serait obligé de tenir compte d'eux ; peut-être y aurait-il de nouvelles élections ; on formerait le cabinet de paix. Il me demande d'agir en ce sens auprès des Américains.

Ne pense pas que les militaires de Saigon puissent vouloir la paix. Pense que si les Américains veulent faire un coup d'Etat, ils le peuvent.

11 septembre

Sainteny à Hanoi. Dès que j'ai appris la mort d'Hô Chi Minh, j'ai pensé que la France devrait être représentée à ses obsèques et en me lavant les dents, le 4, j'ai songé à Sainteny. Cela me paraissait évident et incontestable : ni trop, ni trop peu ; la confirmation que tout était bien terminé entre Hanoi et nous ; l'hommage au grand patriote rendu par celui-là même qui s'était efforcé de faire la paix manquée. Bref rien à redire par personne.

Je vends aussitôt l'idée à Alphand. Schumann accepte. Un instant d'hésitation. L'Élysée réfléchit, songe à l'envoyer « à titre privé ». Je proteste. En fin de soirée l'Élysée accepte sans restriction.

Corrida le jeudi pour trouver un avion. On l'embarque vendredi sur Phnom Penh où il prendra l'avion de Hanoi.

Hier soir à dîner Michelet me dit avec un bon sourire : « J'ai été un peu vexé qu'on ne pense pas à moi. Moi aussi je connaissais Hô Chi Minh. C'était par moi que transitaient ses vœux au Général de Gaulle. » Je lui dis que j'ai pensé à lui (après coup, à vrai dire) mais qu'il me paraissait trop gros.

Ce soir retour de Sainteny. Premières impressions : pas de changement après la mort d'Ho, succession assurée. Mais « la Chine ruine le jeu » et elle ne veut pas d'un compromis, elle pousse à la poursuite de la guerre. Longue conversation avec Pham Van Dong : très décidé à travailler avec nous.

11 septembre

Vu Quirielle retour de Hanoi qu'il a quitté il y a deux mois.

Succession de Hô Chi Minh. Pas de grands changements à attendre. Quatuor : Truong Chinh, Le Duan, Dong, Giap. Une certaine unité au moins jusqu'à la fin de la guerre. Mais divergences possibles ensuite : sur la réunification notamment.

Désir de mettre fin au conflit, mais intransigeance sur le principe de base : que les Américains déclarent qu'ils se retirent politiquement et militairement du Vietnam où ils n'ont que faire. Mais pragmatisme sur les modalités. Ce n'est pas tellement le retrait maintenant qui intéresse Hanoi, que l'engagement de retrait. On leur donnera 2 ans, et même l'apparence d'une victoire s'il le faut, pour éviter qu'ils paraissent battus. Délais pour la réunification aussi. Réalisme : sentiment que le Sud n'est pas mûr pour le socialisme (échec de l'offensive politique du Têt, la population n'a pas suivi). Mais il faut un changement d'équipe à Saigon. Jamais d'attaque contre le Grand Minh.

La Chine : éviter que Hanoi ne tombe sous la coupe d'une influence qui lui soit hostile, actuellement ce ne peut être que les Soviétiques.

La France : grand besoin de contacts culturels ; c'est un pays francophone en fait ; envoyer des livres.

16 septembre

Ma conversation avec Tran Van Huu a vivement intéressé Schumann. Il me dit que ses conclusions en vue de sa conversation avec Nixon rejoignent les propos de mon interlocuteur.

Alphand fait une fiche pour Schumann, développant notamment les points suivants, extraits de la conversation qu'il a eue avec Quirielle. 1) Les Nord-Vietnamiens sont prêts à accepter un retrait sur 2 ans des Américains, en échange de quoi ils concéderaient le retrait de fait de leurs troupes. 2) Ils sont prêts à accepter des délais à la réunification et un Sud neutraliste, en échange de quoi les Américains devraient accepter et imposer le neutralisme et un Cabinet de paix.

Bien sûr un compromis sur ces bases est théoriquement possible. Mais rien ne donne l'impression que Nixon veuille sérieusement relancer la négociation. Sa politique de retraits unilatéraux ne mène à rien si elle n'est accompagnée d'une définition claire de ses objectifs. Les autres ne savaient toujours pas ce qu'il veut, ni quel genre de Vietnam il est prêt à accepter.

Sainteny a vu Schumann samedi. Il en a tiré l'impression qu'une politique de coopération avec le Nord-Vietnam, telle que je l'ai définie dans le message du Président de la République, n'était pas exclue.

19 septembre

Départ Schumann pour New York, mercredi.

Alphand lui remet une note insistant sur 3 points : les Etats-Unis devraient proposer un délai fixe (2 ans) pour le rapatriement de leurs troupes ; ils pourraient exiger un délai (15 ans) pour la réunification ; ils devraient s'engager sur la voie d'un Vietnam neutraliste et faire le nécessaire pour que se forme à Saigon un cabinet de paix neutraliste. Je fais ajouter : et pour que la Constitution soit modifiée, dans le sens de ma conversation avec Tran Van Huu.

Conversation Schuman-Nixon hier vendredi

Schumann raconte tout cela. Nixon ne prend pas d'engagements, mais sur la Constitution dit : « Cela peut changer. » Il nous engage à « continuer » nos contacts. Il se montre plus souple, plus indécis que dans son discours à l'ONU.

Habib vient me voir jeudi 17. Il rentre de Washington où il a assisté à la réunion présidée par Nixon. Il veut s'entendre confirmer ce que m'a dit Oberemko sur les effets d'un retrait partiel substantiel et me demande d'essayer de déterminer quels seraient ces effets. Sur le plan politique, il répète que Washington demeurera inébranlable sur l'impossibilité d'imposer quoi que ce soit à Saigon et de négocier en dehors de lui : il faut que Hanoi et le Front acceptent de parler avec Saigon, après, tout est négociable. Il souhaite que j'explore aussi dans quelle mesure les autres sont intransigeants, ou acceptent d'envisager une procédure permettant un contact avec Saigon.

Notre rôle me paraît se confirmer. Nixon en a reconnu l'utilité.

Conversation hier avec Raymond Aron. Il a raison de penser qu'en fait la lutte se joue pour le pouvoir à Saigon et que le Front installé dans un Gouvernement de coalition, c'est une défaite pour les Etats-Unis. Mais il ajoute que peut-être les Etats-Unis auraient tort de ne pas vouloir être battus.

19 septembre

Nixon à Schumann : hors d'état d'aller au-delà des initiatives prises par Johnson et lui sans heurter l'opinion américaine ; cependant désir d'en finir et de saisir toutes les occasions qui pourront se présenter.

1) Ouverture discrète : si l'autre partie répondait par le moindre geste ou le moindre signe de bonne volonté à ses indications assez claires (arrêt des bombardements, retrait de 60 000 hommes), tout deviendrait négociable, sauf le droit du Vietnam à l'autodétermination.

2) Convaincu que le temps ne travaille pas pour les USA (ne le dit pas à Schumann mais c'est clair).

Schumann à Nixon :

1) Nous sommes sûrs que Hanoi résisterait à toute entreprise chinoise de vassalisation.

2) Nous pensons que USA pourraient obtenir de Hanoi et du GRP l'assurance que la réunification ne se ferait pas avant long délai.

3) Nous ne cherchons nullement à amener les EU. à une solution humiliante.

4) Nous pensons que la mise en place d'un Gouvernement intérimaire de paix, susceptible de conduire le Vietnam du Sud vers un régime neutraliste, nous paraissait être une des clefs du problème, donc d'un éventuel accord confidentiel bilatéral. Schumann mentionne Tran Van Huu.

Nixon : toute formule imposée est mauvaise.

Schumann : Constitution rend impossible l'expression du courant neutraliste à Saigon.

Nixon : Thieu a déjà beaucoup bougé, cela pourrait changer.

(Schumann pense que Nixon compte sur nous pour susciter de la part du Nord-Vietnamien et du GRP une indication qui permette enfin de nouer secrètement le vrai dialogue. « Continuez », lui a dit Nixon)

Washington 22 septembre

Arrivé hier soir à New York. Vu ce matin James Reston. Uniquement parlé du Vietnam. Il ne croit pas que la pression sur Nixon de l'opinion et des étudiants sera très forte. Nixon veut se désengager, mais a-t-il ce genre de courage qui permet de prendre des décisions vraiment dramatiques, comme de Gaulle pour l'Algérie ? Si les Américains faisaient trop de pression sur Thieu et si celui-ci se mettait à céder, Ky pourrait faire un coup d'Etat avec l'aviation. D'ailleurs cela pourrait permettre aux Américains de se désintéresser de l'affaire en disant : tout ceci prouve que nous soutenons un Gouvernement qui ne représente pas l'opinion. Thieu fait 10 %.

Je donne quelques indications sur ce que je pense. Sans « show-down » entre Nixon et Thieu, je ne vois pas comment les choses pourront avancer.

Vu Schumann. Son entretien avec Gromyko : le Russe très pessimiste sur le Vietnam.

Clair qu'il ne fera rien. Kossyguine-Chou En Lai : ils ont parlé des questions bilatérales, des questions internationales et de certaines questions comme les frontières sur lesquelles les Chinois ont des vues déraisonnables. Gromyko dit : « Je ne sais pas ce que cela donnera ; cela dépendra des Chinois. »

Sur le Vietnam, Gromyko pense que les Américains n'ont qu'à se tirer d'affaire tous seuls. C'est la réponse au discours de Nixon à l'ONU, faisant appel à l'URSS pour qu'elle exerce une pression sur Hanoi. Discours très maladroit. C'est ce que m'a dit Ha Van Lau samedi, à déjeuner chez moi avec Mai Van Bo : « Les Américains ont bien su comment commencer cette guerre ; ils n'ont qu'à trouver comment la terminer. »

Schumann déjeune avec Rogers. Il me téléphone après, pour me demander d'expliquer à mes interlocuteurs ce qu'il a dit à Nixon et au Secrétaire d'Etat : modifiez la Constitution

de Saigon pour permettre l'expression du courant neutraliste. Rogers prétend qu'il ne voit pas ce que nous voulons dire. Ceci est le reflet de ma conversation avec Tran Van Huu. Il y a une pièce de Ionesco qui s'appelle, je crois : « Le cadavre, ou comment s'en débarrasser. » Le cadavre grandit, grandit, devient immense, prend toute la chambre, la maison, la rue, on n'en finit plus de le tirer. Je ne me souviens plus comment cela se termine.

23 septembre

Reston écrit un article dans New York Times contre les généraux de Saigon. Reflet de la conversation d'hier.

25 septembre

Entretien d'une heure et demie ce matin avec Elliott Richardson, Secrétaire d'Etat adjoint au Département d'Etat. Entièrement consacré au Vietnam.

Homme jeune (45 ans), sympathique, vif, rapide. Type intellectuel.

HFM : Notre position : comprendre et expliquer.

En fait les négociations n'ont pas commencé.

ER : Pourquoi ?

HFM : En mars, j'étais assez optimiste. En mai encore, avec le dépôt des 2 plans : FNL et Nixon. Espoir que des conversations sérieuses à 4 pourraient commencer. Qu'est-il arrivé ?

Propositions toujours là. Positions n'ont pas changé, d'un côté ni de l'autre. On peut y revenir.

Mais le fait est que les autres ne veulent pas parler avec le Gouvernement de Saigon. Peut-être espéraient-ils un changement à Saigon. Allusion à Midway. En tout cas, pas prêts à parler avec Saigon.

ER : Pourquoi ?

HFM : Ils ne voient pas la possibilité d'avoir des conversations sérieuses ni un accord avec Saigon. Le problème est d'avoir des élections à un certain moment. Mais ce qui arrivera entre le cessez-le feu et les élections est le problème principal. Comment va-t-on de ce point à l'autre ? Il y a là un problème très difficile pour eux. Ils ne pensent pas qu'ils puissent faire ce chemin avec Saigon.

ER : Nous n'avons pas d'indication qu'ils sont sincèrement intéressés dans l'exploration des propositions que nous avons faites. Pourquoi n'ont-ils manifesté aucun intérêt à essayer de découvrir des occasions (opportunités) pour un règlement politique ? Il y a trois explications possibles. 1) Ils pensent que le temps, la pression intérieure aux Etats-Unis et internationale, feront le travail et éroderont les positions américaines. 2) Ils comprennent ce que nous proposons, mais ils ne pensent pas que ce qu'ils considèrent comme leurs revendications légitimes soit satisfait par nos propositions. 3) Ils ne comprennent pas tout simplement. Il ne me semble pas que la troisième explication soit la bonne, mais il y aurait sûrement avantage à l'éliminer en leur faisant bien comprendre quelle est notre position.

HFM : D'accord avec ces 3 possibilités. Je ne crois guère à la première ; ils tiennent compte des impressions, mais ils ne pratiquent pas une simple politique d'attentisme. Je pense plutôt qu'ou bien ils trouvent vos propositions insuffisantes, ou ambiguës. Par exemple, ils ne comprennent pas bien à quoi tend la politique de vietnamisation.

ER : Quand ils critiquent nos retraits et les qualifient de ridicules, ils apprécient mal le contexte de ces décisions. Elles ont été prises parce qu'il n'y avait pas de progrès dans les négociations, sans souci de ce qu'ils pourraient faire ou pas. Nous reconnaissons qu'on ne peut pas attendre d'eux qu'ils retirent leurs troupes et laissent le GRP tout seul face au Gouvernement du Vietnam.

Mais ce que je ne comprends surtout pas, c'est ce qu'ils pensent pouvoir obtenir d'un gouvernement de coalition. Evidemment la solution politique doit tenir compte du niveau actuel des forces en présence. Si nous acceptions et imposions un Gouvernement de coalition, il me semble qu'ils n'obtiendraient rien de plus à travers un tel Gouvernement qu'ils ne pourraient obtenir avec ce que nous avons proposé. Notre position actuelle leur offre toutes les possibilités d'arriver à un règlement politique satisfaisant. C'est cela que je voudrais comprendre.

HFM : Un mot d'abord sur les retraits. C'est plus facile. Je crois qu'ils ne concéderont jamais le principe de retrait mutuel, mais qu'ils vous donneront un retrait de fait de leurs troupes et que vous pourrez obtenir pour vos troupes un délai fixe de deux ans.

Le vrai problème, c'est de savoir qui aura le pouvoir à Saigon demain. Je ne pense pas qu'ils désirent vous humilier et vous infliger une défaite. Mais ils ne peuvent pas prendre le risque d'arrêter les combats et de se contenter d'un rendez-vous aux élections. Il y a là un « gap » à combler. Quelle garantie auront-ils que 6 mois plus tard il y aura réellement les élections ?

(J'aurais pu ajouter qu'ils ont toujours en travers de la gorge la promesse de Genève (1954) des élections deux ans après. Sainteny m'a encore dit que Pham Van Dong lui avait rappelé cela, ajoutant que sur ce point Mendès lui avait manqué). Ils veulent être sûrs de partager le pouvoir.

26 septembre

Entretiens au Département de la Défense.

1) Avec Général Boley, Chef adjoint de G.5. (Plans and Policy). Conversation roule entièrement sur relations sino-soviétiques suivie d'un briefing à l'aide de projections sur les dispositifs réciproques.

Evaluation des forces en présence semblables à la nôtre.

URSS : 25 divisions, y compris 1 en Mongolie, peut-être 2.

Aviation : environ 2 000 appareils (84 heavy bombers – 1385 chasseurs). Forte défense antiaérienne. Sites d'ICBM et IRBM le long du transsibérien et en Extrême-Orient, mais plutôt dirigés du côté américain que chinois. Build-up depuis 1960 (10 divisions) (14/16 en 1964). Pas de renforcement significatif de transfert de troupes depuis l'Europe au cours des derniers mois.

Côté chinois, pas de build-up, mais c'est normal. Chinois peuvent pas s'attendre à pouvoir lutter sérieusement aux frontières.

Posture soviétique à interpréter plus en terme de dissuasion que de préparatifs offensifs.

Attaque nucléaire soviétique ? Possible certes, mais peu vraisemblable. Actuellement URSS a peu de raisons d'être sérieusement inquiète. Potentiel nucléaire chinois tout à fait insuffisant, pour longtemps encore. A quoi cela servirait de se mettre une énorme affaire sur les bras ? S'enfoncer dans la guerre ? Occupation impossible.

Bombardements classiques ? Possible bien sûr, mais pourquoi ? Je pose des questions : opération limitée au Sin Kiang ? Profiter des dissensions ? Appel à l'aide, sur un plan régional ou local ? Action à la suite d'un appel d'un groupe quelconque ? Réponse : hypothèse possible ; l'avons envisagée plus que le Département d'Etat.

Dans l'ensemble cependant, je retire l'impression que ces militaires ne croient pas à une attaque soviétique et ne voient pas quel avantage à terme l'URSS en retirerait.

2) Avec M. Nutter, Assistant Secretary for International Affairs

Homme assez fermé. Pose des questions plus qu'il n'aime fournir des réponses.

Conversations sur le Vietnam, pendant le déjeuner qu'il m'offre en compagnie de son assistant, Lang, professeur de chinois, et de Paul Kreisberg du Département d'Etat.

Même argument que Richardson : ne comprend pas Hanoi, pourquoi il ne veut pas traiter maintenant, pourquoi il ne cherche pas à explorer les propositions américaines, à voir ce que les Américains ont dans leur sac. Si Hanoi refuse la négociation et persiste à demander le renversement de Thieu, c'est qu'il veut humilier les Etats-Unis. Quelles sont ses demandes minima ?

J'assure tous ces gens que, selon moi, Hanoi est prêt à un accord qui soit un compromis.

En suis-je sûr ? Il me semble que j'ai le droit de dire cela. Par exemple, Hanoi accepte un Gouvernement de coalition : il pourrait vouloir tout le pouvoir pour le Front. Hanoi parle d'une réunification pas à pas : il pourrait demander une réunification immédiate. On me dira : s'il accepte tout cela, c'est pour ne pas effrayer en demandant tout d'un coup et par pure tactique ; en fait le Front fera un coup d'Etat, prendra tout le pouvoir et proclamera la réunification. Peut-être, mais quelle autre paix peut-on imaginer que sur ces bases ?

Sinon il faut continuer la guerre, soit directement avec les forces américaines, soit indirectement à travers les forces de Saigon jusqu'au jour où elles gagnent ou perdent. Si elles perdent, le désastre risque d'être beaucoup plus grand qu'en signant un accord maintenant.

25 septembre

Il y a dans l'attitude américaine un point que je comprends malgré tout mal. Ils disent : nous ne pouvons pas abandonner Thieu ni le démettre parce qu'il est légal, mais nous pouvons accepter tout ce qui sortira de l'autodétermination. Est-ce parce qu'ils pensent que des élections libres ne seraient pas favorables au Viet-Cong ? Ou bien est-ce un souci de légalité, un véritable respect des principes ? Qu'est-ce en fait que l'autodétermination ? Des élections libres ? Mais si des Vietnamiens s'entendaient entre eux pour former un gouvernement de coalition, serait-ce aussi l'autodétermination ? Je vais essayer de poser la question demain matin à Kissinger.

Vu Bohlen et Harriman à déjeuner chez Lucet. Celui-ci me recevra demain.

Bohlen, lui, pense qu'il n'y a aucune raison pour que Hanoi accepte un accord, puisqu'il est sûr de tout avoir sans accord.

Harriman croit qu'un accord est possible. Plus proche de moi.

Vu Max Frankel, du New York Times. Vieil ami de Moscou. Il pense, lui aussi, qu'il y a une contradiction entre négociation et vietnamisation. L'Administration n'a pas assez cru à la

négociation et a lancé la vietnamisation. Elle croyait en outre que celle-ci contribuerait à celle-là, dans la mesure où Hanoi serait amené à constater que les Etats-Unis n'entendaient pas s'en aller si vite et que la guerre allait durer. Sentiment aigu de mécontentement général.

28 septembre

Conversation d'une heure à la Maison Blanche avec Kissinger. Je ne l'avais pas revu depuis quelques années, à un dîner chez le Général Gallois. Il m'a paru un peu empâté. L'œil très vif et malin derrière la lunette. La parole rapide. Il affecte de ne pas s'encombrer de périphrases, d'aller droit au sujet, d'être « réaliste ». Du coup j'ai adopté le même ton et l'entretien a été dense. Questions et réponses ont eu un bon rythme. C'était intéressant, pour une fois.

Cela dit, j'ai senti un homme enraciné sur une position et refusant d'en bouger. Il a choisi le terrain de son combat et décidé de s'y battre. C'est là qu'il attend l'adversaire. Ce lieu ? Comme toujours dans ce genre d'épreuve de force, un point abstrait, à mi-distance entre une victoire militaire que l'on ne cherche plus et une défaite politique que l'on refuse.

L'essence du raisonnement est la suivante. Tout est négociable, sauf le processus de l'autodétermination. L'autre côté sait qu'il peut négocier sur tout, mais il doit savoir qu'il ne peut nous demander, en préalable à la négociation, de lui donner avec la chute de Thieu et l'acceptation a priori d'un gouvernement de coalition, la victoire politique. S'il veut la chute de Thieu, il doit la négocier. S'il se refuse à négocier, il n'y aura pas d'accord. De toute façon, les Etats-Unis retireront peu à peu leurs troupes, à mesure que se renforcera l'armée de Saïgon. Si ce processus de « vietnamisation » réussit, il se peut que le Front et Hanoi se trouvent dans quelque temps aux prises avec une situation moins bonne pour eux.

Tout repose donc sur le pari de la vietnamisation. Si elle réussit, Washington aura retiré ses troupes en laissant une situation stable. Si elle échoue, Washington n'aura pas du moins signé un accord humiliant.

Kissinger préfère-t-il un accord malgré tout ? Je le crois. Mais préfère-t-il un mauvais accord aux risques de la vietnamisation ? Je ne le pense pas. Nixon ne veut pas être le premier Président des Etats-Unis à perdre une guerre. Il s'agit donc pour lui de ne pas la perdre, ou en signant un bon accord, ou en faisant de cette guerre « leur » guerre et donc de la défaite ou de la victoire « leur » défaite ou « leur » victoire.

Au point de départ de cette tactique (appelons-la ainsi, plus qu'une politique), il y a la reconnaissance du fait fondamental qu'envoyer des troupes au Vietnam était une erreur, et donc le désir de les retirer. Mais les Etats-Unis ne sont pas disposés à payer le prix de l'erreur. Ils veulent purement et simplement l'effacer, comme s'ils n'avaient jamais été au Vietnam. « This war is not our, it is their war », avait dit Kennedy, voici longtemps. On admet qu'il avait raison (alors qu'en fait il avait tort, car s'il y avait guerre, c'était en grande partie la faute des Etats-Unis, mais seulement en partie, je souligne) et on retransfère sur les Vietnamiens le poids de la guerre. Mais on n'est pas prêt à procéder soi-même à la liquidation. Il y a là un très étrange complexe : la culpabilité est admise, mais ses conséquences sont refusées. Il s'agit de remonter le cours du temps, de remettre les choses en l'état où elles n'auraient jamais dû cesser d'être. L'Amérique, tout en sachant qu'elle s'est trompée et qu'elle ne peut gagner cette guerre, se croit encore assez puissante pour nier l'histoire.

Que peut-on faire devant cette machine ? Pendant tous ces entretiens avec Kissinger, Richardson, Marshall Green, Sullivan, je me sentais le représentant d'un vieux pays qui compte dans son histoire autant de défaites que de victoires et qui sait dans combien de guerres injustes il a combattu, face à des gens qui, pour la plupart, contemplaient avec horreur le sceptre de la défaite (je n'ai entendu qu'un seul journaliste, gauchiste d'ailleurs, Harrison, employer crûment ce terme) et refusaient d'admettre que cette guerre est injuste. L'Amérique a toujours gagné et elle a toujours su se persuader qu'elle menait le bon combat.

Schumann, dont j'apprécie l'extrême gentillesse et l'attention précise qu'il apporte à cette affaire, m'avait prié à New York, après avoir vu Rogers, de faire porter mon effort sur la nécessité de libéraliser le régime Thieu, de permettre aux forces non communistes d'opposition de s'exprimer plus librement, en modifiant les textes constitutionnels, au reste fort ambigus, sur lesquels il peut s'appuyer pour les accuser de collusion avec les communistes. Visiblement mes interlocuteurs étaient d'accord, mais ils n'estimaient pas souhaitable, aussi longtemps que la négociation ne serait pas engagée, de faire des pressions sur Thieu. Le moment n'est pas venu, et de répéter : tout est négociable, tout est possible, y compris, au bout du processus la chute de Thieu, mais il faut que les autres négocient.

J'ai essayé d'expliquer pourquoi les autres n'avaient pas confiance, pourquoi une Commission et un gouvernement de coalition étaient deux choses différentes. J'ai essayé

de faire comprendre l'intérêt d'une ouverture politique à Saigon. J'ai essayé d'expliquer ce qu'une négociation pouvait apporter : un retrait de fait des troupes du Nord, une coalition durable, une réunification repoussée à 10/15 ans, une neutralité du Sud.

A certains moments, je l'avoue, je me sentais découragé, incertain. Je sentais que mes interlocuteurs se demandaient si je croyais vraiment à ce que je leur disais. « Le Sud veut tout le pouvoir pour les communistes », m'a affirmé Kissinger. « Non, ai-je répliqué – quelles preuves en avez-vous ? – Aucune, mais j'ai de bonnes raisons de le penser ». Raison ou de bonnes raisons ? Je m'interrogeais moi-même. « Si j'avais en face de moi un interlocuteur aussi raisonnable que vous, m'a dit Kissinger, vous et moi, nous ferions le schéma de la paix en une après-midi. » C'est vrai. Mais a-t-il raison ou tort de dire que l'adversaire n'est pas raisonnable ?

Parfois j'ai l'étrange sentiment d'être dans une pièce fermée et d'être le seul à savoir ce qu'il y a derrière les portes. Mais peut-être n'y a-t-il rien.

Un compromis est-il encore possible ? Il faut le croire.

Cependant le temps passe. J'ai demandé à Kissinger si la date du 1er novembre qu'il avait mentionnée en grand secret à Pompidou valait toujours et s'il pouvait me dire ce qu'elle signifiait. Il m'a répondu oui sur le premier point, mais il s'est refusé à toute précision.

Rupture de la négociation ? Départ de Lodge : sans doute. Ils vont dire, le 1er novembre, qu'il est inutile de laisser une délégation qui ne fait rien, retirer Lodge (nous savons par des recoupements qu'il fait ses bagages) et laisser un échelon (Habib ?) pour le cas où les autres auraient quelque chose à dire.

5 octobre

Top secret : Kissinger doit venir à Paris dans quelques jours. Seuls le savent 3/4 personnes. Pourquoi ?

9 Novembre

Le discours de Nixon n'a déçu que ceux qui n'avaient pas compris plus tôt : Nixon ne veut pas être le premier Président des Etats-Unis à perdre une guerre. Ceci ne signifie pas qu'il veuille la gagner, mais ceci signifie qu'il ne signera pas un accord « humiliant » à Paris. Or tout ce que les autres, dit-il, lui offrent équivaut à une capitulation : retrait inconditionnel des forces américaines, liquidation préalable du gouvernement de Saigon. Dans ces conditions, la seule voie qui lui reste est la vietnamisation, c'est-à-dire le retrait unilatéral. S'il réussit, c'est-à-dire si l'armée de Saigon tient le coup, tant mieux ; s'il échoue, tant pis. En tout cas, ce ne seront pas les Etats-Unis qui auront perdu la guerre. Deux heures avant le discours, Kissinger a convoqué Lucet et lui en a donné la philosophie. La date du 1er novembre, a-t-il dit, ne sera finalement marquée par aucun événement dramatique : sous-entendu, ni reprise des bombardements sur le Nord, ni retrait de Cabot Lodge. Mais ce n'est peut-être que partie remise. Le rythme du retrait dépendra en somme de la bonne volonté des autres ; s'ils reprennent les opérations militaires activement, ce rythme sera ralenti et Washington se réserve de prendre les mesures qu'appellera la situation. Cela dit, M. Nixon fait personnellement appel à M. Pompidou et attend de lui qu'il manifeste sa compréhension et qu'à un certain moment, Paris en témoigne par une déclaration montrant en somme qu'il condamne l'intransigeance adverse. Si nous faisons cela, « Nixon s'en souviendra ».

Lucet a accompagné cela d'un message qui plaidait au fond pour que le gouvernement fasse un geste. Evidemment il pense à la prochaine visite de Pompidou aux Etats-Unis en février et voudrait préparer le terrain. Sans nous renier, dit-il, sans revenir sur les principes de notre position, ne pourrions-nous montrer quelque compréhension ?

Il paraît que la réaction de Pompidou a été assez vive et qu'il a failli faire un communiqué assez négatif à la suite du Conseil des Ministres qui venait juste après le discours, mais que Schumann l'en a retenu.

J'ai préparé une réponse, que Pompidou a approuvée, très correcte dans la forme, non critique dans les termes, mais ferme sur le fond : pour nous, il n'est qu'une seule voie, celle de la négociation, et nous souhaitons que les Etats-Unis ne donnent pas l'impression qu'ils s'en désintéressent.

Il est très vraisemblable que la réponse de Kissinger sera du genre : « Très bien, mes agneaux ! Mais pouvez-vous nous dire comment l'on fait pour négocier avec des gens qui se refusent à négocier ? » Je n'exclus donc pas que notre refus, si déguisé qu'il soit, de soutenir Nixon ne mène à une certaine tension dans les relations franco-américaines. Mais comment soutenir une telle politique ? Et sommes-nous chargés de faire réélire Nixon en 1972 ? La vietnamisation, plus profondément, est-elle la seule issue ? La négociation est-elle impossible ?

Franchement, je ne le crois pas. Mais ce qui nous sépare fondamentalement de Nixon, c'est que nous ne croyons pas à la possibilité de maintenir un Sud-Vietnam en lutte, sinon

même victorieuse, du moins égale, avec le Viet-Cong, hors de la présence américaine. Plus encore, nous ne pensons pas que les Etats-Unis aient intérêt à attendre pour négocier. Sommes-nous fatalistes par expérience personnelle ? Croyons-nous à la défaite américaine parce qu'il y a eu une défaite française ? Pire : la souhaitons-nous afin qu'il ne soit pas dit que les Etats-Unis puissent réussir là où la France a échoué ? Il y a sans doute de cela dans notre attitude. Mais cette sorte de jalousie et de scepticisme ironique ne suffit pas à expliquer notre attitude. En tout cas elle ne la justifierait pas. Peut-être y a-t-il tout de même une morale : contre qui, contre quoi combattent les Etats-Unis ? Qui aident-ils ? Le peuple vietnamien ? Mais à quoi ? A lutter contre le communisme ? Mais est-ce sûr ? Et qu'est-ce que le communisme au Vietnam ? Un danger considérable pour les Etats-Unis ? En vérité, nous ne croyons pas au danger du communisme pour nous ; les Etats-Unis y croient pour les autres. Ils ont peut-être raison. Lassitude des vieilles sociétés, face à un pays qui croit encore à une cause juste, et donc à une guerre juste. Il n'y a plus qu'un moyen d'achever rapidement cette guerre : par des changements politiques à Saigon et l'arrivée au pouvoir d'une équipe qui veuille et fasse la paix. Les Américains n'y sont sans doute pas opposés, mais ils ne voudront probablement pas provoquer une crise. Peut-être aideront-ils en sous-main une équipe de rechange à s'installer, laisseront-ils faire, mais l'idée d'un coup d'Etat leur déplaît, actuellement. Le seul fait intéressant depuis 15 jours, ce sont les déclarations du grand Minh et du Sénateur Don. Sortant de leur réserve, ils se sont prononcés pour le non-alignement et la réconciliation. Les Américains, mais lesquels, sont-ils derrière ? Tran Van Huu, rencontré le 31 octobre à la fête nationale de Saigon, me l'a affirmé sans m'en donner de preuves. Et de même Ho Thong Minh, venu me voir le 7. Si c'est vrai, le fait est d'importance. Seul indice pour moi : Nixon n'a pas prononcé le nom de Thieu. Je l'ai fait remarquer à Mai Van Bo et Madame Binh. Celle-ci m'a écouté avec intérêt. Nous allons voir : si les neutralistes réussissent à isoler Thieu, ils peuvent, soit le contraindre au départ, soit l'acculer à les désigner pour mener la négociation. Le drame, pour nous autres Français, commence le jour où les neutralistes ayant pris le pouvoir le perdront au profit des communistes. A cela aussi, il faut être prêt.

21 novembre

Démission de Lodge. Enfin ! C'est une bonne chose. Intervenant aux alentours du 1er novembre, comme nous avons pu le soupçonner, dans un climat de tension accrue (discours Nixon tonitruant, ou déclaration américaine signifiant, devant la stérilité des négociations, la reprise des bombardements, avec un retrait de toute la délégation de Washington), le départ de Lodge aurait pu dramatiser la situation et être interprété comme une pression sur Hanoi. Survenant aujourd'hui, il marque certes que Washington ne fonde guère d'espoirs immédiats sur la négociation, mais il laisse le champ libre à la nomination d'un négociateur peu souple, le jour où la conversation reprendra.

Se prépare-t-il aussi un changement à Saigon ? Les déclarations Minh-Don provoquent une considérable agitation. Est-ce le dégel ?

Nguyen Van Tien m'a dit le 13 novembre que le GRP considérait ces déclarations comme des faits positifs. Néanmoins le programme n'est pas encore très clair, avait ajouté Madame Binh le 7 chez Zorine. Je sais toutefois par Ho Thong Minh, auquel Tien l'a dit, que le GRP considère effectivement Minh comme un interlocuteur valable.

J'ai donc dit à Tien que le GRP devait tout faire pour encourager le dégel. Madame Binh a parlé le lendemain, en ce sens. Cependant il est clair que le GRP s'interroge : qui est derrière Minh ? Les Américains ?

La question est bien là. Les Etats-Unis, tout en entamant le processus de vietnamisation, préparent-ils un changement politique à Saigon, seul susceptible de débloquer la situation ? Nous leur avons dit qu'il fallait vietnamiser non la guerre, mais la paix. Peut-être acceptent-ils, à tout le moins de faire les deux ensemble. Mais vont-ils jusqu'à encourager Minh et Don ? Ce dernier apprend l'anglais. Il est, en tout cas, surprenant que cette campagne se déclenche.

En fait il est possible que s'ouvre dans quelques jours une crise majeure à Saigon. Les Chambres peuvent arguer de la déplorable situation économique pour renverser le Gouvernement Khiem. Si elles refusent également leur confiance à tout Premier Ministre présenté par Thieu, celui-ci risque d'être obligé de démissionner. Alors Minh peut jouer sa carte, arriver au pouvoir et relancer la négociation.

Schumann me téléphone avant-hier pour me dire que Sainteny lui a avoué, un peu penaud et en s'excusant d'avoir gardé le silence, être l'intermédiaire auquel Nixon a fait allusion dans son discours du 3 novembre. J'avais précisément déjeuné avec Sainteny le 5 et je lui avais bien entendu posé la question. Il n'avait pas nié formellement et avait essayé de m'orienter sur Markovitch, ce qui m'avait étonné. Markovitch a en effet déjà servi d'intermédiaire, mais il ne connaissait pas Hô Chi Minh depuis 25 ans. En fait j'avais pensé à Aubrac ou à Sainteny. Le fait troublant pour Sainteny était qu'il avait téléphoné à Lucet le 15 juillet de la Maison Blanche et du bureau de Kissinger. L'excuse était d'avoir

assisté au lancement d'Apollo !

Autre intermédiaire : Starobyne. Mais je ne le connais pas. Ce qu'en dit la presse donne à penser qu'au début de septembre, quand Xuan Thuy a fait sa remarque sur le retrait de 100 000 hommes, il y avait effectivement quelque chose.

21 novembre

Déjeuner avec Phil Habib.

Démission de Lodge : il y a aussi des raisons personnelles. Le fait peut être interprété, certes, de plusieurs façons. En tout cas, et on peut le dire, cela n'affecte aucunement le désir américain de négociation.

Son remplacement : je plaide pour une personnalité susceptible d'émouvoir les Vietnamiens, car celui-là sera, après Harriman et Lodge, celui qui négociera vraiment.

Pas de contacts privés depuis le 30 août.

Minh-Don : Habib est nettement moins restrictif à leur égard que la dernière fois ; il pense toujours qu'ils n'ont guère de soutien, mais il leur reconnaît une certaine réalité ; ils veulent se bâtir une position intermédiaire.

J'ai le sentiment que Bunker avait tiré contre eux à boulets rouges.

L'avenir politique à Saigon : l'Ambassade US ne prévoit pas de crise ; Thieu surmontera les difficultés.

Les Américains ne sont pas derrière Don ni Minh bien sûr. Ils maintiennent qu'il appartient aux Vietnamiens de parler. Je trouve toutefois que Habib met plus l'accent sur la liberté de parole, « dans tous les sens », dit-il. Léger progrès.

Contacts : rien à faire si Hanoi ne veut pas parler avec Saigon. Conditions : chacun sait bien, « vous et moi », en tout cas, le savons depuis plusieurs mois, que le problème du retrait n'est qu'une affaire technique. La réalité, c'est le Gouvernement à Saigon.

Sur le retrait, la position américaine a été clarifiée hier en séance. Habib a même rajouté une phrase. Il y a deux possibilités : ou un retrait total mais mutuel dans le cadre d'un règlement négocié et ceci en un an au moins ; ou la vietnamisation, dont seule la première phase fait l'objet d'un calendrier unilatéral et ne concerne que les forces terrestres de combat, sans exclure d'aller jusqu'au retrait total, mais sans aucune précision.

Perspectives militaires : il est possible que Hanoi reprenne l'offensive, il faut attendre encore un ou deux mois ; mais ce pourrait être très mauvais ; au lieu d'exercer des pressions à gauche, cela pourrait exercer des pressions à droite. Je demande : quid ?

Reprise des bombardements ? Envoi de nouvelles troupes ? Habib : c'est toujours difficile de renvoyer des troupes. Il paraît inquiet des réactions de Nixon. La fermeté de son Président l'impressionne-t-elle réellement ?

Il est d'accord sur le choix qui s'offre aux autres : 1) La négociation : pour l'avoir, ils doivent accepter de traiter avec Thieu, ce qu'ils ne feront pas. 2) Un pari sur l'échec de la vietnamisation : après un retrait américain, pêcher en eau trouble, jouer sur la désintégration du système à Saigon. 3) Une violente offensive militaire, quitte à réussir des coups terribles, mais pour provoquer un renouveau de pression intérieure sur Nixon. Habib trouve que Nixon, jusqu'à présent, n'a pas mal manœuvré vis-à-vis de son opinion intérieure.

Le massacre de Truong – Au : une sale affaire !

Je dis à Habib que selon nos informations le grand Minh est un interlocuteur valable pour le GRP. Il feint d'en douter ou il en doute sincèrement, je ne sais. Et ajoute qu'il redemande si le GRP ne joue pas un jeu cynique : une fois Minh au pouvoir, c'est-à-dire après la liquidation de Thieu, le GRP lui opposerait les mêmes exigences : acceptez les 10 points ou pas de négociation ! Peut-être Habib a-t-il raison.

24 novembre

Vu Mai Van Bo le 22.

Sur le départ de Lodge, phrase énigmatique : « Les Américains veulent dévaluer la négociation. Ils en porteront toute la responsabilité. » Est-ce une menace de quitter la table ? A tout le moins de retirer leur chef de délégation ? Clair que Hanoi ne veut pas se laisser impressionner. Refus de répondre à ma question.

Sur Minh-Don : nous ne connaissons pas le programme de « M. Minh », mais nous connaissons celui de Don. Suit une critique très vive de celui-ci. « Il prend sur tous les points le contre-pied du programme du Front. »

Bo ajoute : « On a mal interprété les déclarations de Madame Binh », ce qui tend à minimiser les encouragements qu'elle a donnés à Minh le 14. Nouveau signe de désaccord entre le Front et Hanoi ?

Sur la manifestation du 15 novembre : regrets qu'on ne permette pas au peuple de s'exprimer. « Mais nous ne voulons pas nous ingérer. Cependant, à titre d'hypothèse, ne pourrait-on laisser une manifestation se dérouler pacifiquement ? » Je mets les choses au point sur notre attitude : réserve ne signifie pas neutralité sur le fond.

Je propose à Beaumarchais : 1) que nous disions aux Américains qu'ils doivent remplacer Lodge. 2) que nous saisissons le Gouvernement de la question des manifestations : les autoriser ou à tout le moins dissocier les Affaires Etrangères de leur interdiction.

Il est d'accord.

On parle de Fulbright pour remplacer Lodge.

7 décembre

Nixon est de plus en plus enfermé dans une sombre détermination. Les perspectives de la négociation reculent de plus en plus. Il est clair que Cabot Lodge n'aura pas de successeur.

Nous avons demandé à Lucet d'appeler prudemment l'attention de ses interlocuteurs sur les risques que ferait courir à la négociation le non remplacement de Lodge. Mai Van Bo m'avait dit en privé que les Etats-Unis devaient en supporter toutes les conséquences, et qu'il ne pouvait prédire ce qui allait se passer à la table de conférence. Xuan Thuy l'a répété en public. Il est bien évident que si Lodge n'a pas de successeur, les autres n'accepteront pas de maintenir longtemps Xuan Thuy et Madame Binh. Ce n'est pas tant le fait que Lodge ait donné sa démission qui est important, mais le fait qu'il ne soit pas remplacé. En effet, dans son départ il y a malgré tout un élément positif dans la mesure où cet homme était le plus mauvais choix pour inspirer confiance aux Vietnamiens. Lucet a donc vu Kissinger le 3 décembre et lui a fait valoir nos craintes. A lire son télégramme il me semble que la réponse a été claire et nette : Habib serait maintenu à son poste, mais Nixon ne pouvait aller au-delà et Lodge ne serait pas remplacé aussi longtemps qu'à Hanoi l'on n'aurait pas fait un geste nouveau permettant de débloquer la négociation. Quant aux perspectives de départ de Xuan Thuy ou de Madame Binh, Kissinger a déclaré n'en avoir cure. Il a ajouté, ce qui est assez fascinant, qu'il n'y avait que trois personnes à Washington pour connaître les intentions du Président, celui-ci évidemment (mais est-ce aussi évident ?), le Secrétaire d'Etat et lui-même Kissinger. Il ne fallait prêter aucune attention à tout autre commentaire, ou à toute autre explication provenant d'autre source que celle-ci, et ce ne pouvait être seulement que dans des tête-à-tête entre lui-même et Charles Lucet que les choses importantes pourraient être dites. Un tel système donne à penser que s'introduit un élément d'autoritarisme dans la politique vietnamienne : pour en arriver à un tel degré de secret, ne faut-il pas que cette politique se heurte dans l'administration à de très sérieuses résistances ?

Nixon croit-il vraiment que l'autre côté va céder ? Le voici engagé dans une véritable épreuve de force. D'un côté, il déclare ne plus vouloir faire à la table de conférence la moindre concession aussi longtemps que les autres n'en auront pas fait une ; de l'autre, il poursuit une vietnamisation dont on se demande s'il y croit lui-même. Dans tout cela où sont vraiment les perspectives de paix ? Elles apparaissent si faibles qu'en fin de compte on peut se demander si Nixon désire vraiment la paix, et s'il ne s'accommode pas de l'idée que la guerre peut durer indéfiniment avec un niveau de force américaine réduite, des pertes très diminuées et par conséquent une opinion publique de moins en moins sensible au coût humain de la guerre.

Dans ces conditions il est vraisemblable que Hanoi va s'efforcer de détruire le mythe de la vietnamisation. En lançant des offensives violentes, principalement contre les forces sud-vietnamiennes, il cherchera à démontrer qu'elles ne peuvent tenir sans l'appui des forces américaines. Ainsi les Etats-Unis se trouveraient-ils ramenés au point de départ : ou bien maintenir leurs forces indéfiniment afin d'éviter l'écrasement de leurs alliés, ou bien sortir de la guerre par la négociation. Si cette tactique est vraiment celle que Hanoi va employer, alors il est clair que les Nord-Vietnamiens veulent vraiment terminer cette guerre par la négociation, ce que, pour ma part, je persiste à croire.

Dans cette conversation du 3 avec Lucet, Kissinger a abordé un autre sujet avec une vigueur tout à fait étonnante. Il a affirmé que du côté français l'on préconisait la substitution de l'équipe Minh-Don à l'équipe Thieu-Ky. Les Etats-Unis, a-t-il dit, étaient gênés de nous voir adopter une telle solution et le Secrétaire d'Etat comptait soulever très sérieusement cette question avec le Ministre lors de leur prochain entretien du 8 décembre à Paris.

La vérité est tout autre. Tout d'abord nous n'avons pas de contacts directs avec Minh et Don, du moins pas assez. Schumann m'en faisait la remarque il y a quelques jours. On ne peut donc nous accuser de les pousser à la subversion. Ensuite, tout ce que nous avons fait depuis quelques semaines, c'est d'essayer d'observer les réactions de Hanoi et du Front devant les déclarations de Minh et de Don. Laissaient-elles présager que ces deux hommes pourraient constituer « le cabinet » dont parlent depuis longtemps Hanoi et le Front ? Leur venue au pouvoir signifierait-elle que la négociation serait débloquée ? De là à préconiser une substitution il y a un pas considérable et je ne sais que qui que ce soit l'ait franchi. En tout cas ce n'est pas moi dans mes conversations. Au près de qui, d'ailleurs, pourrions-nous préconiser une telle solution sinon près des Américains eux-mêmes ? Ce sont eux en effet qui détiennent le pouvoir de modifier la situation à Saïgon.

Or je ne crois pas que nous ayons jamais fait une démarche en ce sens. La seule chose que je n'exclus pas, c'est que le Ministre ait pu parler en termes très favorables de cette perspective devant des personnalités américaines, et notamment devant des journalistes. En tout cas j'attends avec curiosité.

10 décembre

Je n'ai pas pu assister, étant malade, au dîner offert par Schumann pour Rogers. D'après ce que l'on me dit, Rogers ne s'est nullement exprimé ainsi qu'on pouvait s'y attendre après l'entretien de Kissinger avec Lucet. Il a à peine soulevé la question Minh-Don. En revanche, il nous a demandé d'expliquer aux autres qu'il n'était pas question que ce soit le gouvernement de Saigon qui organise les élections et que si Hanoi désirait parler de cette question des élections Washington y était disposé.

Il me semble que Rogers est plus souple que Kissinger. Aurait-il des doutes sur la politique de vietnamisation ?

28 décembre

Mai Van Bo a demandé à voir Beaumarchais dans la matinée du 17 décembre. Avait-il quelque message à lui faire ? Pas spécialement. En fait il venait surtout aux nouvelles et voulait savoir ce que Rogers avait pu nous dire.

Beaumarchais lui a fait part des indications données par Rogers sur l'intérêt que prendraient les Etats-Unis à une conversation sérieuse sur le processus électoral. Mai Van Bo marque de l'intérêt et prend des notes. Beaumarchais insiste sur le fait que ces propositions impliquent que des deux côtés l'on ne se bornera pas à répéter ce qui se dit habituellement à la table de conférence et que l'on sera disposé à aller plus loin. Mai Van Bo paraît acquiescer.

D'autre part Beaumarchais appelle l'attention de son interlocuteur sur les déclarations faites par Rogers un mois auparavant mais divulguées plus tard devant la Commission des Affaires Etrangères au Sénat. Rogers aurait déclaré que les élections ne seraient pas organisées par le Gouvernement de Saigon. Il y a évidemment là de quoi intéresser Hanoi. Mais Mai Van Bo déclare que jamais telle proposition ne lui a été faite ni directement ni indirectement.

De son côté, Madame Binh a demandé à être reçue soit par le Ministre, soit par Alphand. Le Ministre étant absent pratiquement toute la semaine à Bruxelles, c'est Alphand qui la reçoit.

Madame Binh explique longuement la position de son Gouvernement à l'égard de la négociation. Elle fait naturellement le procès de la vietnamisation et affirme qu'en fait Nixon ne souhaite que la poursuite de la guerre. Américanisation ou vietnamisation, c'est tout un ; et si les Etats-Unis désirent la poursuite de la lutte, leurs adversaires y sont prêts.

Mais, souligne-t-elle, nous sommes prêts aussi à la négociation. Nous sommes prêts à créer des conditions permettant aux Etats-Unis de retirer leurs troupes. Nous avons proposé un délai de six mois et nous sommes disposés à assurer des garanties de sécurité permettant à ce retrait de s'effectuer dans des conditions satisfaisantes pour les Etats-Unis.

Je suis assez frappé par le fait que Madame Binh passe sans guère s'y arrêter sur la démission de Lodge. Elle ne boude pas pour sa part, la Conférence, alors que Xuan Thuy, en repréailles au départ de Lodge, n'y assiste pas. Il y a là une différence d'attitude qui est assez étonnante.

Par ailleurs, on peut se demander si le GRP n'a pas dans l'ensemble une attitude un peu plus souple que Hanoi. C'est là une hypothèse très fragile, je le sais, mais il me semble toujours que les Américains ont le plus grand tort de ne pas chercher à explorer, soit directement, soit par notre intermédiaire ou par celui de qui ils voudront, les possibilités d'un dialogue direct avec le GRP. Pourquoi, par exemple, n'enverraient-ils pas un émissaire secret prendre un contact à Phnom Penh avec un envoyé du GRP ?

Pour ma part, je pense que nous devons essayer de poursuivre notre propre dialogue avec le GRP. Madame Binh, d'ailleurs, nous y invite, répétant à plusieurs reprises qu'elle souhaite que le Gouvernement français joue un rôle actif dans la négociation et qu'il fasse comprendre aux Etats-Unis la justesse de la position du GRP. Je suggère donc à Schumann que nous maintenions un contact étroit avec le GRP et que, par exemple, je sois autorisé à faire visite prochainement à Madame Binh. Il s'en déclare d'accord.

Cela dit, je suis le premier conscient de la fragilité d'une hypothèse qui ne repose sur rien de très concret, mais seulement sur le sentiment que le GRP est malgré tout désireux d'affirmer son indépendance et que cette affirmation vaut aussi bien à l'égard de Hanoi qu'à l'égard de tout autre pays. Certes, l'on peut rétorquer qu'il s'agit là d'une pure tactique et que, aussitôt arrivé au pouvoir, le GRP s'empresserait de tenter un coup d'Etat pour écarter tous ceux qui pourraient à ce moment partager le pouvoir avec lui. C'est bien

là évidemment le danger d'un pouvoir de coalition avant les élections et je comprends parfaitement que l'on soit sensible à cette menace.

Je déjeune en tête-à-tête avec Habib. Je lui relate nos entretiens avec Mai Van Bo et Madame Binh.

Il me confirme certes que Rogers souhaite que nous explorions les possibilités d'un dialogue sur la question des élections, mais il me cite les déclarations concrètes qu'il a faites devant la Commission du Sénat. En réalité Rogers, s'il a bien dit que les élections pourraient ne pas être organisées par le Gouvernement de Saigon, en fait s'est montré moins novateur que la presse ne l'a rapporté. Il a continué d'affirmer le plein soutien de Washington au Gouvernement Thieu, et s'est borné à expliciter les propositions déjà faites en ce qui concerne la création d'une Commission internationale.

Habib néanmoins paraît penser qu'un effort d'exploration ne serait pas complètement inutile. Il reste toutefois sceptique sur ses chances de succès. En outre, je le trouve, comme à l'habitude, tout à fait négatif sur la question d'un dialogue direct avec le GRP. De même, tous ses propos sur les éléments neutralistes, sur le grand Minh et sur Don traduisent toujours la même indifférence et même un certain mépris pour ces politiciens saïgonnais. La question est cependant de savoir s'il y a là une attitude de commande, dictée par Washington afin de ne pas donner à Thieu des raisons de se plaindre des Etats-Unis, ou bien si l'engagement de Washington aux côtés de Thieu est à ce point sincère qu'ils refusent tout contact sérieux avec les neutralistes ou en tout cas qu'ils sont décidés à ne rien faire pour amener Thieu à élargir sa base politique ou à réviser la constitution. Sur ce dernier point Habib me dit tout net que nos suggestions n'ont guère de chances d'être pour l'instant retenues.

Je le trouve sérieusement préoccupé des possibilités de reprise des opérations militaires. Une offensive du Viet-Cong à l'occasion du Têt paraît possible. Evidemment, dit-il, ses pertes seront terribles, mais il y a pour lui beaucoup à gagner en essayant de détruire la politique de vietnamisation. S'il a réussi à démontrer la faiblesse de l'armée sud-vietnamienne, et par conséquent la nécessité pour les forces américaines ou bien de rester sur place pour soutenir leurs alliés ou bien de se retirer quitte à les laisser s'effondrer, c'est l'ensemble de la politique Nixon qui risque de faire faillite. A ce moment-là l'opinion américaine verra que le dilemme demeure : ou bien de négocier, mais cette fois sans avoir de politique de rechange, ou bien de maintenir indéfiniment des troupes au Vietnam et donc d'y poursuivre la guerre.

Mai Van Bo vient me voir le lendemain 23. Il se montre extrêmement chaleureux, me remercie des excellentes relations que nous avons depuis plusieurs mois, se félicite des progrès accomplis dans nos relations bilatérales et en cette fin d'année veut me témoigner toute la confiance qu'il a dans l'avenir de nos rapports. Cette chaleur me surprend un peu. Mais j'essaie de reprendre avec lui la conversation sur le sujet des élections. Je réexplique à nouveau ce que me paraît être l'attitude américaine et j'insiste notamment sur le fait que les propositions de Rogers me paraissent malgré tout assez sérieuses. Je reviens notamment sur la question de la Commission. Je précise comment je vois les choses : d'un côté le GRP, soutenu par Hanoi, propose la liquidation des deux gouvernements de Saigon et du Front et leur remplacement avant les élections par un tiers pouvoir qui serait le Gouvernement provisoire de coalition ; de l'autre, les Américains proposent le maintien de ces deux Gouvernements, mais en quelque sorte leur neutralisation en ce qui concerne l'organisation des élections. Il y a au moins un certain degré d'accord sur le fait que ce serait un tiers pouvoir qui organiserait les élections. Mais jusqu'à présent on n'a pas pu se mettre d'accord sur la nature de ce tiers pouvoir. N'y aurait-il pas toutefois possibilité d'explorer cette question ?

31 décembre

Visite de Pham Dong Lam.

Il vient « faire le point » avant de partir passer quelques jours à Saigon.

J'oriente la conversation sur les élections. « Il y a un point sur lequel tout le monde paraît d'accord : les élections ne seraient organisées ni par Saigon, ni par le GRP. Qu'en pensez-vous ? »

Lam : tout dépend de savoir ce que l'on entend par « organiser ».

Nous parlons des rapports entre le GRP et son Gouvernement. Contacts secrets ? Ce sont eux, dit-il, qui refusent. Il y a eu des émissaires. Ils ne veulent pas traiter avec nous.

De tous les interlocuteurs vietnamiens, celui-ci est le plus décevant.

Lam : « J'ai le sentiment que le GRP est le plus intéressé par la question du règlement politique au Sud-Vietnam », ceci quand je lui dis que son Gouvernement et les Etats-Unis devraient s'efforcer de rechercher activement un contact avec le GRP.

La Commission Mixte : c'est déjà une grande concession de Saigon, cela donne au Front un statut qui va très loin.

Henri Froment-Meurice

CI-DESSOUS : PUBLICATION DE LA SUITE DU JOURNAL DE L'AMBASSADEUR HENRI FROMENT-MEURICE:

L'ANNEE 1970

2 janvier

Visite de Ho Thong Minh.

Nguyen Duc Khi, me dit-il, va à Saigon dans quelques jours. Il serait chargé (par qui ?) d'explorer la possibilité de convaincre Thieu de prendre Minh et Don comme Premier et Vice-Premier Ministres. Cela me paraît avoir bien peu de chances de succès.

Ho Thong Minh pense que c'est toujours la question du Gouvernement de coalition qui est au centre des difficultés et qu'il faut convaincre les Américains de l'accepter. Je ne les crois guère disposés.

Il dit aussi que les Américains cherchent une équipe de rechange, ou du moins voudraient en avoir une en réserve. Minh et Don leur paraissent fragiles et incapables de faire le poids en face du Viet-Cong dans une négociation de paix. Peut-être ont-ils raison.

En parlant une idée me vient : d'un côté, le GRP dit qu'il se refuse à parler avec Thieu ; de l'autre Thieu dit qu'il refuse un gouvernement de coalition. Mais que se passerait-il si Thieu acceptait un tel gouvernement ? Le GRP maintiendrait-il son opposition ? Ho Tong Minh pense que le GRP serait dans une position difficile, mais pour qu'il accepte il faudrait aussi une formule du type Thieu – Minh – Don.

Longue conversation avec Lipkowski. Il doit voir Pompidou le 6 et prépare son entretien.

Chine : il voudrait que nous entamions un dialogue plus actif. Mais Schumann n'y est guère favorable, craignant des répercussions fâcheuses sur nos rapports avec Moscou et Washington. A mon avis, il se trompe. Un dialogue avec Pékin nous valorise aux yeux des Américains. Quant aux Russes, ils n'en prendraient ombrage que si nous le poussions très loin, ce qui est impossible.

Je pense à des visites à Pékin : Duhamel, Giscard, Lipkowski, Chauvel.

Nous pourrions aussi inviter un Chinois.

Vietnam

Lip pense que nous devrions être plus actifs. C'est tout à fait mon avis. J'ai depuis trois semaines en chantier un papier intitulé « initiative française ». Je le médite, pour la forme. Mais sur le fond, mon idée maintenant est faite. Nous devons sortir de notre réserve et agir. L'impasse actuelle nous offre un terrain favorable. Mais y assister impuissants nous rend solidaires de l'échec.

J'écarte l'hypothèse consistant à proposer une Conférence type Genève. C'est plutôt en accroissant notre activité dans les conditions actuelles que nous pouvons être utiles. En posant des questions. En remettant un document.

5 janvier 1970

Conversation longue avec Ha Van Lau à l'Ambassade de Birmanie. Mai Van Bo s'éclipse. J'attaque sur le thème : 1970 sera-t-elle l'année de la paix ? J'y crois encore.

Lui : Nous sommes là pour négocier.

Moi : Je le crois.

Je demande ce qui bloque la négociation à son avis.

« C'est que Nixon n'a pas encore adopté un point de vue raisonnable. Il n'y a pas de signes concrets. »

Je cherche à savoir ce qu'il appelle des signes concrets, ce qui nous amène à parler du Gouvernement Thieu. Je demande si la liquidation est vraiment un préalable.

Il s'en défend, car le mot le gêne, mais il admet que c'est tout de même la question la plus difficile, puisque Thieu « ne veut pas négocier ». J'insiste : est-ce un préalable ? Il se tortille un peu. Bref, c'est toujours la même chose : rien n'est possible avec Thieu.

Je dis alors : « Mais vous rendez-vous compte que, selon toute vraisemblance, les Américains ne sont pas disposés à céder sur ce point ? Ils sont prêts à négocier, avec vous, Rogers nous l'a répété, et notamment sur la question du processus électoral, mais ils ne vous offriront pas Thieu en sacrifice préalable. Dans ces conditions, comment voyez-vous la suite des négociations ? Les Américains ne sont pas dans une position de faiblesse qui les oblige à céder. Alors les choses vont-elles durer ainsi, en 70, en 71, en 72 ? » Ha Van Lau sourit un peu.

Sur certains points, je le trouve assez embarrassé. Au fond de moi je me demande si Hanoi n'avait pas spéculé sur un Nixon obligé de céder, pressé de le faire, éperonné par son opinion. Ils lui auraient alors facilité la sortie. Mais la situation est différente de ce qu'ils escomptaient. Nixon a pour l'instant surmonté la vague intérieure.

Cependant, ce qu'il y a de bien avec Ha Van Lau, c'est qu'on peut parler sérieusement avec lui, et parler de la négociation elle-même. Il donne vraiment l'impression d'un homme qui voudrait négocier.

Je lui demande pourquoi il ne se met pas en face de Habib pour parler. « Je n'ai rien contre Habib. Mais à quoi cela servirait-il aussi longtemps que les Etats-Unis ne montrent pas de façon concrète leur volonté de finir raisonnablement cette guerre ? »

Retour à ces fameux signes concrets. Il y a déjà le Gouvernement de Saigon. Mais si cela ne marche pas, y-a-t-il autre chose ?

Ha Van Lau me parle alors du retrait des troupes. Je dis que malgré tout Nixon a commencé à en retirer. « Oui, mais à quel rythme ? Il veut toujours en laisser. » Il m'explique alors, et ceci me paraît assez concret, qu'il faudrait que les Etats-Unis fassent une déclaration par laquelle ils s'engageraient à retirer rapidement toutes leurs troupes. Je lui fais préciser qu'il s'agirait seulement d'une déclaration d'intention, le retrait effectif devant s'effectuer dans le cadre d'un accord. Il confirme que c'est au plan des principes que la déclaration aurait son importance et qu'il faut distinguer principes et applications concrètes. Je demande alors ce qu'il adviendrait des troupes vietnamiennes. Pourquoi Hanoi ne donnerait-il pas alors des précisions sur ses propres retraits ? Ne pourrait-on, par exemple, s'attendre à ce que, si Washington faisait une telle déclaration, Hanoi en ferait une de son côté ? Ha Van Lau ne s'est pas montré négatif. Il m'a dit : « Ce serait à voir. » Je l'ai pris par l'épaule pour lui demander : « Est-ce que cela veut dire que quelque chose se passerait ? » Sérieusement il m'a répondu : « Cher ami, on nous trouvera toujours raisonnables s'il y a un sincère désir de négocier en face. »

Je suis passé alors à la question du règlement politique, posant d'abord le problème comme je le voyais : le point central est l'organisation des élections ; un accord tacite semble exister pour que celle-ci ne soit assurée ni par le GRP, ni par le Gouvernement de Saigon, mais par un tiers pouvoir ; la divergence commence là : Gouvernement de coalition ou Commission. Ha Van Lau se dit d'accord sur cette analyse. Je lui rappelle que Rogers s'est dit prêt à discuter du processus électoral. Lau critique la Commission et la compétence de Saigon, déclare que, s'il existe encore un Gouvernement de Saigon, celui-ci exercera avec son armée, sa police, son administration, des pressions. J'objecte : de deux choses l'une ; ou bien il y a une négociation et à ce moment, d'après votre propre hypothèse, le Gouvernement de Saigon a changé, Thieu a été remplacé et donc vous avez à Saigon un Gouvernement en lequel vous avez confiance, et pourquoi alors ne pas envisager de constituer avec lui une Commission au lieu d'un Gouvernement de coalition ; ou bien le Gouvernement n'a pas changé à Saigon, donc il n'y a pas de négociation, donc il ne peut pas plus y avoir de Gouvernement de coalition que de Commission.

Ce raisonnement ne me paraît pas le laisser indifférent. « Je vois, je vois », dit-il.

Là-dessus, saisissant sur la table du buffet quelques amandes salées, je les dispose devant nous. Une à gauche pour le GRP, une à droite pour le Gouvernement de Saigon. Et je me mets à jouer avec les hypothèses. L'une : GRP et Saigon forment un gouvernement de coalition, mais quel Saigon ? Si c'est le Saigon de Thieu il faudrait donc que le GRP accepte de traiter avec lui en échange de l'acceptation par Thieu d'un Gouvernement de coalition. L'autre : Saigon change, le GRP renonce au Gouvernement de coalition, mais il y a un organisme mixte.

Ha Van Lau suit avec intérêt. Il rit, me dit : « Oui, on peut discuter des modalités. » Il me demande si je crois que les Américains sont capables d'accepter un Gouvernement de coalition. Je ne sais : peut-être si Thieu reste. Et Thieu ?

Autre remarque de Lau : pas de contrôle international des élections. Ce serait contraire à l'autodétermination.

Enfin, je demande à Ha Van Lau s'il pense que la France a un rôle utile à jouer. « Certainement, me dit-il. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons choisi Paris pour siège de la Conférence. »

6 janvier

Vu Lucet. Préparation du voyage Pompidou à Washington. Lucet, évidemment craint tout accrochage. Il préférerait que Pompidou laisse Nixon attaquer le premier sur le Vietnam. Soit. Mais si Pompidou se borne à écouter, si Nixon lui demande d'avaliser sa politique, qu'en résultera-t-il ? Aux yeux de tous, et d'abord des Vietnamiens, la France aura avalisé la politique vietnamienne de M. Nixon.

Au fond, beaucoup de gens, maintenant que le Général est parti, voudraient que nous nous désintéressions de cette affaire du Vietnam. On la considère comme un jouet du Général, une machine qu'il avait trouvée pour embêter les Américains. Laissons-les donc faire maintenant ! Fichons leur la paix. Et puisqu'ils disent vouloir s'en aller, n'est-ce pas très bien ainsi !

Et surtout, demande Lucet, ne suggérez pas qu'on balance Thieu.

Schumann, à son avis, a commis une grosse erreur à Washington en septembre quand, d'entrée de jeu, il a suggéré de remplacer Thieu par des neutralistes et cité Tran Van Huu.

Lucet a sans doute raison. C'était peut-être maladroit. Mais lui-même craint trop parfois que nous ne fassions de la peine aux Américains. En novembre, après le discours Nixon du 3, il paraissait désolé que nous n'approuvions pas ses déclarations.

Bref, il faut trouver un terrain sur lequel Pompidou puisse affirmer notre position sans pour autant rompre des lances avec Nixon.

Lucet confirme que Kissinger est très dur, beaucoup plus que Rogers.

J'adore Charles Lucet. C'est l'un des hommes les plus fins que je connaisse.

19 janvier

2 janvier – Conversation avec Lipkowski. En vue de son entretien le 6 avec Pompidou, il désire me consulter sur la Chine, le Vietnam, les initiatives à prendre. Je lui dis que le voyage Pompidou à Washington ne doit pas se traduire par un alignement de la position française sur celle des Etats-Unis. Nous devons et pouvons faire des propositions concrètes aux Américains. S'ils les prennent, tant mieux ; s'ils les refusent, tant pis, mais du moins aurons-nous vis-à-vis de Hanoi et de Pékin sauvegardé la continuité de notre politique vietnamienne. Je lui dis que j'ai un papier en préparation depuis 3 semaines sur l'initiative à prendre : je trouve que notre inaction risque de nous faire perdre le crédit que notre action passée nous a valu et que nous devrions bouger.

Lipkowski s'excite, approuve.

Le 7, il me rappelle pour me raconter son entretien avec Pompidou. Celui-ci a tout approuvé, paraît-il, et demande des suggestions. Lipkowski : « C'est votre tête et la mienne qui sont en jeu. Nous perdons la face, si nous n'accouchons de rien. » Je le rassure, mais pourquoi est-il toujours aussi excité ?

Le soir, il raconte cela chez le Ministre. Accueil sceptique de Beaumarchais, Alphand. Schumann, paraît-il, l'est moins. Il dit aussi que Pompidou est d'accord pour une aide économique à Hanoi et quand Lipkowski lui parle de réticences de Giscard : « C'est ici que se fait la politique étrangère. »

Lucet qui assiste à la conversation et que j'ai vu à son arrivé de Washington, est assez affolé. Il craint qu'on ne brouille les cartes avec Nixon, qu'on l'agace inutilement. Il s'inquiète d'apprendre que dans son discours au Congrès Pompidou veut critiquer la vietnamisation. Il supplie qu'on ne lui parle pas de changer Thieu.

Les jours suivants, je m'enferme et j'accouche le 12 d'un papier qui passe en revue toutes les initiatives possibles. Surtout deux hypothèses : réunion d'une Conférence élargie, suggestions dans le cadre de la présente Conférence (type Jarring). J'opte plutôt pour la seconde et présente un plan de règlement par étapes.

Pour l'entretien Pompidou – Nixon, je suggère que Pompidou insiste sur les points suivants : nécessité pour Nixon de s'engager sur la voie de la reconnaissance du principe du retrait américain, en abandonnant le principe de retrait mutuel, mais en cherchant à se faire donner des indications précises sur la substance du point 3 (arrangements relatifs aux forces vietnamiennes) ; nécessité pour Nixon de préciser que le gouvernement de Saïgon n'organisera pas les élections ; désignation d'un successeur à Cabot Lodge ; modification de la représentation sud-vietnamienne à Paris par désignation d'une délégation de caractère fortement politique.

Il me paraît extrêmement peu vraisemblable que Nixon accepte de s'engager sur cette voie, car dans l'immédiat je le crois très obstiné sur sa position. Pour lui, c'est aux autres à faire un pas en avant. Mais je crois important pour Pompidou qu'il puisse faire savoir qu'il a présenté des suggestions constructives, sans pour autant qu'elles soient provocantes pour Nixon. Notre crédit sera préservé.

Schumann a accepté quelques jours plus tard de transmettre mes propositions à l'Élysée. Il reste à obtenir que Pompidou ne les néglige pas et en retienne au moins quelque chose. Lipkowski me dit, le 20, quelques compliments sur ce papier : il se sent personnellement soulagé.

Le 9, je vais voir Madame Binh à Verrières le Buisson. Je la trouve pâlotte et fatiguée, mais il est évident que, si elle voulait siéger avenue Kléber, elle le ferait. L'entretien dure deux heures.

Le point le plus important : ce que j'arrive à extraire d'elle sur le point 3 : « Vous me demandez quand auront lieu ces négociations entre parties vietnamiennes et si elles devront avoir pris fin avant la fin des hostilités ; je ne puis rien vous dire de précis, mais s'il est nécessaire qu'elles soient achevées pour que cessent les hostilités, il faudra faire cela. » Je n'ai jamais obtenu rien de plus précis, dans aucune conversation antérieure.

Le 20, je relate à Habib ces entretiens avec Ha Van Lau et Madame Binh. Il convient que les propos de Madame Binh sont, sur ce point, sans précédent.

Pour le reste, Madame Binh tient ferme sur l'impossibilité de parler avec Thieu, sur la nécessité d'un Gouvernement de coalition. Précision négative en un sens : les accords n'auront pas à préciser la date ni les modalités des élections ; ceci sera l'œuvre du Gouvernement de coalition.

N'empêche : sur le fond des choses, je persiste à sentir une souplesse possible. La clef

de la négociation, c'est la distinction entre le principe et les modalités pratiques. Le 10, je vois le Conseiller chinois. Première conversation sérieuse sur le Vietnam. Sung accepte de discuter, me demande nos vues. Son scepticisme porte sur le désir des Américains de vraiment se retirer du Vietnam. Il insiste sur le Gouvernement de coalition, parle peu du changement de Thieu, parle de la neutralité du Sud-Vietnam. Je lui dis que selon nous il n'existe pas de majorité communiste au Sud, mais une majorité pour une politique d'indépendance nationale et de neutralité : il n'objecte pas. Quelques jours plus tard à Pékin, Manac'h est invité à dîner par Lo Kouei Po, Vice-Ministre des Affaires Etrangères. Celui-ci lui dit : notre « divergence » avec vous porte sur le fait que nous ne pensons pas que les Américains veuillent vraiment se retirer. En tout cas, ils veulent rester présents par l'intermédiaire d'un régime qu'ils tiennent à bout de bras.

A-t-il tellement tort ? Habib rit toujours quand on lui parle de la difficulté qu'ont les autres à admettre que les Etats-Unis veuillent vraiment se retirer. Mais il ne s'agit pas seulement du retrait des troupes. Il s'agit aussi du retrait d'un soutien américain à un régime saïgonnais que les autres veulent évidemment abattre. Notre divergence, à nous, avec les Américains porte sur le fait que nous ne pensons pas que les autres veuillent installer, à la place de ce régime pro-américain, un régime franchement communiste. Déjeuner le 20 avec U Thant. Il pense que le changement de Thieu est indispensable pour faire repartir la négociation. Il parle de Zhu et dit que s'il entrait au Gouvernement les autres négocieraient. Il pense que Hanoi n'acceptera jamais de négocier sur la base d'un retrait mutuel. Mais il croit, comme nous, que Hanoi et le Front veulent négocier. A propos des idées d'Aubrac, il pense que la première chose à faire est de faire entrer la RDVN à l'ECAFE.

25 janvier

Un distique que l'on pourrait appliquer à de nombreuses affaires :

« Avec le Général, c'était fatal !

Avec Pompidou, c'est fou. »

Hier partie de boules chez Zorine à Brunoy. Naturellement l'équipe française (Beaumarchais, Claude Arnaud, Luc de Nanteuil et moi) est battue. C'est tous les ans la même chose.

Conversation avec Oberemko. J'essaie de le persuader que nous ne sommes nullement résignés à la situation actuelle, ni complaisants à l'égard des Américains. J'expose certaines de nos idées, les compromis qui pourraient se dessiner sur les questions de retrait des troupes et d'autorité politique pour les élections. Il me dit : « Pourquoi la France ne prendrait-elle pas une initiative ? Le voyage de M. Pompidou à Washington pourrait en fournir l'occasion. Et auparavant, M. Schumann pourrait demander à voir M. Xuan Thuy pour savoir si du côté de Hanoi l'on n'aurait pas quelques suggestions à faire. » Je parle du voyage à Paris de Le Duc Tho dans quelques jours.

Ce qui est intéressant, c'est qu'Oberemko parle spécifiquement d'une initiative qui, comme ce que j'ai suggéré, ne donnerait satisfaction à aucune des parties, mais demanderait des concessions à chacune d'elles. Il a parlé spécifiquement de compromis. Et à propos du Gouvernement de coalition, comme j'exposais l'idée qu'il fallait trouver un tiers pouvoir qui ne soit ni le GRP, ni le Gouvernement de Saïgon, il a approuvé.

10 février

Il semble bien que Pompidou ait l'intention de parler du Vietnam (et de la Chine) à Nixon. Mon dossier a été transmis à l'Elysée et j'ai longuement vu Gaucher. Il m'a paru s'attendre à une sérieuse intervention de Pompidou sur le Vietnam : scepticisme sur la vietnamisation, suggestions sur la poursuite de la négociation. Les Américains sont prévenus du désir de Pompidou de soulever ces deux questions : Vietnam et Chine. Ils m'ont interrogé aujourd'hui : sous quel aspect Pompidou veut-il en parler ? J'ai répondu que je n'avais pas d'instructions.

Une alouette fait-elle le printemps ? Vendredi 30, je remets à Mai Van Bo une fiche sur un pilote américain prisonnier au Nord. Ce n'est pas la première fois que je remets de tels documents. Mais à ma grande stupéfaction, il m'a appelé au téléphone le 3 pour me donner tous les renseignements sur lui et m'assurer qu'il est vivant et se porte bien. C'est la première fois qu'un tel événement se produit, avec qui que ce soit. Les Américains en sont ahuris. Jusqu'à présent, il n'y avait jamais de réponse.

Je manœuvre pour que Schumann voie Le Duc Tho avant d'aller à Washington. Un rendez-vous a été fixé par Schumann pour le mardi 17, mais je ne l'ai pas encore dit à Bo.

J'aimerais que Le Duc Tho prenne l'initiative.

Intermède sino-japonais.

Visite de Matsui il y a trois semaines. « Mon gouvernement a décidé de rechercher un contact au niveau gouvernemental avec Pékin. Le Gouvernement français accepterait-il de

servir d'intermédiaire pour essayer d'organiser une rencontre entre l'Ambassadeur de Chine et moi ? » Schumann accepte.

Je le dis à Matsui qui précise la manœuvre. Je devrai seulement faire part du désir d'une rencontre, mais je sais que si elle a lieu, Matsui dira au Chinois que Tokyo voudrait arranger une rencontre entre Ambassadeurs, ici ou à Paris, entre Ambassadeurs accrédités ou spéciaux.

Je convoque mon Chinois et lui fais mon message. Il prend note et se contente de remarquer que le Japon n'a pas une politique très amicale à l'égard de la Chine.

Le 6, je le convoque pour lui parler d'autre chose. Quand il a pris note, il me dit : « Nous tenons à vous remercier, parce que vous nous avez présenté diverses personnalités pour que nous prenions contact avec elles. Mais parmi ces personnalités, il en est, tel l'Ambassadeur du Japon, avec lesquelles il n'est pas convenable pour nous de prendre contact ici. »

Qu'en termes galants... Aucune remarque désagréable. Matsui pense, et je l'y invite, que son Gouvernement nous chargera d'une nouvelle communication.

L'autre jour, déjeuner offert par les Ambassadeurs afro-asiatiques à Schumann. Celui-ci avait à sa gauche le Chinois, tandis que le Malgache, qui présidait, avait mis à sa droite, donc en face de Huang Chen, Matsui à la droite duquel je me trouvais. C'était cocasse. Huang Chen et Matsui ne se sont pas adressé la parole. Mais Matsui m'a dit hier qu'il s'était demandé s'il n'allait pas franchir le pas. Je lui ai dit qu'à mon avis il avait bien fait de s'abstenir. Dans cette affaire, entre ces deux masses, il faut s'armer de patience.

16 février

Depuis quinze jours j'avais en poche un rendez-vous de Schumann avec Le Duc Tho pour demain. Mais j'attendais que les autres fassent le premier pas. Il a fallu les y aider un peu. Du coup vendredi 13, Mai Van Bo chez qui je dînais m'a dit que Le Duc Tho voulait voir Pompidou avant son départ pour Washington. Il avait même proposé une date : le 18. On a trouvé cela un peu fort et j'ai été prié de dire le lendemain que M. Pompidou, trop occupé, priait Schumann de le recevoir. Les autres ont feint d'examiner et suggéré une autre heure rien que pour avoir l'air.

J'ai fait une note pour Schumann lui disant que nous étions en train de perdre notre crédit à Hanoi et qu'il fallait saisir l'occasion du voyage Pompidou pour le retrouver. Serai-je suivi ? Partiellement je pense. Tout ce que je vois de Pompidou montre qu'il louvoie. Un peu de Washington, un peu de Moscou. Sur le Vietnam il déclare à Suzberger que nos divergences avec les Etats-Unis portent moins sur les objectifs que sur les procédures. C'est grave, en fait, car cela suppose que nous croyons sérieusement que les objectifs américains sont de quitter le Vietnam. Or, ce n'est moins que sûr. En fait, la seule différence entre Nixon et Johnson est que celui-ci voulait gagner la guerre, celui-là la paix, mais l'un et l'autre veulent gagner. Or il n'est pas de paix possible si Washington veut gagner. Donc nous ne pourrons être d'accord avec les Etats-Unis que le jour où Washington ne cherchera plus à gagner. Ce n'est pas encore le cas.

Hier matin, au moment d'entrer avec Le Duc Tho et Mai Van Bo dans le bureau de Schumann, celui-ci me prend à part et me dit : « Tout est changé depuis hier. Ils ne le savaient sans doute pas. La paix est pour demain. » Je ne me sens pas broncher. Un instant je me demande d'où il tire cela, ce qu'il a appris et que je ne sais pas. Nous nous asseyons. Le Duc Tho, qui a chaussé des lunettes et qui me paraît en bonne forme, commence à exposer « les vues de son Gouvernement sur le problème vietnamien ». Il n'y a là rien de bien original : deux problèmes, le retrait des troupes et le Gouvernement de coalition, deux obstacles, le maintien de Thieu, l'absence d'un véritable chef de délégation américaine à la Conférence de Paris.

Je vois Schumann qui griffonne et me tend un papier auquel est agrafé un télégramme. Sur le papier, je lis : « Ceci est plus que confidentiel. Vous êtes le quatrième et le dernier qui en a connaissance. » Sur le télégramme, je vois : « Washington. Pour le Ministre seul ». Et en effet il n'est diffusé qu'au Cabinet du Ministre, c'est-à-dire ni à l'Élysée, ni à Matignon, ni à personne d'autre dans la maison. Je lis, vite, mal, tout en prenant en note les paroles de Le Duc Tho. Et je comprends que Kissinger a dépêché à Lucet un militaire pour lui annoncer qu'il viendra à Paris vendredi 20 par un transport militaire spécial. Il rencontrera les Nord-Vietnamiens (je crois me souvenir qu'il n'est pas question des gens du Front) en un lieu secret, voudrait ensuite voir Pompidou en dehors de Paris, puis repartir, le samedi, pour Washington. C'est le même scénario que celui prévu en septembre, quand il devait venir et n'était finalement pas venu.

La conversation se poursuit. Puis Le Duc Tho parle à Schumann des relations franco-vietnamiennes et dit, brièvement, mais nettement, comme je m'y attendais, que à Hanoi on s'inquiète d'un changement de la politique française.

MS répond en attaquant là-dessus : pas l'ombre d'un changement, Phnom Penh demeure notre Charte. Et je l'entends, un peu stupéfait, qui dévide toute ma note sur l'initiative française. Tout en disant : « Naturellement ce n'est pas une proposition, c'est une idée

qui peut venir à l'esprit », il avance toutes mes suggestions. Pour le retrait, que les Américains annoncent qu'ils retireront l'ensemble de leurs troupes dans un délai déterminé, que le Nord donne discrètement, par exemple par notre intermédiaire, l'assurance que ses troupes s'en iront (j'avais été moins net, évitant toujours de parler des troupes du Nord). Pour le règlement politique, qu'on constitue une autorité provisoire composée de représentants des deux Gouvernements et des tendances intermédiaires, à laquelle serait délégué tout pouvoir sur l'armée et la police. Pour la Conférence de Genève la France est bien placée pour la convoquer le moment venu.

Le Duc Tho interroge : que seraient ces intentions discrètement annoncées ? MS répond en délayant : pas de parallélisme juridique, mais faciliter le retrait américain en créant les conditions d'un départ non humiliant. Le Duc Tho reprend : nous n'accepterons jamais de retrait mutuel. Schumann précise : je dis pas de parallélisme juridique, vous dites pas de retrait mutuel, c'est peut-être par la nuance entre ces deux expressions que passe le secret de la paix. Le Duc Tho sourit, mais sans vouloir approuver. Que pense-t-il ? Je me sens anxieux.

Le Duc Tho interroge encore : votre autorité provisoire, quelle différence avec notre Gouvernement provisoire de coalition ? Il répond, bien : la différence est que les deux Gouvernements subsistent, mais lui délèguent leurs pouvoirs. LDT enregistre, je crois avec intérêt.

A la fin LDT dit : il faut vietnamiser la paix, non la guerre. MS sourit, en me regardant et dit : permettez-moi de vous rappeler que nous avons employé l'expression depuis plusieurs mois.

Et, en effet, je crois bien que c'est moi qui l'ai inventée en septembre dans une note à la veille de mon voyage aux Etats-Unis. Depuis, l'expression a fait fortune.

Après le départ de LDT, MS, assez agité, me garde quelques minutes. Je lui dis que LDT n'était pas venu à Paris pour enfilez des perles bien évidemment. Mais peut-on penser que Kissinger va apporter quelque chose de nouveau ?

Nous nous demandons s'il faut lui communiquer cet entretien avec LDT. MS me demande d'en faire un compte-rendu pour Lucet, seul. Il lui enverra un télégramme d'accompagnement.

Je dis à MS qu'en fait cet entretien a renversé le scénario que j'avais imaginé. Je pensais que Pompidou ferait ces suggestions à Nixon et qu'ensuite, selon le résultat, nous parlerions à Hanoi. C'est le contraire qui s'est produit. MS me répond qu'il s'est demandé jusqu'où il devait aller, mais il pense que la venue de Kissinger modifiait les choses. Si nous pouvons faire quelque chose, c'est en lançant des idées. J'observe qu'évidemment Kissinger risque de nous dire que nous avons défloré sa conversation. Il me répond : non pas déflorer, mais explorer. Bref il va réfléchir sur ce que Lucet va dire et me demande mon compte-rendu pour le milieu de l'après-midi. Il est 11h30.

Je remonte. Cuvillier m'appelle. Il me précise que seul Alphand à l'étage politique est au courant. D'où je conclus que lui et Lemerle sont les deux autres informés. Je fais une remarque à propos de Beaumarchais. Il ne sait rien. Ce n'est guère commode pour moi. Puis Schumann m'appelle. Il me dit que l'Ambassadeur des Etats-Unis ne sait rien. Je lui demande si Alphand et Beaumarchais sont informés. Il me dit : non, mais j'informerai Alphand. D'où je conclus que Cuvillier a pris sur lui d'informer Alphand.

Je fais mon télégramme et vers six heures l'envoie à Beaumarchais en lui disant que le Ministre m'a demandé cela. Vers sept heures, on me prévient que le télégramme est parti. Ce matin, pendant qu'il y a Conseil des Ministres, je descends voir Cuvillier. Il me dit que le Ministre a envoyé, en même temps que mon compte-rendu, un télégramme d'accompagnement à Lucet le laissant juge de porter ce qu'il voudra à la connaissance de Kissinger. Lucet a aussitôt répondu en conseillant de ne rien dire, même pas le fait de l'entretien avec LDT. Il craint que Kissinger ne s'irrite des suggestions faites pas MS (qu'il trouve bien sûr trop audacieuses). MS est parti avec cette réponse en poche à l'Elysée. Il va réfléchir (et en parler à Pompidou). J'avais dit à Schumann que je trouvais quand même un peu fort que Kissinger ait l'air de convoquer Pompidou, il m'avait dit qu'en effet ce n'était pas pensable. Mais il semble qu'à l'Elysée la réaction soit différente. En tout cas, je suis le seul à connaître l'échange direct MS – Lucet. De plus en plus commode ! Cuvillier me dit que Beaumarchais a été informé.

Ledit Beaumarchais m'appelle. « J'ai quelque chose de très secret à vous dire. – Je sais, le Ministre m'a mis au courant hier. »

Il précise que le contact s'est fait par l'Attaché Militaire américain Walters. Je pense que ce sont les Vietnamiens qui ont fait savoir qu'ils avaient quelque chose à dire, mais ne voulaient le dire qu'à Kissinger. (Le Duc Tho a dit à MS : Habib n'est pas compétent) et que c'est la suite de son propre message à Mai Van Bo après le passage de Rogers : « Si vous avez quelque chose à dire. » Peut-être.

Puis je vais voir Gaucher à l'Elysée avec lequel j'avais pris rendez-vous depuis une semaine pour voir où en était l'humeur sur le Vietnam avant le départ pour Washington. Bonne apparemment. Les notes ont été lues, mais il ne peut dire où en est vraiment Pompidou. Bien orienté. Je rappelle mon souci : ne pas s'aligner sur les Américains, aider

à la reconstruction. Pompidou serait d'accord. Je demande s'il a l'intention de faire des suggestions : « Peut-être, mais cela dépend de ce qui peut se passer d'ici là. » Evidemment il sait, mais se demande si je sais. J'interroge, « vraiment ». « T'a-t-on parlé ? Alphan, Beaumarchais t'ont-ils mis au courant ? » « Non ». C'est de plus en plus idiot. Retour au Quai. Cuvillier me téléphone : vous êtes affranchi du côté de Gaucher. Finalement le Ministre a répondu à Lucet qu'il informe Kissinger de ce que LDT a dit, et non pas de ce que je lui ai dit.

Tout cela est de plus en plus simple.

Si c'est LDT qui a demandé à voir Kissinger, que peut-il avoir à lui dire ? Que Hanoi est prêt à négocier si Nixon renvoie son représentant ayant pleins pouvoirs ? Mais cela suffira-t-il à décider Nixon ? Car sur le fond, la position de Hanoi, telle que LDT l'a exposée, n'a pas bougé d'un iota et est inacceptable pour Washington, telle que Nixon a exposé la sienne. Il faut que quelqu'un bouge sur quelque chose. C'est fascinant.

22 février

Depuis quelque temps, nous savions par des interceptions que des contacts étaient pris entre Mai Van Bo et l'Attaché militaire américain, le Général Walters. J'ai fait vérifier : il y en a eu cinq depuis quelques semaines. Mais je ne puis dire s'il s'agit toujours de contacts suivis de rencontres. En tout cas, c'est Walters qui semble aller Rue Le Verrier chez Bo. Le dernier contact avait pour but d'organiser une rencontre le samedi 22. Walters serait accompagné cette fois : il s'agit de toute évidence de Kissinger.

A la suite des instructions de Schumann, Lucet a revu Kissinger. Il lui a fait part de l'entretien entre le Ministre et Le Duc Tho, mais ne lui a révélé que ce que Tho a exposé à Schumann. Il était normal dans ces conditions que Kissinger trouve cela assez dénué d'intérêt, car ce qui était intéressant, c'étaient précisément les suggestions de Schumann : annonce par les Etats-Unis de leur retrait global dans un délai déterminé sans « parallélisme juridique » ; constitution d'une autorité politique provisoire, et les réactions initiales de Le Duc Tho.

Je retiens que celui-ci a souligné que « cette fois nous n'entrerons pas dans les détails », ce qui peut laisser supposer qu'il souhaite avoir plus tard un nouvel entretien.

Donc Kissinger a dû voir Tho hier. Xuan Thuy était-il là ? Et Bo ? En tout cas, Ha Van Lau venait de partir pour Hanoi où précisément venait d'arriver Firioubine. Y a-t-il une tentative concertée américano-soviétique ? L'attitude russe est si étrange que je ne jurerais pas du contraire.

Mais au Quai nul ne sait, m'a dit Cuvillier, ou alors le Ministre seul, quels arrangements ont été pris pour que Kissinger voie Pompidou, soit hier, soit aujourd'hui. Même Beaumarchais ne sait pas, d'après lui, qu'un tel entretien a été demandé.

C'est hier, jour de la rencontre, que la Plaine des Jarres est tombée. Bien sûr, ce n'est pas Bidault entrant à la Conférence de Genève le jour de la chute de Diên Biên Phu. Mais je ne peux m'empêcher de penser que Hanoi a voulu marquer, ce jour-là précisément, sa force et sa détermination.

Si les Soviétiques se préparaient à une guerre avec la Chine, ils ne se conduiraient pas autrement : renforcement à tout prix de la sécurité européenne, conversation avec les Américains sur la limitation des armements stratégiques, resserrement des contrôles intérieurs, transfert de troupes en Asie, accroissement du soutien aux Arabes (?), lutte d'influence accrue sur Hanoi.

Manac'h dit que Pékin joue le Front par-dessus la tête de Hanoi-Moscou. Il n'a peut-être pas tort.

Cuvillier croit se souvenir que Kissinger a accepté de voir aussi le Front. Si c'est vrai, le fait est capital et tendrait à présumer que la demande vient de Kissinger. Ou alors il aurait fallu que Hanoi déclare accepter un contact secret à la condition que le Front y participe.

23 février

Ce matin en arrivant au bureau, l'on me dit que Mai Van Bo a demandé à me voir de toute urgence pour me faire une communication importante. Je le reçois à 10h30.

J'avoue que je ne m'attendais pas à ce qu'il me parle de la rencontre avec Kissinger.

Pourtant c'est bien de cela qu'il s'agit ! Il vient, me dit-il, informer le Gouvernement français qu'une rencontre a eu lieu samedi dernier 21 entre M. Kissinger et MM. Le Duc Tho, Xuan Thuy et lui-même. Je m'oblige à sursauter sur mon fauteuil (Pense-t-il qu'il m'apprend quelque chose ? Peut-être croit-il que seuls Pompidou et Schumann sont informés ?). Il précise : à la demande de Kissinger qui a fait savoir que le Gouvernement américain était prêt à aller plus loin. « C'est à cette condition que nous avons accepté. » Mais, poursuit Bo, nous avons constaté qu'en fait la position américaine n'a pas changé. Sur aucun point Kissinger n'a dit quelque chose de nouveau. Alors nous pensons que les Américains ont voulu faire un sondage, voir quelle était notre position. Kissinger nous dit : « Nixon (et moi) nous sommes au pouvoir pour 7 ans ; nous ne sommes donc pas pressés.

» Nous avons répondu « Nous non plus ». Si les Etats-Unis veulent finir la guerre, nous y sommes prêts. S'ils veulent la poursuivre, nous y sommes également prêts. En outre, nous constatons que Lodge n'est pas remplacé. Nous avons dit que, dans ces conditions, il serait difficile à Le Duc Tho et Xuan Thuy de rester indéfiniment. Cependant, il a été convenu que ce contact serait suivi d'un autre. Quand ? Rien n'a été fixé. Kissinger a dit qu'il était très occupé. Peut-être trois ou quatre semaines. C'est le seul fait nouveau. En passant, continue Bo, nous avons abordé le Laos et dit aux Américains qu'ils avaient ouvert un second front, en faisant une escalade militaire. Laird lie le Laos au Vietnam. Sur cette voie ils ne rencontreront que des échecs. Kissinger a éludé le sujet.

Je remercie, très sincèrement, de cette communication et promets de transmettre aussitôt et de garder le secret. Bo insiste en effet, dit que Kissinger a insisté sur la nécessité d'éviter toute fuite. Les autres ont rappelé qu'ils n'étaient pas responsables des précédentes, ce dont a convenu Kissinger.

En somme, dis-je, Kissinger a demandé à vous voir en annonçant du nouveau et vous n'en avez pas eu – Non ; sinon qu'on a décidé de se revoir.

Et en effet, c'est clair : la négociation secrète a commencé. Qui l'a sollicitée ? Bo, dit Kissinger. Est-ce vrai ? Hanoi avait-il donné un signe quelconque ? Et comme il est normal en pareil début, personne n'a bougé d'un pouce.

Bo dit que K. a fait l'éloge de la vietnamisation et que les Vietnamiens ont déclaré qu'il se faisait des illusions.

Je descends en vitesse avec Alphanth et Beaumarchais chez le Ministre où arrivent Lemerle et Cuvillier : les six qui ici savent. J'apprends à Schumann que Bo vient de me parler de l'entrevue. Il sursaute, car lui, il ne sait encore rien, ce qui signifie que si Pompidou a vu K., il n'en a rien dit à Schumann. Il prend des notes tandis que je fais mon récit, puis commente : « C'est inouï ! Il n'y a que des gens qui veulent se parler et qui n'ont rien de neuf à se dire : Russes et Chinois, Chinois et Américains, et maintenant "on top of all the rest", Américains et Vietnamiens. »

Je rappelle qu'aux Etats-Unis il y aura des micros partout et qu'en principe seuls Pompidou, Schumann et peut-être Gaucher sont censés être informés. Beaumarchais et moi insistons pour que Pompidou parle à Nixon de la nécessité de nommer un successeur à Lodge.

J'insiste aussi sur le Laos « deuxième front » que je trouve menaçant.

Ce soir je vais à la Fête de l'Armée Rouge, chez l'Attaché militaire russe dans l'espoir d'y rencontrer Oberemko. En effet. Il m'attaque tout de suite : la politique française sur le Vietnam a-t-elle oui ou non changé ? Pompidou dit : seulement la procédure nous sépare des Etats-Unis. Schumann dit : notre politique reste celle de Phnom Penh.

J'explique à fond : ne pas confondre réserve et neutralité ; prendre le mot procédure au sens large, etc. Il m'interroge sur notre interprétation de la position américaine.

Aucune allusion à la visite de K. bien sûr.

8 mars

Longue attente pendant le voyage Pompidou aux Etats-Unis. Aucun des rares télégrammes reçus ne parle du Vietnam. Le mot est à peine mentionné dans la presse. La seule indication de ton général est le passage du discours de Pompidou au Congrès, passage dont j'avais eu connaissance avant le départ. Une belle phrase : « La plus belle victoire sera celle que les Etats-Unis remporteront sur eux-mêmes », applaudie au Congrès. Une critique implicite sur la lenteur des conversations de Paris. Un compliment discret sur la volonté « de paix » (les deux mots ont été rajoutés à Washington) de Nixon de chercher un règlement. Mais rien de précis sur ce que Pompidou a pu dire à Nixon : a-t-il ou non pris l'initiative de lui soumettre des suggestions précises ? Certes, le voyage de Kissinger à Paris a modifié la perspective. Mais à mon avis rien n'empêche cependant Pompidou de tenir à Nixon les propos que Schumann a tenus à Le Duc Tho.

Retour de Washington dans la nuit du mardi au mercredi 4. Puis Conseil des Ministres. A sept heures du soir, Alphanth m'appelle et me dit que le Ministre désire me voir seul avec lui. Nous descendons, Cuvillier puis Lemerle nous rejoignent. Schumann a l'air fort satisfait. Il tire de son portefeuille quelques feuillets et dit : « Ce que j'ai à vous dire est tellement secret que je l'ai noté moi-même et mis dans mon portefeuille. » Il raconte alors ce que Kissinger lui a dit.

Deux faits : la prochaine entrevue « James Bond » aura lieu le 16. Un téléscripteur direct reliera la Maison Blanche à l'Elysée, en partie pour le Vietnam, dit Schumann. (Je ne vois pas bien le rapport. S'agit-il vraiment d'un moyen de communication spécial pour le Vietnam, ce qui implique alors une participation active de la France dans la négociation, ou simplement d'une forme de contact direct plus commode que le téléphone rouge, d'autant que Pompidou ne parle pas anglais ?).

Quant à la situation après la première entrevue, Kissinger la voit ainsi : il n'y a plus de préalables, ni sur le retrait, ni sur le Gouvernement de coalition. Le but des prochaines rencontres sera de déterminer l'ampleur des retraits compensés des forces américaines et

nord-vietnamiennes.

Optimisme tel et si fort en contradiction avec le récit fait par l'autre partie, dit Schumann, que, malgré les failles et les contradictions que j'ai pu noter dans ce dernier, l'on peut se demander si K. ne se fait pas des illusions.

J'interroge S : tout ceci est très intéressant, mais qu'a dit Pompidou à Nixon ? J'ai en vérité le sentiment que S. n'en sait pas grand chose. Car il m'explique qu'au beau milieu de l'entretien entre Pompidou et Nixon, celui-ci a pris un tour tellement secret que l'on a même fait sortir Andronikov, ne laissant sans doute comme interprète que le Général Walters. En conséquence le compte-rendu Pompidou-Nixon que S. a lu ne comporte rien d'intéressant sur le Vietnam.

Néanmoins, ajoute S., le Vietnam a joué un grand rôle, je dirais même un rôle décisif. En fait, Nixon non seulement a parfaitement admis notre position indépendante, mais nous en est extrêmement reconnaissant. Lorsqu'il a dit que l'on pourrait être amis et alliés, tout en ayant des positions différentes, c'est autant sinon plus au Vietnam qu'au Proche Orient qu'il pensait.

Autres précisions, si l'on peut dire : Rogers ne sait toujours rien (!) si bien que Pompidou a pu dire au Conseil des Ministres que s'il lui arrive de ne pas avoir dit quelque chose au Ministre des Affaires Etrangères, c'est par oubli, tandis que s'il arrive à Nixon de dire quelque chose à Rogers, c'est par erreur.

S. me demande d'essayer de voir Mai Van Bo et je comprends qu'il souhaiterait que je tâche de savoir où l'on en est du côté de Hanoi afin d'en informer Kissinger et Nixon avant le 16. Je vais essayer, mais Bo me dira-t-il quelque chose si je ne lui dis rien concernant ce que Pompidou a dit à Nixon ? Je demande à S. ce que je puis en dire. En vérité rien de très concret. Puis-je au moins dire que Pompidou a émis des doutes sur la vietnamisation ? Oui, cela c'est vrai. Qu'il a parlé d'une formule pour le retrait ? Non, cela ne serait pas honnête.

Je vois demain Jean-Bernard Raimond et vais tenter d'avoir quelque chose de plus précis.

10 mars

Déjeuner à l'Élysée pour Sihanouk.

Schumann me dit qu'il a demandé ce matin à Pompidou, comme je le lui avais demandé, ce que je puis dire aux Nord-Vietnamiens des entretiens Pompidou-Nixon.

Réponse. Nous avons l'impression que les Américains, qui ont commencé à effectuer de sérieux retraits, suivent avec la plus grande vigilance vos « infiltrations » et constatent leur diminution. Si celles-ci se poursuivent, nous pensons qu'ils sont prêts à accroître leurs propres retraits et à redonner de l'impulsion aux conversations de Paris.

Je demande ce que l'on peut dire exactement au sujet du principe du retrait mutuel : les Américains sont-ils prêts à l'abandonner ? Je doute que l'on puisse aller jusque là. S. me le confirme. Il faut demeurer prudent, mais il lui paraît assez clair que ce qui intéresse les Américains, c'est la diminution des infiltrations.

Dans tout cela, pas un mot sur la question politique.

S. me dit qu'il a lu le compte-rendu. Je lui demande si Pompidou a développé nos vues à Nixon. A franchement parler, me dit-il, comme Pompidou savait que la première entrevue avait eu lieu et qu'une seconde suivrait, il n'a pas beaucoup poussé la conversation.

S. me confirme que Pompidou a vu Kissinger la veille de son départ, après l'entrevue avec Le Duc Tho. La prochaine sera organisée non plus avec l'aide matérielle du Quai, mais directement à l'Élysée par Jobert : souci de renforcer le secret ? Sans doute. Mais comme P. ne peut pas voir K. à chaque fois, c'est S. qui devrait le voir. Pour l'instant, on n'a encore rien.

Mon sentiment profond est que P. est satisfait de constater que N. a repris les contacts et est décidé à poursuivre les retraits et qu'il n'a pas l'intention de rompre des lances sur le Vietnam avec les Etats-Unis.

11 mars

Entretien en tête-à-tête avec Sihanouk ce matin. Voix de tête quasi insupportable. Nous sommes seuls : pourquoi hurle-t-il comme dans un stade ? Pourtant dans la pièce ne cesse de tourner un personnage barbu : a-t-il peur que j'assassine son Prince ?

Sihanouk me parle de son article dans « Preuves » qui a tant surpris : quasi pro-américain.

Il ne paraît pas ému outre-mesure par les manifestations anti-vietnamiennes qui ont éclaté en province.

Il doit partir le lendemain par la route pour Prague, puis Moscou et Pékin.

Le personnage me laisse une impression bizarre : est-il sérieux ?

Il me donne en cadeau des disques de sa propre musique.

C'est le one-man show intégral.

Raimond me donne quelques indications sur la partie du compte-rendu Pompidou-Nixon

relative au Vietnam, mais comme me l'a dit S., celui-ci est tronqué. Nixon a défendu la vietnamisation, disant que c'était la seule voie ouverte, fait état de ses progrès, déclaré que Hanoi devrait comprendre que plus le temps passait, plus Saigon se renforcerait et deviendrait un adversaire difficile ; en conséquence c'était le moment le plus favorable pour traiter. Nixon a dit que le Général de Gaulle lui avait conseillé, l'an dernier, de se sortir de la guerre du Vietnam comme il s'était sorti lui-même de la guerre d'Algérie, mais que malheureusement cela ne lui était pas possible. Il a reconnu qu'il y avait des divergences de vues entre la France et les Etats-Unis et dit que le rôle de la France était important. D'une façon générale, il ne voyait pas d'objection, bien au contraire, à ce qu'au sein d'une alliance il y ait des points de vue différents. Pompidou a d'abord félicité Nixon en lui disant que, depuis son arrivée au pouvoir, l'atmosphère autour de la guerre du Vietnam avait considérablement changé. C'était bien pour cela qu'il pouvait maintenant se permettre d'aller plus loin.

12 mars

Mai Van Bo, qui a demandé à me voir, m'interroge sur le voyage Pompidou. Je lui dis le peu que je puis lui donner. C'est peu et j'en ai conscience. Néanmoins il prend note. Il me demande s'il y a eu des discussions sur les questions concrètes, fait allusion à celles évoquées par Schumann devant Le Duc Tho, interroge sur la question des élections. Je suis bien obligé de lui avouer que sur ce dernier point il n'y a pas eu de discussion à ma connaissance. Mais je souligne la phrase de S. sur les retraits, leur rapport avec la diminution des infiltrations et la possibilité d'une relance de la négociation. Bo déclare que la phrase de Pompidou au Congrès sur « la victoire à remporter sur soi » a été très bien accueillie à Hanoi et que son Gouvernement se félicite en général de l'attitude française. Je lui fais remarquer que désormais les doutes exprimés par Le Duc Tho doivent être levés. Il bafouille que l'interprète, au cours de la conversation avec S., avait mal traduit ce passage (tu parles !). Puis je demande s'il y a des nouvelles de la prochaine entrevue. Il répond négativement, ce qui m'étonne puisque K. a parlé à Pompidou du 16. Il faudrait encore des préparatifs. Et il ajoute une phrase très sceptique : « Nous ne sommes pas vraiment convaincus de la volonté de Nixon de régler le problème. » Je raconte cela à Schumann qui souligne à nouveau la divergence entre les deux versions.

13 mars

S. m'appelle. Il sort de chez Pompidou. Celui-ci confirme que l'entretien est pour le 16. Il doit le savoir puisque les circuits passent par lui maintenant, mais nous ne savons pas comment. J'ai le sentiment que c'est le Général Walters qui prévient directement l'Elysée. Donc un avion doit aller chercher K. le 16. J'apprendrai plus tard que K. vient par avion militaire US jusqu'à Avors. De là, un avion du GLAM va le chercher. S. en conclut que Mai Van Bo ne me dit pas la vérité. C'est bien possible, mais je n'en vois pas la raison, puisqu'il doit savoir que nous sommes informés, car cette rencontre ne peut avoir lieu en territoire français sans que nous le sachions. D'autre part, c'est lui qui dès le surlendemain de la première rencontre est venu m'en informer. Alors ? Quel intérêt a-t-il à montrer qu'il nous trompe ou qu'il est mal informé ? Il reste possible qu'entre le jeudi 12 au matin et le vendredi 13 après-midi la rencontre ait été organisée. C'est ce que je crois possible. Nous allons voir maintenant si K. racontera l'entretien à S., car il est peu vraisemblable qu'il voie Pompidou à chaque fois, si Bo viendra me donner sa version, et si les deux versions seront encore aussi divergentes. Laos : offensive politique du Pathet Lao, qui offre un dialogue direct entre les deux « Princes ». J'insiste pour qu'on y pousse. Le communiqué du Conseil des Ministres du 11 demeure, comme je le souhaite, équilibré entre la solution internationale et la solution interne. Mais je fais envoyer à Ross des instructions pour encourager Souvanna Phouma au dialogue avec le Pathet. Cambodge : difficultés entre Sihanouk et son gouvernement. Je l'accompagne au Bourget où il s'envole pour Moscou. Il me dit qu'il a évidemment des difficultés avec sa droite, avec les militaires et qu'il va demander à l'URSS et à la Chine d'exercer leur influence sur Hanoi et le Viet-Cong pour qu'ils diminuent la présence de leurs troupes au Cambodge. Zorine écoute d'un air de brochet. Sihanouk auquel je demande en aparté s'il est inquiet admet que ce n'est pas brillant et il ajoute en riant : « Il ne faudra pas que mes amis français s'étonnent si je prends des attitudes qui peuvent les surprendre. Je dois manœuvrer. »

20 mars

Complément aux entretiens Pompidou – Nixon.

N. dit à P. : « Je ne vous demande pas de vous occuper de ce problème du Vietnam qui est le nôtre. » On ne peut plus poliment le prier de se mêler de ses affaires.

En fin de compte, j'ai été déçu. Pompidou n'a pas fait sur le Vietnam l'offensive que j'espérais. Il n'a pas cherché à prendre une initiative, à proposer un plan français. Dans ses déclarations publiques, il a fait preuve d'une extrême réserve.

Crise cambodgienne. Intense agitation. Sentiment que tout s'écroule. Le Cambodge risque de basculer dans la guerre. Ross écrit justement : « Au moment où le Laos pouvait devenir un Cambodge, le Cambodge devient un Laos. » J'ajoute : « Le Cambodge devient le Laos, le Laos devient le Vietnam, le Vietnam devient la Chine, il n'y a que la Chine qui ne devienne pas la Russie. »

Coup de la CIA ? C'est si bête de croire que l'on va dresser le Cambodge contre le Viet-Cong, boucler la frontière avec le Vietnam, liquider les bases vietnamiennes au Cambodge et avoir un « bon gouvernement à Phnom Penh » que cela pourrait bien être en effet. En tout cas, nous n'avons jamais cru que Sihanouk soit d'accord avec les manifestations de Phnom Penh. Il y a bel et bien coup d'Etat.

Devant l'aggravation de la situation, le danger d'une escalade militaire américaine au Laos, le danger d'une bousculade du Cambodge, je suggère une vigoureuse démarche à Washington. Schumann puis Pompidou acceptent. Cela se fait mardi 17 sous forme d'une démarche de Lucet auprès de Kissinger et de la part de Pompidou pour Nixon. Lucet expose nos craintes, pose des questions que j'ai voulues aussi précises que possible sur le Laos : jusqu'où les Etats-Unis estiment-ils possible d'aller pour faciliter la rencontre de Souvanna Phouma et de l'émissaire du Pathet Lao ? La réponse de Kissinger est brutale : impossible d'arrêter les bombardements de la piste Hô Chi Minh même si Souvanna Phouma le demandait. Il rappelle que le candidat des Etats-Unis en 1962 était le Général Phoumi. Cela en dit long. Pour le Cambodge, Lucet est chargé de faire part de nos inquiétudes. Kissinger a l'air parfaitement tranquille.

Tout ceci avait été fait avant la destitution de Sihanouk, instructions envoyées le mardi. Destitution le mercredi.

Je propose des démarches à Pékin, Londres, Washington et une déclaration du Gouvernement français. Accord, mais Schuman veut attendre le Conseil des Ministres qui, cette semaine, n'a lieu que le jeudi.

Déclaration pour faire appel à tous. Maintien de la neutralité cambodgienne. Inquiétude devant l'extension du conflit.

Mais souci visible de Schumann de ne pas vouloir intervenir dans les affaires intérieures du Cambodge.

Situation délicate. Sihanouk est « notre » symbole. Avec lui, tout s'écroule. Tout l'édifice de 54 disparaît. L'Indochine tout entière est emportée. Il ne reste plus rien.

Faut-il dire publiquement leur fait aux Américains ?

Lipkowski, ce soir, m'appelle. Il a déjeuné avec Couve qui trouve la réaction trop molle. Il fallait « déplorer » ce qui se passe à Phnom Penh. Faut-il déclarer illégitime le nouveau Gouvernement de Lon Nol ? Je rejette, Beaumarchais m'appuie : ce serait aller trop loin. Rappeler notre Ambassadeur en consultations ? Pourquoi pas ? Je suggère une déclaration lundi par le porte-parole du Quai d'Orsay : « Le Gouvernement déplore profondément – rappel du discours de Phnom Penh de 66, phrase de Gaulle sur la neutralité du Cambodge. Le Gouvernement français, plus que jamais, est convaincu que c'est la seule politique possible. » Schumann acceptera-t-il ? Et Pompidou, qui est à Cajar ?

Je dis à Lipkowski que la seule façon de rendre crédible notre politique, c'est d'accepter de nous distancer publiquement des Américains. Ne peut-on imaginer une déclaration plus explicite que les trois phrases prononcées devant le Congrès à Washington ? Condamner la vietnamisation ? Rappeler notre solution algérienne ? Offrir un plan ? Je rappelle que Pompidou finalement n'a fait aucune suggestion à Nixon.

Mai Van Bo ce matin, assez désagréable, veut me mettre au pied du mur. La France soutient-elle le point de vue du Pathet Lao selon lequel l'arrêt des bombardements est un préalable à la rencontre entre Laotiens ? La France considère-t-elle que Sihanouk doit être soutenu ?

J'ai eu beaucoup de mal à lui arracher des renseignements sur la deuxième rencontre. Il avoue difficilement qu'elle a eu lieu, mais prétend aussitôt qu'elle n'a rien donné. Il me faut poser des tas de questions. A-t-on parlé du retrait ? Oui. Les Américains ont-ils toujours employé le mot de retrait mutuel ? Non, pas le mot, mais la chose demeure ; ils demandent toujours une contre-partie. N'ont-ils pas proposé un calendrier de retrait ? Si, mais c'est pire qu'avant : 16 mois, au lieu de 12 ou même 10. Et les questions politiques ? Ont-ils parlé des élections, d'une Commission ? Non. Rien. On a parlé du Laos, sans effet. Les Vietnamiens ont continué à parler d'une solution globale, politique et militaire.

« Je vous dis franchement : nous ne croyons pas à la sincérité américaine. Il ne s'agit que de sondages, pas d'une négociation. »

Bo a demandé à voir Beaumarchais demain.

Cet homme-là n'est pas franc. Cela m'agace. Je préfère Ha Van Lau.
On parle de divergences entre Le Duc Tho et Le Duan, entre Tho et Xuan Thuy.
Divergences sur la tactique. Le Duan serait plus souple.
Idée d'envoyer quelqu'un à Hanoi. Qui ? Couve ? Mais il ira en Chine en septembre.
Sainteny ?

Nixon a peut-être accepté de ne pas gagner la guerre, mais il n'est pas encore résigné à ne pas gagner la paix. Tant qu'il voudra gagner, la paix sera impossible.
Hanoi veut l'échec de la vietnamisation. Pour cela, il faut retenir les Etats-Unis, les empêcher de s'en aller, au besoin en étendant la guerre. Le paradoxe : Hanoi veut que les Américains restent et qu'ils ne partent que sur la base d'un accord, accord que Nixon appelle capitulation.

25 mars

Pendant le week-end, vives discussions entre Schumann, Lipkowski et Beaumarchais, à propos du texte de déclaration que j'avais préparé pour lundi 23. Pourtant assez anodin : j'avais seulement dit que nous déplorions profondément la situation et rappelé le discours de Phnom Penh.

Je pense que si de Gaulle avait été là, il aurait lancé l'anathème contre les gens de Phnom Penh et assuré Sihanouk de son indéfectible amitié. L'aurait-il soutenu ? Je ne sais. Mais que se serait-il passé si Sihanouk n'en avait pas moins basculé dans le camp chinois et si Lon Nol, pour nous punir, avait rompu avec la France ? Beau tollé. Succès américain. La France évincée du Cambodge, alliée au camp communiste, coincée avec un Sihanouk prisonnier de Pékin. Ou bien aurions-nous été jusqu'à accueillir un gouvernement Sihanouk en exil ? Certes on peut nous dire que si nous avions soutenu Sihanouk publiquement quand il a été destitué, c'est-à-dire le jour où il quittait Moscou pour Pékin, il ne serait pas tombé dans le camp chinois. Mais est-ce sûr ?
Je persiste à penser, comme je l'ai dit à Mai Van Bo vendredi, que ce que nous soutenons, c'est la politique de Sihanouk, du moins celle qu'il menait jusqu'à la semaine dernière.

Ce matin Schumann m'a dit : « Je me félicite de ne pas avoir personnalisé l'affaire. » Cela étant, il ne suffit pas de s'inquiéter. Tout mon effort a porté sur le maintien du Cambodge dans le calme : éviter le choc avec les Vietnamiens, recommander aux Américains de se tenir tranquilles, demander à Dauge de voir Lon Nol, si possible à titre privé, pour lui conseiller prudence. Pas de rupture avec Hanoi. La même démarche à Hanoi ce soir. Instructions à Seydoux : dire aux Russes que nous voulons nous concerter avec eux car je les soupçonne de ne pas vouloir laisser le champ libre aux Chinois. Instructions à Manac'h de garder le contact avec Sihanouk. Dimanche nous lui avons offert l'hospitalité en France. Depuis, il a brûlé ses vaisseaux. Mais je ne désespère pas. Veut-il vraiment s'installer à Pékin ? Et comment va-t-il vivre ? Aux crochets des communistes ? Schumann lui a fait dire que nous « faciliterions son installation ». Pas de réponse. Manac'h n'a pas transmis le message directement à Sihanouk, mais à Penn Nouth. Pourquoi ? Je lui ai fait demander de tenter d'obtenir une réponse directe. Toute cette activité peut-elle donner quelque chose ? Empêcher un nouveau glissement ? Empêcher la cassure du Cambodge en deux ? Hanoi veut-il vraiment étendre le conflit ? Je le crains. Bloqué au Vietnam Sud, il réagit au Laos et exploite la situation au Cambodge. Battu par le coup d'Etat, il prend sa revanche avec Sihanouk. Amertume profonde. Il ne reste plus rien de notre politique. Entre les Américains et les communistes, c'est le vide. Les généraux de droite gouvernent à Saigon, Phnom Penh, Bangkok et sans doute demain à Vientiane. En face, des « Princes Rouges », alliés à des communistes. Les vrais nationalistes, où qu'ils se trouvent, sont débordés.
Nixon a commis une lourde erreur. Il a manqué la paix en mai 1969. Habib, lui, en est convenu. Mais il ajoute : parce qu'Hanoi a refusé de parler avec Saigon. Je réponds : ou parce que Washington a refusé de changer Thieu. Je ne sais qui était le plus raisonnable ou non. Mais je sais que nous avons en juin, et dans un moment difficile où il n'y avait qu'un Gouvernement intérimaire, adjuré Washington de renverser la scène politique à Saigon. Tout cela, on l'ignore. Et à Hanoi surtout.

26 mars

Instructions de préparer une déclaration du Président de la République pour le prochain conseil.

Le Ministre verra sans doute Le Duc Tho mardi, mais ne veut pas demander de rendez-vous auparavant. J'ai suggéré d'attendre les résultats de la démarche de Servoise auprès du Ministre des Affaires Etrangères de la RDVN.

Toujours rien de Manac'h. Il n'a pas revu Sihanouk : pourquoi ? Il n'a, semble-t-il, pas vu Pham Van Dong. Pourquoi ?

Prudence des Soviétiques. Et même des Chinois et des Nord-Vietnamiens. La rupture

entre les capitales communistes et Phnom Penh n'est pas entièrement consommée. Pourtant Hanoi rappelle son personnel diplomatique.

Manac'h n'a pu voir Sihanouk, chambré par les Chinois. Mais il a renouvelé à Penn Nouth le message de Schumann : on serait content de voir le Prince à Paris. Mais Manac'h, qui a d'ailleurs parlé d'invitation, est sceptique. Sihanouk est engagé dans la Résistance, comme de Gaulle. (Il s'est toujours pris pour le Général.) Il a partie liée avec Pékin et Hanoi, avec les « révolutionnaires ». Pour lui, nous ne sommes plus que des bourgeois de bonne volonté. Cela dit, la petite Princesse Monique ne doit pas avoir très envie de prendre le maquis, ni même de goûter de la tunique chinoise.

Premiers contacts discrets avec les Cambodgiens. Ils sont prudents mais brûlent d'envie de chasser le Viet-Cong. C'est là le danger. Ayant destitué Sihanouk sous le prétexte qu'il ne le chassait pas, ils se doivent de le faire. Sinon ? Et s'ils l'entreprennent par la force, l'on court au conflit. Nous essayons de les maintenir.

La neutralité cambodgienne qui était une réalité devient une fiction, la neutralité laotienne qui n'était qu'une fiction cesse : voilà l'engrenage possible.

La crise marque la rentrée de la Chine, à travers Sihanouk.

Tout est marqué par la rivalité sino-soviétique. On aurait pu penser qu'elle cesserait devant l'occasion offerte d'une action commune. Non. L'Ambassadeur soviétique à Hanoi parle à Servoise de la façon la plus méfiante à l'égard des intentions belliqueuses des Chinois. Modération soviétique.

Mardi de Pâques – 31 mars

Longue conversation hier soir avec Schumann dans un tête-à-tête pascal. Nous passons en revue toutes les hypothèses pour déboucher sur la conclusion que nous devons proposer une Conférence générale sur l'Indochine. Les chances de succès sont extrêmement faibles, mais qui d'autre que la France peut, dans ces circonstances, tenter l'impossible ? Je prépare un projet de déclaration. Il s'agit de transformer l'Indochine en zone de neutralité, donc de paix et de progrès, par une « négociation à laquelle participeraient toutes les parties intéressées. » Le pari est énorme, mais quoi d'autre ? Il y a deux mois, quand Pompidou allait à Washington, je concluais que le moment n'était pas venu et qu'il fallait faire pression sur Nixon pour qu'il débloque la négociation sur le Vietnam. Pompidou n'a rien fait et Nixon ne veut rien faire. Maintenant l'incendie a pris dans toute la maison. Si j'étais Nixon, je ne serais pas fier. Mais se rend-il compte qu'il a perdu un an et qu'il se retrouve plus engagé que jamais ? Le renard, dit Hanoi, avait deux pattes prises, il va en avoir une troisième.

1er avril

Schumann m'appelle à la sortie du Conseil des Ministres. Longue discussion. « Nous sommes allés jusqu'au bout de nos arrière-pensées. » Accord finalement sur mon texte, légèrement remanié. Quelques critiques venant de Ministres plutôt préoccupés de ne pas déplaire aux Américains.

Il me demande maintenant de préparer un projet d'instructions pour demander à nos Ambassadeurs d'expliquer notre proposition.

Travail tard cette nuit.

Anxiété. Avons-nous eu raison ? Comme toujours, quand on agit, scrupules.

Au fond de moi, je pense que le geste répond à une exigence morale. Mais je ne lui accorde pas grande suite, du moins dans l'immédiat.

Déclaration gouvernementale au sujet de la situation en Indochine

« Le Gouvernement français note que les derniers événements survenus au Laos et au Cambodge ont considérablement aggravé la situation en Indochine et, comme il en avait exprimé la crainte dès le 19 mars, contribué à étendre le conflit vietnamien à l'ensemble de la péninsule. Tout espoir de voir le Cambodge maintenir le statut de neutralité que lui avaient donné les Accords de Genève en 1954 et qu'il avait réussi à préserver, comme tout espoir de voir le Laos retrouver, sur la base des Accords de 1962, la paix et l'unité nationale dans la neutralité, ne sont certes pas perdus. De même l'espoir subsiste que le conflit vietnamien puisse s'achever par un règlement négocié qui garantisse l'existence d'un Sud-Vietnam réellement indépendant et neutre. La réussite de cette politique implique la cessation de toutes les interventions étrangères et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun. Le Gouvernement français est convaincu que l'extension d'une guerre qui tend à devenir indivisible ne peut être évitée que par la négociation entre toutes les parties intéressées en vue de rechercher et de garantir les bases d'une paix elle-même indivisible. Seule, une telle négociation permettrait de parvenir à une entente générale pour l'établissement en Indochine d'une zone de neutralité et de paix. Le Gouvernement français est disposé, quant à lui, à

apporter sa contribution active à cette entreprise. »

2 avril

Premières réactions américaines. Lucet télégraphie que Rogers est impatient d'avoir des éclaircissements, d'autant qu'il dépose devant le Sénat le jour même. Grande satisfaction des libéraux : Mansfield, Fulbright.

Ne serait-ce que d'avoir réveillé le front de la paix et, implicitement, condamné la voie de la « vietnamisation », Hanoi devrait nous être reconnaissant.

Instructions : nous proposons une négociation, pas nécessairement une Conférence.

Souligner le lien entre les trois crises, la difficulté de les résoudre séparément, explorer la possibilité d'une négociation plus large.

A mon avis, il ne faut pas tuer l'actuelle Conférence de Paris. Dans un premier temps, on pourrait suggérer des consultations entre ses membres et les autres parties intéressées.

La Conférence émettrait le vœu d'entendre d'autres points de vue liés au problème. On en viendrait ainsi à élargir le débat, sans créer nécessairement une nouvelle Conférence. Ce qu'il faut, c'est créer un mouvement, entretenir la flamme de la négociation, si faible soit-elle. Ramener l'attention sur une solution négociée.

Instructions : à la base, le concept de la négociation. Pas de recherche de victoire militaire, ni de position de force.

Quelques-uns de nos atouts : n'avoir pris aucun contact préalable, n'être sûr de rien ; proposer d'inviter toutes les parties, y compris tous les Fronts révolutionnaires, Sihanouk, GRP, Pathet Lao ; accepter de reconnaître les « réalités ». Il n'y a que la France pour pouvoir proposer cela. Mais bien sûr, la bonne foi ne suffit pas.

Demain Schumann voit Le Duc Tho.

3 avril

Entretien avec Le Duc Tho, très long, une heure et demie. L'essentiel consiste, de sa part, en un acte d'accusation contre la politique française : rapprochement avec les Etats-Unis, écart progressif par rapport au discours de Phnom Penh, abandon de Sihanouk, soutien de fait à Lon Nol. Schumann proteste vivement, mais je sens bien que l'autre n'en démord pas.

Dès lors que Le Duc Tho a choisi cette position, qu'espérer ? « Nous étudierons. » Oui, nous sommes pour une zone de neutralité. Mais pas de neutralité à l'américaine.

Ce n'est pas un refus. Mais nous répondra-t-on ?

L'après-midi, appel téléphonique de Rogers à Schumann. Il n'y a pas eu de mécontentement à Washington. On trouve normal de ne pas avoir été consulté à l'avance.

Notre idée est à l'étude. Mais que pense Hanoi ? Avons-nous eu un contact ? Schumann dit qu'il a vu quelqu'un, mais ne s'avance pas au-delà.

En fait, Washington se demande quelles assurances nous avons du côté de Hanoi pour avoir lancé pareille idée.

Témérité ?

7 avril

Réactions de Moscou, plus positives, mais très prudentes. Impression que les Soviétiques sont impuissants. Si Hanoi et Pékin refusent, ils n'y peuvent rien changer.

Tout ceci confirme amèrement que, comme nous n'avons cessé de le dire, sans la Chine rien n'est possible, mais la Chine ne veut rien.

Manac'h a reçu un accueil froid, mais il faut attendre.

Sihanouk refuse tout compromis, ne siègera pas avec Lon Nol. Son « conseiller » Penn Nouth va jusqu'à déclarer que la neutralisation est une entrave à la socialisation de l'Indochine. Voilà où l'on en est !

Sihanouk fait appel pour le rejoindre aux maoïstes, aux pires extrémistes. Il est entièrement chambré par Pékin.

Schumann s'interroge sur l'utilité d'une mission à Hanoi. Il n'a guère envie d'envoyer Sainteny, songe à moi. Mais que pourrais-je apporter à Hanoi ? Il faudrait que le Gouvernement me permette de parler net sur certains points fondamentaux. Nous prenons cette initiative au moment où nos rapports avec l'ensemble du monde communiste ne sont plus ce qu'ils étaient il y a encore 18 mois. Pompidou est allé aux Etats-Unis et il n'a exercé aucune pression sur Nixon. Notre « force de frappe » a perdu de sa crédibilité.

Peut-être suis-je trop pessimiste, peut-être Hanoi préférera une négociation élargie à des développements incertains. Mais j'en doute : les perspectives ouvertes au Laos et au Cambodge sont malgré tout séduisantes.

La seule chose que nous demandent les communistes, c'est de continuer à dire, comme de Gaulle, que la source de tous les maux, c'est l'intervention américaine, de condamner les Etats-Unis et de leur dire de s'en aller. La neutralité, cela viendra après.

8 avril

Entretien très négatif de Servoise à Hanoi.

Détérioration militaire au Cambodge.

Les Américains vont-ils être obligés d'y intervenir ? Mais n'est-ce pas ce que souhaitent les Chinois ?

9 avril

Ma note de lundi sur la nécessité de redresser la situation avec Hanoi et de tenter de dissiper les malentendus produit ses effets. J'avais dénoté six ou sept causes de détérioration : le refus d'autoriser la manifestation publique contre le Vietnam (« moratoire ») du 5 novembre, d'où l'importance de notre attitude sur la manifestation projetée le 10 mai à Reuilly par le Mouvement de la Paix ; notre refus de condamner publiquement, comme autrefois de Gaulle, l'agression américaine ; l'ambiguïté de la déclaration du 1er avril sur la question de la cessation de « toutes les interventions étrangères » et sur celle de la réunification ; notre « rapprochement » avec Saigon ; notre lenteur à répondre sur le projet d'aide à la reconstruction (centrale thermique), enfin notre attitude dans l'affaire Sihanouk.

Le papier a produit ses effets. Des précisions sont fournies à Hanoi sur le sens de notre déclaration, et demain, saisissant l'occasion d'une réponse au Parlement, Lipkowski réaffirmera notre fidélité au discours de Phnom Penh. La question de l'aide est refusée vigoureusement.

Conseil à Lon Nol : ne proclamez pas la République, ne provoquez pas le Viet-Cong. Mais faut-il lui donner de l'aide militaire ? Camions, munitions, équipements radio ? Je suis franchement très embarrassé.

On annonce le retour demain de Le Duc Tho à Hanoi. Etrange remue-ménage. Est-il rappelé ? A cause de notre affaire ? Si oui, cela veut dire qu'il y a des discussions. Pas mauvais.

Silence de Pékin, de Moscou. Se consultent-ils ? Se disputent-ils ? Tout ceci sur un fond de crise intérieure au Kremlin. Assez fascinant.

Soutien asiatique à notre affaire : Inde, Singapour, Indonésie. Mais réserve japonaise : nous n'avons pas invité Tokyo.

15 avril

Faut-il tenir la réponse de Hanoi pour négative ? Certes. Mais totalement et définitivement ? Peut-être pas.

Le Duc Tho a été sévère, mais pourquoi ? Parce que Hanoi veut nous empêcher de « soutenir » Lon Nol ? Mais nous n'en avons aucune intention. C'est le prétexte commode. Je pense plutôt que Hanoi craint que nous lui volions sa Conférence avec les Américains et que nous ne cherchions à le frustrer en noyant toute l'affaire dans un marécage genevois où s'exerceront sur lui des pressions multiples, y compris de la part de Moscou et peut-être de Pékin.

Le départ de Le Duc Tho s'adresse aussi à Nixon : rien n'est venu, les entretiens avec Kissinger n'ont rien donné ? Ou bien au contraire, ont-ils reçu des propositions si sérieuses qu'il faut en discuter ?

Curieux bruits sur des tractations autour d'un Gouvernement de rechange : Le Van Hoach ? Est-ce sérieux ?

Notre crise avec Hanoi c'est tout le problème de la « continuité gaulliste ». Hanoi prend acte de nos assurances, mais nous attend aux actes et a trouvé commode de nous « éprouver » sur l'affaire du Cambodge.

Pressions américaines pour que nous poursuivions notre aide militaire à Phnom Penh. Ridicule : en tout état de cause, c'est insuffisant.

Maurice Schumann ne veut pas suspendre nos livraisons. Souci d'éviter une crise avec les Etats-Unis. Peut-on maintenir longtemps l'ambiguïté ? C'est mauvais. Risque de perdre sur les deux tableaux.

Lon Nol se dit prêt à accepter l'aide de n'importe qui. Mais qui va répondre ? Les Etats-Unis ? Ou quelqu'un va-t-il se jeter à l'eau ? La Thaïlande, le Sud-Vietnam ? L'Australie ? C'est l'engrenage : ne pas y mettre notre doigt. Essayer de sauver l'avenir, en sacrifiant une partie du présent. Jouer l'Indochine socialiste ? Pourquoi pas ?

Il y a une Europe socialiste. Il y aura une Asie socialiste. Et une Afrique aussi. Pourquoi nous épuiser en nous jetant au travers ? Est-ce un drame profond ? Et Cuba ?

25 avril

Depuis le début de la crise cambodgienne, notre diplomatie est soumise à des chocs

sérieux. Deux lignes s'affrontent : celle de Manac'h qui, de Pékin, plaide pour la continuité de la politique gaulliste, recommande que nous prenions nos distances vis-à-vis de Lon Nol, quitte à subir des difficultés sérieuses dans l'immédiat et continue de jouer les communistes vainqueurs à terme ; celle de Dauge qui, de Phnom Penh, plaide pour que nous ne rompions pas avec Lon Nol, fait valoir nos intérêts au Cambodge et rappelle que notre politique est de soutenir la neutralité du Royaume, actuellement agressé par le Viet-Cong.

La ligne de Dauge a été rejetée, mais celle de Manac'h n'est pas entièrement acceptée. Sur un télégramme de Pékin, Schumann a écrit : « L'acharnement de nos Ambassadeurs à demander l'impossible est vraiment étrange. Ils pleurnichent », et cela continuait par : « Ils savent bien pourtant que notre politique est de ne pas prendre position. »

En fait, Schumann n'a pas instinctivement la politique du Général sur l'Indochine. « Je demeure foncièrement anticommuniste », a-t-il dit à Beaumarchais qui a commenté : « Ce n'est pas la politique française. » C'est par raison et par fidélité (forcée à mon avis) que Schumann se rallie à la politique gaulliste.

Dès lors tout devient compliqué et risque de paraître ambigu. Pékin et Hanoi exercent surtout une pression terrible pour que nous lâchions Lon Nol, ce qui complique les choses dans la mesure où nous avons l'air de céder aux communistes.

Chaque jour m'apporte son lot d'épreuves. Jeudi arrive une délégation cambodgienne.

L'Ambassadeur, un brave type, vient me voir pour me demander audience pour elle.

J'obtiens de Schumann que nous ne la recevions pas. L'Ambassadeur très digne encaisse.

Mais je suis obligé de me réfugier derrière les massacres de Vietnamiens pour justifier notre attitude. Sinon que dire à cet homme qui vient plaider pour son pays victime du Viet-Cong et rappeler l'amitié, l'appui de la France au Cambodge et à sa neutralité ? Lui dire que Lon Nol et sa bande ont fait une sottise ? Bien sûr. Mais cela justifie-t-il notre refus d'aider ce pays ? Non. Est-il attaqué ? Oui. Et pourtant je sais bien qu'en tout état de cause, massacres ou pas, il faut refuser d'envoyer des armes. Mais c'est dur. Nous sommes bien contents de trouver ces cadavres vietnamiens pour justifier cette dérobade. Pour obtenir de Schumann une suspension des fournitures d'armes et de munitions, cela n'a pas été simple non plus.

Quant à Pompidou, il fait dire qu'il souhaite maintenir notre politique, qu'il constate des glissements tant en Indochine qu'au Proche-Orient. Il a lu ma note sur le redressement de la situation vis-à-vis de Hanoi et ses gestes témoignent de son accord. Il a dit à Ballanger que Hanoi aurait sa centrale thermique. Il a accordé l'autorisation pour la manifestation sur le Vietnam du 10 mai. Il a accepté de lever l'interdit sur deux revues chinoises que Marcellin prohibait. Mais jusqu'où veut-il aller dans la réédition du discours de Phnom Penh ?

Schuman prononce mardi un discours au Parlement. Il m'avait demandé un projet. J'y avais fait figurer deux passages essentiels : l'un rappelant le discours de Phnom Penh, y compris le fameux passage sur le rapatriement des troupes américaines dans un délai convenable et déterminé, et un éloge de Sihanouk, cet ami de la France. De son côté, il avait préparé un texte où il n'y avait rien de semblable. Mercredi, il m'appelle : « Je suis prêt à reprendre toutes les idées de votre texte, mais vous allez trop loin. Je n'ai pas besoin de reprendre le texte de Phnom Penh. Il suffit de dire dans l'esprit et la lettre. Je parlerai de Sihanouk, mais surtout de sa politique, et c'est le plus bel éloge que je puisse faire de lui. Vous savez, il y a un réveil de la vie politique et parlementaire en France. »

Je note aussi ce point particulier. Faisant mon mea culpa, je lui dis que la phrase sur la création d'un Sud-Vietnam véritablement indépendant et neutre dans la déclaration du 1er avril pouvait donner à penser que nous ne nous placions plus dans la perspective de la réunification, en conséquence qu'il fallait ne parler que des Accords de Genève. Il dit : « C'est pourtant bien ce que nous voulons, mais je suis d'accord, nous ne pouvons pas le dire. »

Et il ajoute : « Je vais vous dire plus. Il y a pour moi une considération morale : nous ne pouvons tout de même pas avoir l'air de courir après Pékin et Hanoi. »

Il s'agit donc bien d'un des épisodes les plus importants de la guerre de succession gaulliste. Pompidou comme Schumann dérivent naturellement vers les Etats-Unis, mais Pompidou a des sursauts plus violents que Schumann, car il est moins sentimental et ne se pose pas le problème du communisme comme Schumann.

Pour moi, je maintiens que la déclaration du 1er avril a été une audace. Couve dit : un coup d'épée dans l'eau, Manac'h une erreur. Celui-ci a raison s'il s'agit de « real politik » avec la Chine, mais je ne crois pas à une « real politik » avec la Chine ; cela pourra venir plus tard, mais la France ne fait pas le poids et les Chinois nous utilisent. Couve a raison aussi : cela n'a rien donné et ne pouvait rien donner.

Pour ma part, j'éprouve la satisfaction d'avoir un peu rompu avec le charme gaulliste.

Nous avons, c'est vrai, légèrement infléchi notre position. Nous parlons désormais d'interventions étrangères et nous insistons sur la neutralité de toute l'Indochine. En fait tous les Asiatiques non-communistes sont avec nous, mais dans le petit univers parisien,

on s'en fout. Tout ce qui nous intéresse, c'est d'avoir une certaine position entre Washington, Moscou et Pékin. Mais d'avoir une politique asiatique, cela n'intéresse personne. Moi je constate qu'en fait à New Delhi, à Djakarta, à Canberra, même à Tokyo, les gens sont d'accord avec nous. C'est une bonne chose parfois de pouvoir obtenir l'approbation des petites et moyennes puissances.

Car si je pouvais définir une politique asiatique pour la France, je dirais qu'elle ne doit pas être, comme le Général de Gaulle l'avait faite, une politique de grande puissance. Nous n'en avons pas les moyens. Tout ce que nous pouvons, c'est chercher à exprimer certaines aspirations des peuples asiatiques. Et pour ma part, je crois que l'ensemble de l'Asie a peur de la Chine et que le Sud-Est asiatique, notamment le Laos, le Cambodge et la Thaïlande ont peur du communisme vietnamien. Je ne dis pas qu'il faille, pour autant, suivre la politique des Etats-Unis. Bien loin de là. Mais je ne pense pas indispensable de toujours nous aligner sur Pékin et Hanoi, surtout quand Hanoi suit Pékin et non plus Moscou.

30 avril

Le 26, Mai Van Bo a vu Beaumarchais. Il lui a révélé qu'une troisième entrevue avait eu lieu, au début d'avril, entre Kissinger et Le Duc Tho. Mais une fois de plus, « il n'y avait rien eu de nouveau », ni sur le retrait, ni sur les élections, ni sur le changement de Gouvernement à Saigon.

Au Quai, nous n'en avons rien su. Donc Pompidou l'a gardé pour lui. Maurice Schumann est furieux. Mais il avait commis un impair qui avait irrité Pompidou. Il avait fait dire à Kissinger par Lucet que la prochaine fois il serait disposé à le recevoir dans son appartement privé. Lucet avait répondu mais envoyé copie à son fils Jean-Louis qui est à l'Elysée. Pompidou avait annoté furieusement à l'intention de Maurice Schumann. En signifiant qu'il était normal qu'un contact s'établisse directement entre les deux Présidents. Du coup, nous n'avons rien su et il est possible que, sur le fond des choses, Pompidou en sache plus que nous. Est-ce ce qui explique sa relative réserve ?

Pourtant il a fait dire que sur l'affaire d'Indochine comme sur le Proche-Orient « il fallait se durcir. » Il trouve que nos positions s'infléchissent. Pourtant quand il était à Washington, qu'a-t-il dit à Nixon sur le Vietnam ?

Notre position sur le Cambodge devient de plus en plus difficile. Les Français de Phnom Penh hurlent à l'abandon des intérêts français et veulent qu'on soutienne Lon Nol.

Atmosphère de sous-préfecture. Les planteurs de la rive gauche du Mékong sont plus prudents, car ils sont déjà occupés par le Viet-Cong.

Nous nions qu'il y ait agression Viet-Cong, car nous considérons qu'elle est la conséquence du coup d'Etat. Quant à la présence Viet-Cong antérieure au coup d'Etat, elle découle de l'intervention américaine au Vietnam.

J'ai fait remarquer ce matin que nous devrions condamner la présence de pilotes soviétiques en Egypte. Deux poids, deux mesures : il viendra un moment où l'opinion ne nous suivra plus.

Nos relations se détériorent avec tout le monde : c'est normal, puisque nous parlons le langage de la neutralité et des accords de Genève. Plus la situation se tend, plus les camps s'affrontent, plus la neutralité disparaît. Pourra-t-on y revenir ?

Pékin ne dit mot de la négociation. C'est à Canton sous l'œil paternel et ravi de Chou En Lai qu'a eu lieu la conférence indochinoise. L'URSS était absente : voilà surtout ce qui réjouit les Chinois.

Ce matin, téléphone de Chau Seng, l'envoyé de Sihanouk. Arrivé tout droit de Pékin et de Canton. Convenus qu'il prendra contact avec moi. Mais dès le premier mot, il a dit sur un ton d'ailleurs jovial et méridional, que Paris devient un « centre de subversion » contre Sihanouk. C'est bien la peine d'en avoir fait tant pour Sihanouk ! Au risque de dresser contre nous une bonne partie de l'opinion.

J'ai dit que nous devons nous attendre à une crise dans nos rapports avec Lon Nol.

En intervenant au Cambodge, Nixon rend impossible toute action de modération sur Hanoi. La Chine va déverser des tombereaux d'armes sur le Cambodge. Ira-t-elle plus loin ?

L'offensive Saigon-Washington se poursuivant, peut-elle laisser mettre en danger ses amis indochinois, après avoir si publiquement apporté son appui au mouvement de lutte ?

Bref, va-t-on vers une « grande guerre » en Asie ? Nixon pourrait-il reprendre les bombardements sur le Nord ?

J'ai dit hier à Schumann : notre objectif, c'est la neutralité, mais notre méthode, notre attitude, ce n'est pas la neutralité. Nous ne devons pas distribuer également le blâme et l'éloge. Cela n'a jamais été notre position.

Mais je reconnais qu'il est très difficile de tenir cette ligne politique sans porter atteinte à nos intérêts, sans déclencher une crise sérieuse avec les gens de Phnom Penh. Encore ceci pourrait-il être négligé si notre désapprobation ne signifiait pas appui à l'autre camp. Or qu'est-ce que l'autre camp ? Sihanouk jurant par le nom de Mao ! Même en faisant la

part de la tactique, de l'exaspération, de la frustration, il est difficile d'aller avec lui jusqu'au bout du chemin. Il faut essayer cependant de pencher plutôt du côté de la gauche indochinoise que de la droite. Dans le texte de la Déclaration de Canton, il n'y a rien à proprement parler qui aille contre nos options fondamentales... sinon qu'au bout précisément de ce chemin il y a le communisme sur toute l'Indochine.

Ceci dit, il n'est pas acquis que Hanoi s'aligne sur Moscou. Le Duan y discute avec les Soviétiques en ce moment, tandis qu'une conférence « indochinoise » va se réunir à Canton sous le patronage des Chinois.

Pékin tire contre l'URSS et dénonce sa collusion avec Washington « et ses laquais » pour faire revivre la Conférence de Genève. Manac'h s'en désole. Mais il oublie que lorsqu'il travaillait à l'ouverture d'une négociation, en fait, il heurtait les Chinois et que ceux-ci ont fort mal accueilli l'ouverture de la Conférence de Paris. A ce moment-là, il ne se préoccupait pas de leur déplaire. Aujourd'hui il est naturel, parce que nous avons relancé l'idée de négociations, parce que Moscou a montré de l'intérêt, que Pékin tonne. Mais tout cela est un jeu et il ne faut quand même pas se laisser trop impressionner.

Il faut lire tout ceci sur la trame de fond de la lutte entre Pékin et Moscou.

L'ouverture de la Conférence de Paris, à laquelle avait tant contribué « l'ami Manac'h », avait été une défaite pour les Chinois.

L'ouverture d'une Conférence de Genève ou la conclusion simple d'un accord entre Hanoi et Washington en serait une seconde. Ce n'est pas une raison parce que Manac'h maintenant est à Pékin pour tirer à boulets « rouges » contre notre idée.

1er mai

Discours Nixon : envoi de troupes américaines au Cambodge.

Branle-bas au Quai. Alphand m'appelle chez moi. « Venez ! Il faut faire une déclaration condamnant tout cela. »

Je rédige un texte disant : « Toute politique a sa logique ; de toute évidence la nôtre et celle de Nixon diffèrent. » Mais Alphand trouve qu'il faut aller plus loin et prend la plume. Beaumarchais, agacé, ne nous suit pas chez le Ministre.

Pendant ce temps, Lemerle, en bas, a rédigé un texte, beaucoup trop mou, mais déjà approuvé par Schumann. Alphand présente son texte. MS un peu contracté le trouve trop dur. Alphand « déplore une action qui étend, prolonge le conflit. » Puis MS prend mon texte et dit : « J'avoue que cette approche me plaît plus. » Puis il revient au texte de Alphand. Je ne cherche pas à défendre mon papier, car au fond je trouve tout cela absurde. Va-t-il falloir qu'à chaque nouveau développement nous fassions une déclaration ? Et à quoi sert de s'inquiéter, déplorer, condamner ? Soulager notre conscience ? Prendre des attitudes ? Finalement MS propose : « déplore ce qui étend, aggrave ». Puis il appelle Jobert à l'Élysée, lui propose les deux versions en donnant sa préférence et sans dire qui est l'auteur de l'autre. On attend le verdict de Pompidou en silence. Le téléphone sonne : « Ah, Monsieur le Président ! s'exclame Schumann. » Et d'expliquer son affaire. Pompidou opte pour le « ce qui ».

Toute notre politique en Indochine tient dans cet épisode : nous n'agissons qu'en fonction des Etats-Unis. Hier, de Gaulle choisissait une politique non pas parce qu'elle était juste, mais parce qu'elle était dirigée contre les Etats-Unis. Aujourd'hui, il s'agit de savoir jusqu'où on peut aller dans ce sens de la continuité, tout en tenant compte des « excellentes relations » entre Pompidou et Nixon.

Dans tout cela, il n'est jamais question des Asiatiques eux-mêmes, ni de savoir ce qu'ils veulent et pensent. Nous projetons sur l'affaire indochinoise notre position européenne. Or, en Asie le problème est la Chine. S'agit-il ou non de la contenir ? Veut-on ou non s'opposer à l'extension du communisme dans le Sud-Est asiatique ?

4 mai

Maurice Schumann-longue conversation dans le jardin.

Comparution demain en Commission des Affaires Etrangères.

Arguments pour notre attitude : - politique américaine déraisonnable – pas de victoire militaire possible – oblige Pékin et Moscou à soutenir Hanoi, URSS et Chine ne peuvent se permettre de laisser tomber leurs alliés – proposition française a pour objet de marquer clairement notre position à un moment où l'escalade s'accroît : nous ne sommes dans aucun camp, et en tout cas sûrement pas dans le camp US – notre politique s'inspire du discours de Phnom Penh – MS est disposé à aller jusqu'au bout et à en reprendre tous les points, y compris le retrait dans un délai déterminé – le discours Nixon le libère, il peut maintenant être plus libre – notre politique répond à la volonté de paix et de neutralité des peuples indochinois.

On ne peut faire plusieurs politiques – Donc, insister maintenant en direction des Américains – Choqué que Nixon ne nous ait pas consultés avant « l'invasion » du

Cambodge. Je dis que je ne puis me rendre compte de l'état réel des relations franco-américaines. Les choses n'ont-elles pas changé depuis le départ du Général ? Si peu, me dit-il.

Préserver nos intérêts au Cambodge : oui, certes. Mais ne pas nous laisser intimider par Lon Nol. Il faut faire le gros dos, dis-je.

Attendre la réaction de Moscou : l'URSS ne peut quand même pas aller jusqu'à laisser entendre aux Américains qu'elle leur donne carte blanche pour matraquer les Vietnamiens. Devons-nous faire une nouvelle démarche, préciser notre position, avancer une proposition plus concrète ? Je le déconseille. Pour l'instant, il faut consolider notre position et travailler les Américains aux côtes.

10 mai

Une des lois non écrites de la guerre d'Indochine, c'est que dans toute escalade de la violence par les Etats-Unis, Moscou est obligé de s'aligner sur Pékin et ne peut plus plaider pour la négociation, tandis que dans toute désescalade, Pékin est obligé de se taire et ne peut plus plaider, du moins avec succès, s'opposer à la négociation.

Le 20 avril, Nixon annonce qu'il va retirer 150 000 hommes dans les douze mois et le 23 Rogers parle de désescalade ! A Moscou, Brejnev et Kossyguine peuvent parler raison à Le Duan et le 25 à la conférence de Canton des quatre pays d'Indochine, le ton demeure modéré. Le 30, Nixon annonce qu'il envoie des troupes au Cambodge : quatre jours plus tard, Kossyguine est obligé de faire une conférence de presse et d'annoncer des mesures d'aide au Vietnam.

Moscou néanmoins demeure prudent. Alors que la Chine a déjà rompu avec Phnom Penh et reconnu Sihanouk, l'URSS tempère.

A leur passage ici, les Polonais se sont montrés nettement favorables à l'idée d'une nouvelle Conférence de Genève, tout en reconnaissant qu'actuellement c'est difficile. Mais c'est à surmonter la méfiance des Vietnamiens qu'ils travaillent.

Aujourd'hui, manifestation contre la guerre au Vietnam à Vincennes. Pas d'incident : je respire, car j'avais depuis deux mois beaucoup plaidé pour qu'on l'autorise. Il avait fallu une séance à Matignon et l'intervention de Pompidou pour qu'on arrive à forcer la main de Marcellin.

Curieux Gouvernement. On me dit sans cesse : Pompidou veut qu'on se raidisse sur le Vietnam, sur le Proche-Orient, il trouve que nous avons glissé de nos positions initiales. Mais finalement nous n'avons réussi, après l'intervention américaine au Cambodge, qu'à déplorer (et non condamner) « ce qui » étend et aggrave le conflit.

Les communistes ne cessent d'exiger du gouvernement qu'il répète les mots fatidiques de Phnom Penh : le retrait des forces américaines dans un délai convenable et déterminé. Schumann accepte, enfin, de le dire devant la Commission des Affaires Etrangères, mais quand je le dis dans le communiqué, il le barre et trouve que je mets les pieds dans le plat.

D'ailleurs il parle trop. Avant-hier soir encore, il a donné une interview à Europe, en fil direct avec les auditeurs. Cela l'a amené à dire que l'on ne reconnaîtrait pas le Gouvernement Sihanouk parce que nous avons des intérêts à Phnom Penh, que l'annonce par les Etats-Unis du retrait dans un délai déterminé serait suivie peut-être de concessions politiques (qu'en sait-il ? C'est remettre des conditions au retrait). Cet homme a trop de bonne volonté. Il veut toujours que tout s'arrange par des mots. C'est lui qui, dans la rédaction de la déclaration du 1er avril, a inséré les mots : puisque la guerre devient indivisible, il faut une paix indivisible. Cela fait bien, c'est le genre de verbalisme qu'aiment les Français. J'aurais dû m'y opposer, car cela a fait croire à Hanoi que nous voulions troquer le Laos et le Cambodge contre le Vietnam ou plutôt noyer le Vietnam dans un ensemble. Ce n'était pas mon intention.

Le stupide discours de Jean de Broglie sur Sihanouk a fait beaucoup de mal. Ce genre d'exagération ravit évidemment Sihanouk, mais il était tout à fait inutile de s'avancer aussi loin.

Jean a écrit une lettre à Sihanouk lui proposant de le rencontrer hors de Chine. J'avais demandé à Schumann de supprimer ce passage. Il m'avait dit l'avoir obtenu. En fait, Jean n'en a rien fait. Du coup Sihanouk a répondu qu'il ne pouvait quitter Pékin et les Chinois, qui ont eu son télégramme de réponse, ont certainement conclu que nous voulions leur soutirer Sihanouk. Maintenant Jean veut aller à Pékin. Il a remis à Schumann un texte en ce sens. J'ai dit à l'un et à l'autre que je trouvais ce voyage tout à fait inopportun.

1er juin

Incertitude. Plus rien n'apparaît clairement. Peut-on encore revenir à la négociation ?

Nixon explique à Pompidou pourquoi il est entré au Cambodge : c'est un raccourci vers la paix. Le croit-il sincèrement ?

J'ai préparé une réponse qui pose des questions, émet des doutes et s'achève sur

l'éternelle répétition : il faut négocier, pour pouvoir négocier, il faut que les Etats-Unis fixent une date limite pour leur retrait global, le règlement politique suivra.

C'est la thèse de Harriman, de Clifford. Est-elle encore juste ?

J'ai tellement l'impression que deux Asie s'installent dans la guerre. Comment trouver encore un compromis entre des gens qui veulent chacun la disparition de l'autre ?

Gromyko arrive aujourd'hui à Paris. Nous allons essayer de voir s'il y a quelque chose à en tirer, si l'URSS peut sortir de ses contradictions et tenter un effort de paix et de négociation. J'ai peu d'espoir.

Pourtant j'ai réussi à faire accepter un communiqué qui, en fait, reprend l'essentiel de notre déclaration du 1er avril : règlement négocié, efforts auprès de toutes les parties intéressées accords de Genève de 1954 et de 1962.

5 juin

Entretiens avec Gromyko. Décevants, rien de concret. Paradoxalement c'est Schumann qui lui demande si l'URSS compte prendre une initiative en direction des Etats-Unis. Nous n'avons aucune intention immédiate, avoue Gromyko qui se borne à rappeler la condamnation par Kossyguine de l'intervention américaine au Cambodge.

« Certains disent que les Etats-Unis veulent se retirer d'Indochine, d'autres ne le croient pas. Je n'en sais rien, je ne suis pas prêt à prendre un pari sur la question. »

Réponse sans doute à ce que Pompidou avait dû lui dire un peu avant. Pompidou croit toujours que Nixon veut vraiment se retirer complètement d'Indochine. C'est l'impression qu'il a eue de ses entretiens de février à Washington. Peut-être, mais je me demande si Nixon ne croit pas qu'il croit. Il s'intoxique lui-même. Mais à chaque instant il se laisse détourner du chemin par ses militaires. « Encore un quart d'heure pour vietnamiser, encore un quart d'heure pour nettoyer les sanctuaires, encore un quart d'heure pour bombarder la piste Hô Chi Minh. » Il veut partir en laissant une maison propre derrière lui. Mais il ne le pourra jamais. La philosophie du départ, c'est de laisser une maison sale. Sinon il n'en finira jamais de nettoyer.

Pompidou semble ne pas avoir touché à ma réponse à Nixon.

Raimond a été autorisé à faire une fuite, à un journaliste. Ainsi pourra-t-on laisser entendre que Pompidou tient un langage ferme à Nixon. Mais je lui ai dit que c'était à Hanoi qu'il fallait aussi faire lire ce texte.

Le cauchemar cambodgien continue. Deux points difficiles : l'agrément à donner au nouvel ambassadeur de Phnom Penh, le maintien de nos « conseillers militaires ». Je troquerais volontiers l'agrément contre le retrait de ces militaires qui ne servent à rien.

J'ai obtenu qu'Alphand reçoive Chau Seng aujourd'hui. Conversation assez bonne.

L'homme dit : Sihanouk reste gaulliste, il veut la neutralité, la coopération avec la France. Mais retirez vos militaires.

Refroidissement des relations franco-chinoises ? Couve, qui doit aller en septembre en Chine, me dit qu'il l'attribue à notre attitude sur l'Indochine. Naturellement. Tout ce que fait maintenant ce Gouvernement, il le critique. Je sais qu'il a traité la déclaration du 1er avril de coup d'épée dans l'eau. On en reparlera quand sonnera l'heure de la paix. Elle se fera sur la base de notre proposition, le jour où Pékin l'acceptera. Pour l'instant, la Chine et Nixon bloquent tout.

8 juin

Pompidou n'a rien changé à ma réponse. Je respire. La critique, polie mais ferme, de l'opération américaine au Cambodge, j'aimerais savoir comment Nixon va la recevoir. Quant à l'invite à poursuivre la négociation, à y revenir, à aller jusqu'au bout de la voie tracée par le discours du 20 avril, qu'il s'agisse du retrait ou du règlement politique, j'imagine qu'elle fera plaisir à tous ceux qui, à Washington, se sont opposés à l'intervention au Cambodge. Si Kissinger, comme on le dit, est de ceux-là, il y trouvera quelque aliment.

Mais où est le vrai Nixon ? Ce personnage, qui n'a rien de fascinant, n'est-il tout simplement qu'un médiocre, incapable de voir loin ?

Gromyko, dans sa conférence de presse à Paris, a tenu sur la proposition française du 1er avril des propos extrêmement positifs. Tout ceci donne à penser que le faux pas de Malik était vraiment calculé. Les Russes veulent revenir à Genève.

Si nous pouvions, avec les Soviétiques, persuader les gens de Hanoi de venir à Genève et les convaincre qu'ils ne perdront pas la bataille autour du tapis vert, nous réussirions peut-être à faire la paix. Une solide entente franco-soviétique dans une Conférence de Genève peut assurer la paix. N'est-ce pas cela qu'il faudrait sérieusement tenter maintenant ?

En attendant il faudrait essayer de sauver les temples d'Angkor. Il y a trois semaines, j'avais proposé un appel à l'UNESCO, je n'ai pas été suivi. Maintenant la bataille est à Siem Reap. Les communistes vont s'emparer des temples. Sihanouk va y établir sa

capitale, elle sera bombardée, les temples aussi. Les avions de Ky ne se gêneront pas ! Sihanouk a envoyé de Hanoi un message à Pompidou. Encore une réponse à fabriquer ! Gromyko a parlé à Schumann des relations sino-soviétiques avec pessimisme. Sans doute n'y a-t-il pas eu d'incident depuis un an. Mais les Chinois ne renoncent à rien. Même quand les Soviétiques ne sont pas visés, c'est contre eux que les attaques chinoises sont dirigées. Les Américains ne se rendent pas compte du plaisir qu'ils font à la Chine en se conduisant en Indochine et au Cambodge comme ils le font.

Vu hier Madame Binh à Verrières le Buisson. Curieux que la représentation de ces gens qui se battent dans le maquis et n'ont même pas une capitale soit dans cette banlieue paisible, petite bourgeoise, en face d'un petit lac où naviguent des cygnes !

Rien de nouveau. Peut-être une certaine lassitude. Mais je n'ai rien dénoté qui laisse apparaître un esprit de concession, la recherche d'un compromis sur des bases nouvelles. Toujours les mêmes reproches sur notre attitude « pas claire », ce qui veut dire que nous n'avons pas assez fortement condamné l'intervention américaine au Cambodge. Mais cela n'est pas dit avec la même colère qu'il y a deux mois. Un peu de tristesse.

Le plus intéressant, c'est tout ce qu'elle dit sur le Gouvernement de coalition. On a vraiment le sentiment qu'elle est sincère en prétendant que le GRP est prêt à partager le pouvoir.

Même irritation contre Nixon. Aucune envie de s'aligner sur la Chine. Une assez grande réserve à l'égard de l'Union Soviétique. Elle n'a pas eu d'entrevue personnelle avec Gromyko. Mais quel rôle joue cette femme ? Séduisante d'ailleurs.

15 juin

Passions de toutes sortes. Faut-il ou non donner l'agrément au nouvel Ambassadeur de Phnom Penh ? Peut-on tarder longtemps encore sans risquer la rupture ? Faut-il accepter celle-ci ?

Les Russes, dont la position s'affirme proche de la nôtre, ont rappelé le leur. Mais ils n'ont pas envie de rompre.

Sihanouk dit à Manac'h que l'agrément serait très mal pris de son côté. Je veux bien le croire.

La logique de notre politique nous mène à risquer la rupture. Mais Schumann ne voudra pas rappeler Dauge et fera tout pour maintenir le contact. Il aura raison jusqu'au moment où cela deviendra intolérable et incompatible avec cette politique. Ce moment arrivera sans doute dans quelques semaines.

Guerre pour des années, dit Thieu. Sans doute.

Pour la première fois, le Conseiller chinois m'a tenu sur la négociation un langage positif : la Chine n'est pas contre, mais comment est-ce possible dans les circonstances actuelles ? Faux-fuyant ? Quoi qu'il en soit, il y a peut-être là un signe intéressant.

23 juin

Pour les adeptes de la francophonie, c'est en français que s'effectuent les opérations de bombardement des équipages mixtes khméro-américains sur le Cambodge.

C'est en français aussi qu'a été rédigé le communiqué final de la Conférence de Canton scellant l'unité des mouvements de la résistance indochinoise.

C'est en français que se fait la guerre, c'est en français que se fera la paix.

23 Juin

Vy, l'adjoint de Xuan Thuy, auquel j'avais fait dire que je souhaitais le voir, est venu cet après-midi.

Longue conversation. Cet homme me plaît plus que Mai Van Bo et plus que Le Duc Tho. Je le trouve proche de Xuan Thuy.

Cordialité. Aucun reproche sur notre position. Aucune appréciation positive non plus. Mais le ton est plutôt à la confiance qu'à la récrimination.

J'expose comment nous voyons la situation – Au Cambodge – L'entretien de Schumann avec les trois de Djakarta – La position américaine.

La conversation devient intéressante quand on parle des possibilités de négociations. Vy confirme bien la position : les Américains doivent 1) accepter le principe du retrait 2) accepter le principe du gouvernement de coalition 3) changer l'équipe de Saigon. Mais il indique, et c'est peut-être un point nouveau, que Xuan Thuy a précisé, dans les entretiens privés, que si les Etats-Unis acceptaient ces deux principes, alors on pourrait discuter sérieusement, ce qui peut signifier que le changement de Thieu n'est peut-être pas un préalable absolu : si le Gouvernement de coalition était formé par des négociations secrètes entre Vietnamiens et Américains, ceux-ci pourraient alors forcer Thieu à se soumettre ou à se démettre.

(Ces négociations existent-elles ? Il y a de curieux contacts en ce moment entre l'envoyé

de Le Van Hoach, un certain Tac, et les gens du Front d'un côté, les Américains de l'autre. On parle beaucoup. Il me semble que Le Van Hoach serait un chef de Gouvernement acceptable pour le Front).

J'explique que Hanoi devrait faire tout son possible pour rendre sa position plus crédible. Les Américains ne sont pas du tout convaincus qu'après leur départ puisse exister un Sud-Vietnam véritablement indépendant et neutre. Ils tiennent quelque chose et craignent que du blanc on passe au rouge vif. L'intérêt de Hanoi et du Front est de montrer que l'on veut d'abord et surtout le départ des Américains, mais qu'on ne cherche pas à provoquer un coup d'Etat communiste dès qu'ils auront le dos tourné. Il faut que Washington soit aidé à faire ce saut.

Vy écoute, approuve. Il affirme que le Nord, tout socialiste qu'il soit, respecte le programme du Front qui n'est pas un programme socialiste.

Il ne me dément pas quand je dis que des élections libres ne donneraient pas une majorité au Front, encore moins aux communistes.

J'évoque aussi la situation militaire au Sud, les progrès de la pacification, les retournements depuis l'échec de l'offensive du Têt. Il ne partage pas, bien sûr, ce point de vue. Mais je sens dans ses yeux une lueur de tristesse.

Et c'est un fait de plus en plus évident : si la guerre était limitée au Sud-Vietnam et si les Américains restaient encore là des années, la guerre serait gagnée.

Tentatives de rencontre entre Penn Nouth et Souvanna. J'y pousse. Paris serait le lieu le meilleur.

2 juillet

La semaine dernière, quand j'ai appris que Pompidou allait donner une conférence de presse, il m'a paru que je ne pouvais pas rester silencieux et que je me devais de suggérer un langage sur l'Indochine. Bien que personne ne m'ait rien demandé, j'ai pris la plume et dit que, particulièrement dans les circonstances actuelles, tout silence sur le Vietnam, voire même toute allusion simplement cursive confirmerait les doutes qui se sont peu à peu glissés sur la sincérité de notre position. J'ajoutais qu'à moins d'une initiative de M. Nixon très spectaculaire à la suite de l'évacuation du Cambodge le 30 juin par les troupes américaines, ce langage devait, en termes qui n'avaient pas besoin d'être brutaux, mais qu'il suffisait de rendre fermes, confirmer à tout le moins deux points. Tout d'abord que nous jugions déplorable l'intervention américaine au Cambodge, ensuite que pour trouver le chemin de la paix il convenait que les Etats-Unis prennent la décision courageuse de retirer totalement leurs troupes dans un délai déterminé. Je demandais enfin que nous assurions les peuples indochinois de notre volonté de coopération.

J'ai su que cette note avait été approuvée et envoyée à l'Elysée. Mais j'ignorais totalement quel langage en fin de compte Pompidou allait tenir. J'avais seulement appris qu'à l'Elysée on cherchait une formule sur le retrait des troupes étrangères.

Ce matin Lipkowski me téléphone pour me lire un long papier qu'il suggérait pour l'après-midi. Il m'a semblé que c'était bien tard et qu'en outre, comme à l'habitude, son langage était trop vif pour être accepté.

Entre temps, Nixon avait donné, cette nuit, une conférence de presse télévisée. Il y avait annoncé la nomination de David Bruce à la succession de Cabot Lodge. En vérité ce geste ne m'a pas surpris. En effet, j'avais déjeuné lundi avec Bill Sullivan, de passage à Paris, en compagnie de Habib. J'avais trouvé Sullivan toujours aussi « faucon » qu'à l'ordinaire, mais il m'avait quand même semblé déceler un intérêt réel pour les perspectives de négociation. Il m'avait indiqué que, après le retrait du 30 juin, on entrait maintenant dans une phase de négociation. Des déclarations allaient être faites en ce sens. Je lui avais raconté mes récentes entrevues avec Nguyen Minh Vy et Nguyen Van Tien et j'avais senti de l'intérêt pour les réponses qui m'avaient été faites à certaines questions, toujours les mêmes, sur les conséquences que pourrait avoir la nomination d'un successeur à Cabot Lodge, l'annonce par les Américains d'un retrait total dans un délai déterminé, sur le lien qui existait entre le principe du retrait et le principe du gouvernement de coalition, et sur le préalable du changement de gouvernement à Saigon. Sur toutes ces questions, j'avais trouvé mes interlocuteurs fermes certes, mais à bien y réfléchir ils m'avaient paru toujours aussi intéressés par la négociation, tenant toujours leurs cartes très près de leur poitrine mais prêts, si l'occasion leur en était donnée, à montrer leur jeu. Plus que jamais, j'étais sorti de ces entretiens convaincu que ces gens-là n'étaient nullement, comme on l'écrit trop en ce moment, dans les mains de Pékin mais, bien au contraire, qu'ils cherchaient à défendre leur indépendance et que si les Américains leur en donnaient la possibilité ils étaient vraiment disposés à parler.

Sur ces diverses questions, j'avais senti chez Sullivan une certaine souplesse.

L'éventualité de la nomination d'un successeur de M. Cabot Lodge et d'un engagement américain sur un retrait total m'avaient semblé d'une plus grande vraisemblance qu'il y a quelques semaines. En revanche, Sullivan, qui revenait d'avoir vu Nixon à San Clemente, s'était montré très négatif sur le principe d'un gouvernement de coalition et tout à fait

intransigeant sur toute possibilité de changement politique à Saigon. Pour lui, la clef de la solution politique réside dans un dialogue direct entre Hanoi et Saigon : Hanoi doit accepter de parler avec le gouvernement de Thieu. Alors, dit-il, tout sera possible, y compris une discussion sur un gouvernement de coalition.

Sur ce dernier point, j'avoue ne pas donner tort aux Etats-Unis. Quand ils disent qu'ils ont été trompés, qu'ils sont venus à la Conférence de Paris dans la conviction que leur adversaire avait accepté une conversation à quatre, c'est-à-dire aussi avec le gouvernement de Saigon, et qu'ils ont découvert l'intransigeance de Hanoi et son refus d'engager toute négociation avec ce gouvernement de Saigon, son exigence d'un renversement du régime au Sud-Vietnam, j'estime qu'ils n'ont pas entièrement tort. Mais, pour être juste, il faudrait savoir dans quelle mesure les Américains, eux-mêmes, n'ont pas inutilement donné le sentiment à Hanoi qu'ils voulaient l'obliger à un choix entre la reconnaissance de Saigon ou cette politique intitulée « vietnamisation ». Peut-être les Américains auraient-ils mieux fait d'accepter le dialogue direct avec le Front, en dépit de tous les hurlements qui se seraient élevés à Saigon. Il est possible qu'en refusant ce contact direct avec l'adversaire sudiste, Washington, par un certain souci moral et politique de ne pas lâcher ses alliés, ait, en fin de compte, commis une lourde erreur. Chacun s'est entêté dans son refus, sans autre résultat que de durcir l'impasse.

De cette conversation avec Sullivan j'avais donc retiré l'impression que Nixon, dans le désir de compenser l'effet négatif produit par l'intervention américaine et par ses maigres résultats, chercherait à prendre une initiative du côté de la négociation. C'est donc fait. Le choix de David Bruce, vieux diplomate du type Harriman, quoi que sans doute moins prestigieux, est excellent et susceptible d'inspirer confiance à l'autre côté.

Reste à savoir si cette désignation est une concession américaine ou si elle est le résultat d'un marchandage secret. Nixon a tant dit pendant des semaines qu'il ne procéderait pas à une telle désignation si l'autre côté ne faisait pas un pas que l'on peut se demander, en dépit des apparences, si ce pas n'a pas été fait. Sinon la concession est de taille. Peut-être aucune promesse n'a-t-elle été faite de part et d'autre, mais il semble à tout le moins vraisemblable que les Américains ont fait connaître cette désignation et que Hanoi dans quelque temps y répondra. Peut-être même est-ce une simple formalisation d'une décision prise il y a plusieurs semaines et annoncée par Kissinger dans ses entretiens secrets.

Peut-être aussi la décision n'a-t-elle été prise que tout récemment. Nous savons, par nos petits moyens, qu'il y a eu un contact récent entre le Général Walters et l'adjoint de Mai Van Bo. Il est possible que les Américains aient annoncé cette nomination.

Hier soir, après avoir entendu le premier rapport de Nixon et lu que celui-ci recommandait aux pays asiatiques, dans l'esprit de la doctrine de Guam, d'envoyer des troupes au secours du Cambodge, on avait proposé que nous réagissions de façon immédiate et très vive. Je l'avais déconseillé, car j'estimais le terrain peu sûr et surtout il me semblait que, déjà dans un rapport de Nixon, transparaisaient les signes d'une initiative de paix. Aussi ce matin, à la réunion, quand j'ai appris que, malgré tout, mon projet de déclaration, que j'avais été obligé de rédiger, était parti pour l'Elysée, j'ai demandé que l'on compense ce texte par une appréciation favorable sur la désignation de David Bruce.

J'ignorais toujours ce qu'allait dire Pompidou, un peu inquiet malgré tout qu'en fin de compte il ne se montre un peu mou. Mais deux coups de téléphone successifs d'Alphand et de Lipkowski, jubilants, m'ont fait comprendre qu'il n'en était rien, au point même que je me suis demandé tout d'un coup, à les voir si joyeux, si Pompidou n'en avait pas un peu trop remis. A lire le texte, la déclaration me paraît finalement bonne. Il y a ce qu'il faut d'appréciation positive sur la désignation de Bruce, ce qu'il faut de critiques implicites sur les autres aspects de la position de Nixon. Enfin une phrase importante et précise sur la question du retrait américain. J'oubliais également une sorte de cri du cœur, dans la mesure où Pompidou en est capable, sur les malheurs des peuples indochinois.

Bref, il y a là de quoi, pendant quelques semaines, tenir le cap tel que nous l'avons fixé.

10 juillet

Selon J. B. Raimond, Pompidou avait cru, à la suite de ses entretiens avec Nixon, l'avoir incliné à la négociation (?). Aussi s'était-il abstenu, ces dernières semaines, de le critiquer sur le Cambodge. Mais, la veille de sa conférence de presse, Nixon a publié un rapport dans lequel il encourageait les autres états asiatiques à s'engager au Cambodge et à y envoyer des troupes. Pompidou a eu le sentiment d'avoir été trompé.

19 juillet

La farce de Sihanouk. Pour ceux qui croyaient en « Monseigneur » et qui prêchaient la complaisance, il est désormais, ou il doit être, parfaitement clair que le personnage n'est qu'un jouet manipulé par les communistes. On flatte sa vanité, on lui offre des fêtes et banquets, Mao le fait parader à ses côtés, car avec lui Pékin tient un bon gage. « Il est la légitimité » dit Chau Seng à Manac'h, « mais nous sommes le pouvoir. » Et Manac'h

d'avouer : le Prince ne gouverne plus. Comme si, dès le premier jour, cela n'était pas évident. Je me souviens de ma première rencontre avec Chau Seng : « Le Prince est le Chef de l'Etat, mais il n'est plus autocrate ; maintenant nous vivons en démocratie. » Si Sihanouk était rentré très vite au Cambodge, il aurait pu reprendre son trône lui-même. Maintenant il ne le reprendra qu'avec l'appui des communistes.

Il est heureux que, résistant à certaines pressions, nous n'ayons pas mis nos œufs dans ce panier-là.

Le dit Chau Seng a présenté à Manac'h la liste de ses exigences : pas d'agrément à l'Ambassadeur de Phnom Penh, retrait de Dauge, retrait de la mission militaire, blocage de l'aide financière. Tout ce que ces Messieurs tolèrent, ce sont nos professeurs. Une paille !

La position de la Chine ? Bettencourt, autant que j'en puisse juger, n'a rien obtenu de Mao ni de Chou. Manac'h dit qu'ils n'ont posé aucune question sur la position française ni fait la moindre allusion à des négociations. La cible était sans cesse les Etats-Unis, encore loin d'être mûrs : « Ils n'en sont pas là », dit Mao.

La remarque la plus intéressante de Mao : la Chine est encore loin d'être une grande puissance.

A sa place, je m'interrogerais sur les vrais moyens d'accéder à la puissance, si c'est vraiment cela son but !

Curieusement, les Chinois n'ont à aucun moment repris le thème que, selon Ceausescu à Pompidou en juin, ils auraient pourtant développé aux Roumains : la France devrait jouer un rôle plus actif, la Chine souhaite la présence française en Indochine. Ce thème-là, je le connais, car c'est celui que les Chinois ont tout l'hiver joué devant moi.

L'ont-ils abandonné parce qu'ils trouvent que nous avons nous-mêmes modifié notre position ? Ou parce qu'ils nous jugent, depuis l'affaire Sihanouk, moins forts en Indochine qu'ils ne le pensaient ? C'est possible. Mais alors pourquoi l'avoir repris, en juin à Pékin, devant le Roumain Bodnarus ? Il y a là un petit mystère.

15 août – Penguilly

« Le Monde » annonce que Xuan Thuy va revenir prochainement.

Nguyen Minh Vy me l'avait laissé entendre fin juillet, quelques jours avant mon départ en congé, et j'avais pu le dire à Habib.

Il n'est pas mauvais que de telles informations soient vérifiées. Cela signifie que les gens de Hanoi ne nous trompent pas et cela peut être constaté par les Américains. Même s'ils l'apprennent par ailleurs, ils doivent bien admettre à tout le moins que Hanoi nous dit quelque chose de temps à autre.

Après le cessez-le feu au Proche-Orient et le traité avec Bonn, peut-on penser que Moscou va essayer de faire quelque chose pour accélérer le règlement indochinois ? Au Laos l'affaire avance. L'impression favorable que j'avais retirée de mon entretien avec Phoumi Vongvichit, le Secrétaire Général du Pathet Lao, se confirme. Le dialogue se poursuit et une rencontre entre Laotiens se prépare. La main russe est visible, même si Moscou n'avoue rien. Et les Chinois n'ont pas l'air d'y pouvoir grand chose. Il faut en conclure qu'au moins sur le Pathet Lao l'influence de Pékin n'est pas déterminante. Ou alors que Pékin laisse faire. Dans les deux cas, les Américains, s'ils sont sincères, doivent bien constater qu'en face il n'y a pas une totale intransigeance.

A propos du Cambodge, on m'a beaucoup reproché (je parle de moi, car je sais, et ceci a été écrit, que je suis personnellement visé) ma dureté à l'égard des gens de Phnom Penh. On m'a notamment reproché d'avoir refusé de recevoir la délégation envoyée en France fin mars ou début avril, je ne sais plus, par Lon Nol et conduite par le Chef d'Etat Major et un ancien Ambassadeur en France. Quatre mois plus tard, je persiste à croire que j'ai eu raison. Cela n'aurait avancé à rien. Nous aurions, en outre, couvert les massacres des Vietnamiens du Cambodge. Au contraire, Sonn Voennsai a pu dire à Mathivet au moment de quitter Paris : « Monsieur Froment-Meurice a demandé l'arrêt des massacres. Ils se sont arrêtés. » N'aurais-je fait que cela...

1er septembre

Mai Van Bo, revenu d'un long congé à Hanoi, vient me voir le 25 août. Longue conversation très détendue. Le changement de climat est frappant. L'attitude à notre égard me paraît nettement plus confiante.

Me fondant sur ce que Bruce avait dit à Alphand et Habib à moi-même, je lui indique que Bruce souhaite avoir des contacts privés avec Xuan Thuy dont le retour est annoncé pour le lendemain. Il prend acte, mais ne promet rien, bien évidemment.

Ceci dit, je souligne que nous n'avons décelé aucun changement sur le fond de la position américaine. Sans doute réfléchit-on à Washington, mais je ne pense pas que Bruce ait rien dans sa poche.

Mai Van Bo développe des thèmes qui me sont familiers, mais dont précisément la

réaffirmation me semble de bon augure : Hanoi demeure aussi indépendant qu'auparavant de la Chine comme de l'URSS ; il critique au passage un article de Clavel parlant d'une influence chinoise accrue ; c'est à Hanoi qu'il faut chercher la clef de la paix ; les Américains ont tort de ne pas compter sur l'indépendance de la RDVN ; ils ne sont pas mûrs pour la paix, car même après leur retrait ils veulent conserver une influence sur les régimes de Saigon, Phnom Penh ; ces pays ne seraient pas socialistes ; ils seraient neutres ; le GRP n'établirait pas un régime socialiste.

J'ai évoqué alors, pour la première fois en termes sereins, notre déclaration du 1er avril. Bo a avoué que si elle avait suscité « de la surprise », c'est qu'en mentionnant toutes les parties intéressées nous avions parlé de Lon Nol. J'ai répliqué qu'à contrario nous avions aussi parlé de Sihanouk, ce qui nous avait été très reproché à Pnom Penh. Puis longue explication sur la « zone de neutralité et de paix ». Pourquoi Hanoi parle-t-il d'une « zone d'indépendance et de paix » ? Pourquoi ce silence sur la neutralité ? Réponse : la neutralité est pour le Sud-Vietnam, le Laos et le Cambodge. Moi : d'accord, mais pour le Nord-Vietnam, il y a des « éléments de neutralité » contenus dans les Accords de Genève : pas de bases ni de troupes étrangères. Pas d'alliances militaires. Lui : d'accord si c'est cela que vous appelez notre neutralité. Moi : il y a cela, plus la garantie que vous donnerez de respecter la neutralité de vos trois voisins indochinois. Lui : d'accord aussi. Suis-je naïf, rempli d'illusions ? Peut-être. Mais je sens toujours la paix tellement possible si, au lieu de parler des procédures (le retrait, le règlement politique), on cherchait à se mettre d'accord sur l'objectif global : quelle Indochine veut-on ? Je dis qu'il est possible d'aboutir à un accord sur la base d'une Indochine désaméricanisée et non chinoise, mais socialement progressiste et diplomatiquement neutre.

28 août

Schuman invite Bruce à déjeuner.

L'homme est évidemment sympathique. Très britannique. Ouvert, pondéré, réfléchi, plein d'expérience. Sans doute n'est-il pas d'accord sur toutes les orientations de la politique de Nixon. Mais aura-t-il l'énergie nécessaire pour la secouer ?

Je le trouve peu pressé sur les contacts privés. Peut-être ne veut-il pas paraître demandeur ? « J'examinerai, si M. Bruce en fait la demande », a dit en effet Xuan Thuy à son retour. Peut-être veut-il attendre une ou deux séances, observer, faire son rapport et proposer des conversations quand il aura quelque chose de nouveau à dire.

Ce quelque chose, Habib, en aparté, me laisse entendre qu'il viendra prochainement. Mais quoi ? Je ne sais.

En attendant, Bruce est ferme sur un point : rien à faire si Hanoi persiste à exiger le départ de Thieu-Ky comme préalable à toute négociation.

J'avoue que sur ce point je ne lui donne pas tort.

C'est pourquoi j'attache tant d'importance à l'élection présidentielle de 1971 au Sud-Vietnam. Si Thieu ne se représentait pas ou était battu, ne pourrait-on ainsi tourner l'obstacle ? Habib ne cesse de me rire au nez quand je lui parle de cela : nous n'y pouvons rien, me dit-il, et plus nous nous retirerons, moins nous y pourrons, et d'ajouter que c'est précisément cela le secret de la vietnamisation : Hanoi n'aura plus l'interlocuteur américain, donc devrait négocier tant qu'il est là.

Je pense à une chose : comment les Américains obtiendront-ils sans accord la libération de leurs prisonniers ? Otages, ils sont, otages ils resteront, aussi longtemps que Washington n'aura pas signé.

31 août

Mai Van Bo, souffrant, m'envoie son adjoint pour me demander une audience de Schumann pour X. Thuy, cette semaine.

1er Septembre

Schumann le recevra le 4 à 18 heures. Bon signe, encore, me semble-t-il.

2 septembre

Fête Nationale de la RDVN. Réception Mai Van Bo : ravi de voir que nous avons envoyé Bettencourt et Lipkowski. X. Thuy est là, très aimable.

Je parle avec Mai Van Bo des élections au Sud-Vietnam et des excellents résultats obtenus par la liste bouddhiste. Je lui dis que si l'on pouvait avoir, lors des prochaines élections présidentielles, des résultats semblables, le problème politique pourrait être résolu. On se débarrasserait légalement de Thieu et l'on pourrait avoir un Cabinet qui négocierait la paix. Il approuve.

Don est à Paris. Il me dit : voyez-le. En fait j'ai déjà rendez-vous avec lui pour la semaine

prochaine.

8 septembre

Xuan Thuy reçu à sa demande le 4 par Schumann.

L'homme est franchement assez sympathique, beaucoup plus que Le Duc Tho. Il sait sourire.

Approuve-t-il par politesse ce que lui dit Schumann ? Ou par sincérité ? Je l'observe tandis qu'il écoute et parfois hoche la tête d'un air approbateur. J'ai le sentiment que cet homme-là est prêt à régler l'affaire.

Certes il n'apporte rien de nouveau. Mais je note un accent mis sur deux points : les élections sénatoriales au Sud-Vietnam, si illégales qu'elles soient, montrent la croissance des aspirations pacifiques ; le Nord respectera un Sud indépendant et neutre. Sans doute sait-il que nous sommes, là-dessus, particulièrement sensibles. Néanmoins il nous donne ainsi des arguments pour plaider notre cause.

Ma conclusion actuelle : Hanoi n'acceptera pas un règlement qui laisserait à Saigon un régime pro-américain, mais Hanoi acceptera un règlement qui n'établirait pas à Saigon un régime communiste. C'est entre ces deux propositions que passe la paix. Aux Américains de la rechercher.

Vu le 8 Tran Van Don.

Vietnamisation et pacification : progrès certes, meilleur équipement de l'armée, sécurité améliorée. Mais les aspects politiques et économiques le rendent soucieux.

Je le trouve plus proche de Thieu peut-être. « Mon opposition, dit-il, n'est pas à sa personne, mais à sa politique. S'il la modifiait, s'il élargissait sa « majorité », s'il acceptait de travailler avec nous, alors il deviendrait plus crédible et les autres seraient bien obligés de compter avec lui. » Ouais ?

Nous parlons des élections de 71. Il voit bien que seul le Grand Minh peut battre Thieu, mais ils peuvent aussi marcher ensemble, comme Thieu, s'il se voit bloqué, peut se retirer.

Je dis qu'à mon avis, il n'y a que deux solutions possibles : ou bien Thieu accepte une formule d'élargissement menant à la paix, comme celle que nous avons proposée l'an dernier en juin (gouvernement élargi, désignation d'une délégation de paix à la Conférence de Paris), ou bien il y a un nouveau Président qui sera élu sur une plate-forme de paix.

Don approuve. Mais il me semble qu'actuellement ses idées tournent plus autour de la première que de la seconde formule. Il ne cache pas d'ailleurs que les Américains lui paraissent toujours décidés à soutenir Thieu.

Rôle de la France : parler aux Chinois.

Don me remet un document confidentiel : ses propositions pour la paix.

Nous déjeunerons ensemble la semaine prochaine.

26 Septembre

Revu Tran Van Don à déjeuner le 17. Bien qu'il prétende être toujours dans l'opposition, je le trouve beaucoup moins hostile à Thieu qu'en février. Il me remet, à titre personnel, un plan de paix qui est assez raisonnable.

Il est clair que la campagne pour les élections présidentielles à Saigon en 71 est déjà commencée. On parle de Minh comme d'un candidat possible. Mais s'il se présente, Thieu ne peut se présenter. En d'autres termes, il s'agit de savoir si les Américains feront pression sur Thieu pour qu'il ne se présente pas.

Le même jour, Nguyen Van Tien vient me remettre les nouvelles propositions faites quelques heures plus tôt par Madame Binh, Avenue Kléber. Il y a un certain assouplissement. La formation d'un Gouvernement de coalition provisoire n'est plus l'étape immédiate. La première chose à faire, demande le Front, c'est qu'on puisse en discuter avec d'autres gens que Thieu et Ky.

Je fais publier un commentaire positif.

Les nouvelles de Hanoi montrent une certaine amélioration de nos relations. Quelqu'un dit à Servoise : « Le Cambodge nous a créé, à vous et à nous, des difficultés en mars. »

Bruce réagit trop vite aux propositions de Madame Binh : « du vieux vin dans de nouvelles bouteilles ». C'est maladroit et étonnant de sa part.

Oberemko m'invite à déjeuner le 18. Je le trouve encore très gardé. Néanmoins il a une certaine façon d'interroger sur ce que je crois possible de faire qui témoigne d'un désir d'action.

L'activité politique au Sud se développe. L'opposition non-communiste se manifeste. Mais, au fond de moi, je m'interroge toujours avec la même anxiété : « Sommes-nous naïfs ou voyons-nous juste ? Une certaine stabilisation est-elle possible ? Le schéma que j'ai appelé Roumanie au Nord, Yougoslavie-Algérie au Sud est-il possible ? Peut-on, une fois les Américains partis, colmater ? Ou bien tout s'effondrera-t-il dès leur départ et

s'installeront à Saigon, Vientiane et Phnom Penh des régimes que j'appellerais « agressifs, violemment révolutionnaires, idéologiquement expansionnistes, brutaux, dictatoriaux, anti-occidentaux ? »

Lee Kuan Yew, l'homme d'Asie le plus intelligent que j'aie vu jusqu'à présent, se montre prudent dans ses jugements. Il voudrait une longue transition.

9 octobre

En écrivant il y a plus d'un mois dans une note rendant compte de la réception donnée par Mai Van Bo pour sa Fête Nationale que j'y avais trouvé « une atmosphère de grandes manœuvres », j'ai l'impression de ne pas m'être trop trompé. Quelques jours plus tard, Madame Binh, comme on me l'avait annoncé, revenait à Paris et, le 17 septembre, présentait de nouvelles propositions.

Les commentaires que son adjoint Tien m'en faisait le jour même confirmaient l'impression de ma première lecture. Le GRP avait sensiblement assoupli ses positions sur quelques points. Tout d'abord, et un peu cyniquement il est vrai, il acceptait une discussion de la question des prisonniers de guerre dès la phase initiale de la négociation. En outre, il proposait que le cessez-le feu, sans le nommer officiellement ainsi, s'établisse dès l'annonce par les Américains de leur décision de principe de se retirer à une date qu'ils fixaient au 30 juin 1971, soit un délai de neuf mois. Enfin il soulignait, sur le plan politique, qu'il était disposé à prendre plus clairement en considération qu'auparavant les données réelles de la situation au Sud-Vietnam en proposant, comme il l'avait certes déjà laissé entendre mais moins nettement, d'établir le futur gouvernement de coalition sur une base tripartite, tandis que la réunification était placée dans une perspective aussi lente que progressive.

Bruce réagissait aussitôt très négativement et, certes, l'on pouvait prétendre qu'il n'y avait là que du vin nouveau dans de vieilles bouteilles ou plutôt du vieux vin dans de nouvelles outres : l'exigence de fixation d'une date pour un retrait toujours unilatéral des Américains subsistait, ainsi que l'exigence d'un gouvernement de coalition « imposé », comme dit Washington, en même temps que l'exclusive contre le trio des dirigeants de Saigon était précisée si directement que Habib, quelques jours plus tard, y voyait même un durcissement.

Affaire d'optique sans doute. Mais je pouvais lui souligner, sans avoir le sentiment d'être partial, que Xuan Thuy était revenu peu de temps après l'arrivée de Bruce, alors que Lodge n'avait pas eu de successeur pendant plusieurs mois et que néanmoins Xuan Thuy était resté à Paris longtemps après son départ ; la réciprocité sur le plan protocolaire étant rétablie, rien n'obligeait l'autre côté à présenter de nouvelles propositions d'autant plus que, ce faisant, il paraissait faire une concession puisque Nixon avait déclaré qu'il ne bougerait pas si l'autre côté ne faisait pas le premier pas ; les commentaires soviétiques, tels que Zorine par deux fois à Alphand et Oberemko à moi-même nous avaient parlé dans les jours suivants, ne laissaient pas de doute sur l'importance que les Soviétiques attachaient à ces propositions ; celles-ci, au contraire, ne faisaient l'objet d'aucune publicité dans la presse chinoise et l'on pouvait relever des signes d'une baisse de chaleur entre Pékin et Hanoi. Nous espérions donc que Washington prendrait ces propositions en sérieuse considération et que peut-être des contacts précis allaient suivre.

Cependant Habib faisait une moue sceptique, laissait entendre que Nixon n'était pas pressé pour les contacts privés, mais que tout ceci était soigneusement étudié.

Puis l'on annonçait qu'à l'occasion du voyage de Nixon en Europe, Bruce et Habib seraient convoqués en Irlande. Auparavant le samedi 27, Kissinger arrivait à Paris. Il ne voyait aucun Français, le seul qu'il ait exprimé le désir de rencontrer étant... Pompidou qui l'envoyait paître. Mais il voyait Ky qu'il dissuadait, sans avoir même besoin de lui parler, m'a dit plus tard Habib, de se rendre à Washington pour y participer à un rallye de « faucons », Bruce et Habib bien sûr, et Sainteny. Déjeunant le 2 octobre avec celui-ci, je l'ai prié de me raconter cet entretien. Tout ce qu'il m'en a dit est qu'il avait conseillé à Kissinger de proposer un cessez-le feu assorti d'un calendrier, ce qui l'aurait intéressé. K. avait déclaré que Nixon voulait se désengager du Vietnam et liquider cette affaire pour s'occuper du Proche-Orient où existaient les risques d'un conflit mondial.

Le lendemain 3 à la Fête Nationale chinoise, Beaumarchais recueillait de Xuan Thuy et de Mai Van Bo et moi, des mêmes et de Madame Binh, des propos qui nous convainquaient davantage encore de leur désir d'avoir des entretiens et de commencer sérieusement la négociation. Mais je trouvais Madame Binh plus triste du silence américain que Xuan Thuy. Mai Van Bo soulignait nettement à Beaumarchais toute l'importance qu'il attachait à l'évolution politique à Saigon et aux élections présidentielles de 1971. Sainteny de son côté faisait passer à Mai Van Bo le « message » de Kissinger.

Le 2 octobre je priais Habib de venir me voir et je lui faisais part des dispositions dans lesquelles nous avions trouvé les Vietnamiens. Il ne s'agissait pas de doré la pilule, ni de faire croire que l'adversaire mendiait la paix. Mais nous avons le sentiment qu'il

souhaitait sérieusement la discussion, qu'il attendait des propositions américaines et que, sur certains points, il avait assoupli sa position. La conjoncture paraissait favorable. Ne fallait-il pas la saisir ? J'ajoutais, à titre personnel, que si des propositions devaient être faites, peut-être valait-il mieux les présenter en secret que dans de grandes déclarations publiques. Habib me répondait sur ce point que ceci également, comme le reste, était pris en considération ; tout était pesé attentivement.

Là-dessus Bruce et Habib parlaient pour l'heure rejoindre Nixon. De l'état d'esprit de celui-ci, j'avais un écho par l'Ambassadeur de Yougoslavie : au cours de ses entretiens avec Tito, quelques heures plus tôt, le seul point de désaccord avait été le Vietnam ; Nixon s'était montré un avocat très ferme de la vietnamisation.

(Pour être complet, autant que possible, j'ajoute qu'au cours de mes entretiens avec les gens de Hanoi et du GRP, je n'ai cessé de leur dire qu'il était un point sur lequel je trouvais les Américains inflexibles : ils ne détruiraient pas de leurs propres mains, pour faciliter la négociation, la structure du gouvernement de Saïgon. Si l'autre côté voulait négocier, il devait parler avec les hommes au pouvoir. Sinon il n'y aurait pas de négociation. C'était clair et les Américains estimaient que les progrès de la vietnamisation leur permettaient de tenir ce langage. Ils ajoutaient qu'ils ne voulaient ni ne pouvaient recommencer un coup comme celui de Diem. A cela Thuy me répondait : « Ce n'est qu'un prétexte pour ne pas chercher la fin de la guerre. » Mais il me semblait que Madame Binh était plus soucieuse).

Et c'était mercredi soir 7 le discours de Nixon. Le premier commentaire qu'en envoyait notre ambassade à Washington était très négatif. Rien de nouveau : Nixon maintenait le principe du retrait mutuel, ne parlait pas d'un gouvernement de coalition, rejetait l'exclusive contre Thieu – Ky – Khiem. Donc le Front n'avait satisfaction sur rien. Il ne s'agissait dès lors que d'une manœuvre électorale.

Une lecture plus attentive m'amenait cependant à penser qu'il y avait là-dessous des choses plus sérieuses. Et d'abord une offre de cessez-le feu global. Sans doute est-ce a priori inacceptable pour Hanoi, puisque son intérêt est de n'arrêter les hostilités qu'une fois en possession d'un accord sur le règlement politique. Mais Washington peut spéculer sur le désir de paix des populations et le retourner contre Hanoi et le Front en les faisant apparaître comme responsables de la poursuite de la guerre.

Le récent accord sur le cessez-le-feu au Proche-Orient est un bon exemple. Nixon peut penser, non sans raison, à une certaine contagion. En outre, dans la mesure où il est global, un cessez-le feu aujourd'hui proclamé au Laos et au Cambodge, en même temps qu'au Vietnam, implique un arrêt des bombardements américains sans retrait préalable des Nord-Vietnamiens. Habib, le lendemain, me l'a confirmé. Souvanna Phouma, Lon Nol ont-ils donné leur accord sur ce point spécifique ? Le premier, actuellement à Paris, m'a dit avoir approuvé le plan Nixon dans ses principes. Mais je jurerais bien qu'aucun texte précis ne lui a été soumis. Quant aux Cambodgiens, ils ont aussitôt mis le doigt sur le point et paraissent mécontents. Il y a là de quoi tenter un peu l'adversaire. Sans doute veut-il obtenir d'abord deux assurances, que précisément Nixon refuse actuellement de lui donner : l'une est celle d'une date limite pour le retrait américain ; mais Nixon parle maintenant d'un calendrier agréé pour le retrait total des forces des Etats-Unis et laisse planer un silence ambigu sur la question du retrait nord-vietnamien ; ce dernier point est pour la négociation, m'a précisé Habib, et s'il s'agit de principes, celui qui est posé vise le retrait total américain. L'autre, c'est celle d'un règlement politique sans Thieu-Ky ; là, le refus américain est plus net, mais les formules employées sont celles du 20 avril, et elles sont nettement plus souples que celles utilisées l'an passé ; il n'est plus question d'élections libres et une phrase me paraît singulièrement importante ; l'autre côté, dit Nixon, sera encore là lorsque la guerre sera terminée ; l'autre n'est donc pas nié ; philosophiquement et politiquement cette reconnaissance à son droit à une existence quasi-permanente n'est pas sans valeur ; elle rejoint ce mouvement fait par Madame Binh quand elle admet que le régime de Saïgon a, lui aussi, une existence en soi.

13 Octobre

Beaumarchais et moi pensons qu'il vaut mieux ne pas réagir favorablement aux propositions Nixon. Elles ne sont pas suffisamment audacieuses pour mériter d'être ainsi soutenues et recommandées. C'est en ce sens que je prépare la note pour le Conseil des Ministres de demain et la déclaration à l'issue.

Mais que pensent Pompidou et Schumann avec lesquels, depuis leur départ pour Moscou, nous n'avons eu aucun contact ? A Tachkent, Pompidou a curieusement déclaré qu'en février Nixon l'avait convaincu de son désir de mettre fin à la guerre. Pourtant en juillet sa violente prise à partie des Américains après l'affaire cambodgienne et les confidences faites donnent à penser qu'il était revenu sur ce jugement favorable. Le ressortir aujourd'hui n'est pas très opportun, bien qu'il ne s'adresse pas précisément aux cinq points.

Dans l'incertitude sur la position du « Gouvernement », nous décidons d'attendre avant

que je ne convoque Mai Van Bo et Tien pour leur faire part de notre sentiment sur les propositions Nixon. Il faut éviter de paraître leur vendre une « salade » qu'ils jugent, en public du moins, purement électorale. En même temps, les Américains nous pressent de recommander à Hanoi de les examiner. Ils voudraient que nous les soutenions et sont déçus de notre extrême réserve. Watson s'est presque plaint aujourd'hui auprès de Chaban. Pourtant Washington devrait comprendre que notre voix n'ajouterait rien : il faut garder notre « pureté » pour pouvoir parler à Hanoi.

A l'Ambassade de Pologne, Beaumarchais trouve Mai Van Bo anxieux de savoir ce que nous en pensons. Réponse : à titre personnel, je pense que vous devriez poser des questions aux Américains (dans l'après-midi l'Ambassadeur de Pologne était venu me voir et avait suggéré que le Gouvernement français devrait conseiller aux Américains de prendre l'initiative de demander la reprise des contacts privés. Il avait l'air de penser que la réponse serait positive.. Beaumarchais n'avait pas eu l'impression d'avoir en face de lui un homme négatif, bien au contraire.

L'Ambassadeur de l'Inde dit que Washington a demandé à son gouvernement de recommander le plan Nixon à Hanoi. Mais il ne veut rien faire sans s'être concerté avec nous.

Je pense que nous devrions maintenant bouger un peu, recommander aux Américains d'entrer en contact avec Hanoi, et surtout prendre plus de contacts avec les milieux vietnamiens, notamment à Saigon. Les choses s'y décantent peu à peu. Je ne vois pas Thieu réélu dans un an. Son nom est trop attaché à la poursuite de la guerre et sans être pour le Viet-Cong, loin de là, la population est pour la paix.

Le Viet-Cong va chercher à gagner par la paix ce qu'il n'a pas gagné par la guerre et les Américains vont chercher à ne pas perdre par la paix ce qu'ils n'ont pas perdu par la guerre.

14 octobre

Retour de Russie. D'après Alphand, il a été peu question de l'Indochine. Pas étonnant. Schumann, à déjeuner, dit qu'il a été frappé par la hantise de la Chine qui habite les Soviétiques. Concernant l'Asie Centrale, Podgorny raconte qu'à Pékin l'on vend des cartes sur lesquelles ces régions sont marquées d'une drôle de couleur. Madame Binh demande à voir Schumann. Ce sera pour samedi.

15 octobre

Rejet officiel par Hanoi et le GRP des propositions Nixon.

Ce qui serait grave, ce serait un nouveau départ de Xuan Thuy. Il faut absolument que Bruce noue le contact.

Tcherbakov, l'Ambassadeur soviétique à Hanoi, tient à Servoise des propos qui tendent à minimiser le caractère négatif de l'attitude nord-vietnamienne. Mais les Russes ne prennent-ils pas leurs désirs pour des réalités ?

Markovitch, qui a servi à diverses reprises d'intermédiaire entre Washington et Hanoi, dit qu'il a été récemment aux Etats-Unis où il a vu Kissinger. Il lui a dit, après ses conversations avec les Nord-Vietnamiens, qu'il était certain de leur volonté d'indépendance et de leur désir de négociations. Kissinger a tout balayé de la main. « Je ne vous reconnais plus », lui a dit Markovitch. L'autre a ricané.

Le Conseil des Ministres, ce matin, a adopté mon modeste texte. Nous ne prenons parti pour personne mais constatons que les chefs des délégations sont désormais réunis à Paris et exprimons l'espoir que cette présence simultanée, au moment où des propositions sont faites de part et d'autre, permettra une reprise active des négociations.

Pompidou en URSS, dit le compte-rendu, a indiqué aux dirigeants soviétiques que selon lui Nixon ferait de nouvelles ouvertures après les élections. Aurait-il reçu une indication quelconque ? Et s'il ne l'a pas reçue, comment peut-il dire cela ?

25 Octobre

La semaine passée a été importante.

Tout d'abord, Madame Binh demande à être reçue par Schumann qui la reçoit le samedi 17. Entretien très cordial, et ce n'est pas un simple mot. Elle parle français d'un bout à l'autre, ne se borne pas à réciter son couplet sur les Américains et pose des questions. Il y a quelque chose comme une conversation.

L'essentiel est de savoir si, derrière son appréciation négative du discours Nixon, elle marque de l'intérêt. Ses questions portent peu sur le discours lui-même ; elle nie toute signification aux formules de Nixon sur le calendrier, mais elle laisse échapper une remarque sur la nécessité de fixer une date. Je demande si c'est vraiment important. Elle répond par l'affirmative : « A quoi sert de parler de retrait complet si l'on ne fixe pas de date ? Cela peut durer 10 ans. » Quand je relaterai ceci à Habib, deux jours plus tard, il

me demandera si elle a laissé entendre quoique ce soit sur le retrait des forces adverses. Mais il n'en a rien été et Schumann ne lui a plus posé la question.

Madame Binh paraît aussi s'intéresser beaucoup à l'évolution pacifique à Saigon. Aux remarques de Schumann sur les élections sénatoriales ou sur la future élection présidentielle, remarques très précises, et même franches jusqu'à l'audace, puisqu'il déclare qu'à nos yeux celle-ci peut offrir l'occasion d'un changement d'équipe à Saigon, elle ne répond rien. En revanche elle s'affirme très intéressée par la déclaration faite récemment par un député de l'opposition, Duc, au nom duquel Habib haussera les épaules, comme s'il voulait bien montrer qu'en dehors d'une conversation avec Thieu rien n'était possible. Et c'est bien en effet, je crois, la position américaine. Mais si l'on cherche à savoir ce qui se passerait si le GRP acceptait de négocier avec Thieu, on n'obtient rien d'autre qu'un : « Ils verront bien après ! » Les Américains se sentent en position de force et le font sentir.

Autre question de Madame Binh : « Et votre proposition de conférence internationale ? – Elle est toujours sur la table – Est-ce la même que celle de Nixon ? – Pas dans le même contexte – En avez-vous parlé à Moscou avec les dirigeants soviétiques ? – Non, mais nous pensons qu'ils n'y sont pas hostiles. » Y aurait-il un nouvel intérêt pour notre proposition ?

On n'a pas parlé d'un cessez-le-feu. Pourtant on va peut-être en arriver là.

Schumann a surtout essayé de sonder les dispositions de l'autre côté sur la possibilité de négociations secrètes ou plus exactement d'entretiens privés, à deux naturellement. La réponse n'a pas été négative, mais elle est au fond toujours la même : ce n'est pas la forme qui importe ; ce qu'il faut, c'est que la politique américaine change.

Pendant ce temps, Mai Van Bo, qui avait rencontré Beaumarchais deux jours plus tôt à l'Ambassade de Pologne et s'était précipité pour lui demander ce qu'il pensait du discours Nixon, lui disait à peu près la même chose : rien de nouveau du côté américain ; il y a même une condition supplémentaire puisque maintenant Nixon subordonne le retrait complet à une solution globale du problème indochinois ; nous sommes prêts à avoir des conversations privées, même à en prendre l'initiative et si vous autres, Français, vous avez le sentiment que les Américains ont quelque chose qui incite que nous leur parlions, dites-le nous.

Là-dessus Schumann et Beaumarchais partent pour New York et je téléphone à Habib pour lui demander de passer. Il vient le 20. Je lui raconte soigneusement ces deux entretiens. Après quoi il ajoute : « Ils n'ont pas besoin de demander des entretiens privés, car c'est fait. Nous avons demandé, pendant le week-end. Ils ont accepté le principe. Il ne reste qu'à fixer la date. »

Habib me demande que le secret soit bien gardé. Il souhaite même que notre Ambassade à Washington n'en soit pas informée.

J'enregistre et pose quelques questions, mais il est clair qu'il ne veut pas m'en dire plus, ni sur la tactique que Bruce compte suivre, ni sur les points « mous » de la position américaine.

Je rédige un message personnel d'Alphand pour le Ministre.

Est-ce vraiment le début d'une nouvelle phase d'espoir ? A regarder les choses froidement, on ne voit absolument pas pourquoi les Américains et Xuan Thuy pourraient s'entendre sur un point quelconque. Chacun a en fait un préalable que l'autre se refuse à satisfaire. Les Américains ne veulent fixer de date que si Hanoi donne des indications sur le retrait de ses troupes. Les Américains ne veulent parler d'un règlement politique sérieusement que si les autres acceptent d'engager le dialogue avec Thieu et ceux-ci n'acceptent de commencer à parler de ce règlement que si Thieu s'en va. Alors comment penser que l'un des interlocuteurs cédera ? Et pourtant tout se passe comme si chacun était prêt à faire un pas si l'autre en faisait un.

Sir Stanley Tomlinson, mon collègue anglais, vient me voir le 24 octobre pour parler d'affaires asiatiques. Je le trouve au fond plus dur que les Américains sur tout. C'est la vieille politique britannique conservatrice qui s'est réveillée.

J'essaie de le persuader du danger qu'il y a à accepter de ne pas terminer le conflit indochinois par un règlement négocié. Sa thèse, en effet, est que la guerre va progressivement s'éteindre. Je lui demande s'il pense que la vietnamisation peut s'appliquer au Laos et au Cambodge. Il paraît le penser et croire qu'on s'achemine vers des partages de fait dans lesquels le côté américain a la meilleure part et est en mesure de la conserver. Il ne paraît pas inquiet des risques d'extension à la Thaïlande. Tout ceci me semble une vue bien optimiste des choses.

1er novembre

Dîner le 29 avec Bruce. Très détendu. Il me dit qu'il n'y a rien de nouveau. Quand je lui dis que je ne m'attends pas à voir Xuan Thuy lui répondre avant les élections américaines, il me dit n'en avoir jamais douté. Visiblement Hanoi tire à boulets rouges sur le plan Nixon et dément tout bruit de négociations secrètes pour ne pas faciliter le succès électoral de

Nixon. Toute la question est de savoir si après les élections les fers se croiseront. Ça commence à bouger à Saigon, semble-t-il. Réunion chez le Grand Minh de tous les chefs de l'opposition à Thieu.

Couve me semble n'avoir rien tiré des Chinois sur l'Indochine. Tout ce qu'ils ont demandé, c'est si nous restions fidèles au discours de Phnom Penh. Etrange fétichisme ? Leur demandons-nous s'ils restent fidèles à l'esprit de Bandung ?

8 novembre

J'oriente maintenant mes conversations avec les Vietnamiens, Mai Van Bo, Xuan Thuy, Nguyen Van Tien sur le thème suivant :

« L'on peut comprendre que vous lanciez une exclusive contre Thieu-Ky-Khiem. Mais, puisque vous vous dites prêts à parler avec tous les autres, à bâtir une coalition sur une base tripartite, à reconnaître l'existence d'autres forces politiques, à ne pas décider vous-mêmes qui seraient, à l'exclusion de ces trois personnages, des interlocuteurs valables, votre intérêt est de donner à votre position toute la crédibilité possible. Pour cela, il vous faut montrer nettement que vous êtes disposés à prendre avec les Vietnamiens de tous bords des contacts, au besoin à en prendre l'initiative. C'est dans la mesure où vous-mêmes vous apparaîtrez comme des interlocuteurs valables, où vous ferez tomber le mur de méfiance qui vous sépare des non et des anti-communistes que vous pourrez inciter vos compatriotes et aussi les Américains à bouger et à s'engager sur la voie de la transition et de la réconciliation. »

L'accueil est généralement favorable. Tien m'a dit textuellement : « Nous retenons d'autant plus vos suggestions que c'est précisément la politique que nous voulons suivre. » Et Xuan Thuy, à la réception de Zorine le 6 novembre, m'a dit : « Nous sommes un pays socialiste, mais nous sommes prêts à accepter un Sud-Vietnam neutraliste. »

Reste à voir comment concrètement le Front va jouer ses cartes vis-à-vis de l'opposition à Thieu. S'il est maladroit, s'il ne fait aucune ouverture, autant dire que le mouvement pour la paix n'aura aucune suite. Ce qu'il faut donc, c'est persuader le Front que, lui aussi, a une grande responsabilité et qu'il ne lui suffit pas, pour convaincre l'opinion, de tout rejeter sur Thieu-Ky-Khiem. Du moins, s'il veut vraiment la paix et la réconciliation.

Il me semble que les Chinois bougent un tout petit peu. Il y a quelques semaines, quand on leur disait que Nixon voulait retirer ses troupes du Vietnam, ils répondaient généralement : les Etats-Unis n'en sont pas là. La semaine dernière, le Conseiller chinois m'a dit : « Si les Américains veulent vraiment terminer la guerre, il suffit qu'ils acceptent les huit points de Madame Binh. » Ceci accompagné d'un formidable rire. Chou En Lai a dit à Couve que la question clé était celle de la fixation d'une date pour le retrait américain. L'on pourrait donc en conclure que les Chinois acceptent l'idée que la question soit réglée à la table de conférence.

Pendant ce temps, Nixon a dit à Gromyko qu'un Gouvernement de coalition était exclu et qu'il n'était pas davantage question de fixer une date limite pour le retrait américain s'il n'y avait pas retrait mutuel. On est loin du compte.

Ceci dit, Bruce, maintenant que les élections sont passées, va-t-il recevoir de nouvelles instructions ?

22 novembre

Les 9 et 10 Marshall Green vient à Paris pour s'entretenir avec moi. Il me rend ma visite d'octobre 69 à Washington.

Sur l'Indochine nous divergeons, bien sûr. Mais outre que le ton est amical, je sens moins d'irritation contre nous. Cela a d'ailleurs toujours été ma conviction que l'on peut faire accepter beaucoup de choses aux Américains, quand on est Français, à condition de leur donner le sentiment qu'on ne les dit pas ou qu'on ne les fait pas seulement par antiaméricanisme.

Notre divergence, au fond, porte sur le point essentiel : Hanoi est-il ou non prêt à un compromis ? Je ne peux m'en porter garant, bien sûr, mais je suis moins sceptique que Marshall.

Car sur les objectifs à atteindre, sur les solutions raisonnables, je trouve mon interlocuteur en fin de compte assez proche de nous. Un retrait américain ? Oui, bien sûr, mais pas dans le désordre, pas sans certaines assurances. Une neutralisation de l'Indochine et même du Sud-Est Asiatique ? Oui, mais à terme.

Pendant le déjeuner que j'offre le 9 à Marshall, Phil Habib se penche vers moi et m'informe que Xuan Thuy a enfin répondu. Le premier entretien privé aura lieu le lundi suivant 16.

Le Général de Gaulle meurt dans la soirée. Nous ne l'apprenons que le 10 au matin. Watson annule son déjeuner. Les Américains paraissent sérieusement attristés. C'est le respect de l'homme fort pour son semblable, le « fair play » anglo-saxon.

Les Vietnamiens et les Chinois ressentent le choc. C'est l'homme de Phnom Penh, de

l'ouverture sur la Chine qui disparaît. Leurs inquiétudes sur « l'ouverture » de notre politique vont encore s'accroître. Les manifestations de leur sympathie sont à la hauteur de cette anxiété.

Incident avec Mai Van Bo quelques jours plus tôt : des étudiants de droite attaquent sa voiture et arrachent son drapeau devant la faculté de droit de la rue d'Assas. Vives protestations, excuses. Devant Alphand qui le reçoit le 13, Mai Van Bo récite son « code de la paix » : fixation d'une date, départ de Thieu-Ky-Khiem, respect d'un Sud-Vietnam indépendant et neutre dirigé par une coalition comprenant même des membres de l'actuel gouvernement de Saigon, respect d'un Laos et d'un Cambodge indépendants et neutres. Le 19, je reçois Au Truong Thanh que je n'ai pas vu depuis plusieurs mois. Il m'annonce son ralliement à la candidature du « Grand Minh ». Mais il s'interroge sur l'attitude des Américains : laisseront-ils faire ? Et le Front ? Acceptera-t-il de négocier avec un Président élu en vertu de la Constitution actuelle de Saigon ? Je le crois et Burchett, que je vois le lendemain, le pense aussi. Mais les élections auront-elles lieu ? En tout cas, il faut encore attendre dix mois.

Habib, le 20, vient me raconter le premier entretien du lundi précédent. « Répétition informelle » de la séance de Kléber. Rien de surprenant. Mais l'atmosphère au moins était correcte. Personne n'a avancé la moindre idée nouvelle.

Le 20 au matin, coup de tonnerre. Les Américains envoient des vagues d'avions bombardier le Nord, en représailles, disent-ils, contre les attaques dont leurs avions de reconnaissance sont victimes, en violation d'un accord tacite. La veille j'avais demandé à Habib si un tel accord existait vraiment. « Nous avons de bonnes raisons de le penser, m'avait-il dit. »

Pourquoi ces attaques ? Plus de cent avions ont été ainsi abattus depuis deux ans. Jamais la représaille n'a été aussi forte. Pour faire pression sur la négociation ? Pour dissuader Hanoi d'étudier ses opérations au Cambodge ? Pour l'obliger à maintenir les opérations militaires à un bas niveau pendant que s'effectue le retrait américain ? Le risque me paraît considérable : faire cela au moment même où a lieu le premier contact privé ! Combiner la menace et l'ouverture, curieuse tactique, du moins à ce stade de la guerre. Le drame, c'est que chaque Président des Etats-Unis recommence sa guerre du Vietnam, tandis que pour les Vietnamiens c'est toujours la même.

Dans l'après-midi d'hier, Mai Van Bo arrive chez moi et me fait part des réactions de Hanoi : acte d'autant plus grave qu'il est prémédité, sérieuses conséquences. Que va-t-il arriver à la Conférence de Paris ? On ne peut encore le dire.

Après en avoir parlé le matin avec Beaumarchais, je réponds que nous considérons cette affaire comme très grave et la déplorons vivement.

La conduite américaine me sidère.

29 novembre

Le raid sur un camp vide de prisonniers américains me rend perplexe. Je n'admets pas l'erreur de renseignement. Une affaire comme cela se répète pendant des mois et se vérifie jusqu'à la dernière minute. Les Américains n'ont pu prendre le risque d'être ridicules. Ou alors, ils visaient un autre but qui n'était pas de libérer les prisonniers mais qui était de manifester leur impatience sur ce sujet et son importance.

Quand on y réfléchit, la seule difficulté que présente pour les Américains la vietnamisation, c'est-à-dire un désengagement sans accord, c'est qu'il laisse les prisonniers aux mains de Hanoi.

Les bombardements et le raid pourraient donc signifier que Washington entend, d'une part qu'on le laisse retirer ses troupes sans en profiter militairement, d'autre part qu'on lui rende ses prisonniers, même s'il n'y a pas d'accord, ou qu'en tout cas on laisse s'exercer les garanties normales de la Convention de Genève. Y a-t-il quelque espoir que Hanoi accepte ? Nixon paraît bien sûr de sa force.

Notre politique n'a de sens que s'il y a à Saigon des gens pour la faire et assez forts pour qu'elle ait une chance apparente de succès. Le Grand Minh, en posant sa candidature aux élections présidentielles de 1971, lui donne soudain une crédibilité.

Mais prenons-y garde, Minh n'est pas un communiste. Il peut, comme nous, condamner les excès américains, et le fait est qu'il a, comme nous, déploré bombardements et raids.

Cependant si nous allions trop loin dans la sympathie au Front, il ne nous suivrait plus.

Les choses vont peut-être venir vers nous. Faisons attention.

12 décembre

Jours sombres. Après les raids américains sur le Nord, la balle est de nouveau dans le camp de la guerre. En était-elle d'ailleurs jamais sortie ?

Lucet est allé à Hawaï où il a vu l'Amiral Mac Cain. On croirait entendre Mac Arthur : l'obsession chinoise, une guerre qui durera de longues années. Mais puisque la conclusion n'est pas et ne sera pas la guerre directe à la Chine, qu'espèrent ces militaires

?

Qu'espèrent Nixon et Kissinger ? Mettre le Nord à genoux ? L'empêcher de poursuivre ses opérations au Sud, au Laos, au Cambodge et se retirer tranquillement, selon leur calendrier ? On ne les laissera partir tranquillement que s'ils disent quand ils partent. Veulent-ils montrer l'isolement du Nord, son impuissance, celle des Russes et des Chinois ? Débarquer des commandos au Nord pour l'humilier ? Mais ni Moscou ni Pékin ne peuvent supporter un certain degré d'humiliation pour le Nord.

J'ai été très frappé par l'incident suivant. Quatre jours après le raid sur le camp de prisonniers américains au Nord, Hanoi remet à notre Délégué adjoint une liste de noms de pilotes sur lesquels nous avons depuis dix-huit mois demandé des informations. Nous le disons aux Américains qui, à Paris, s'en étonnent, mais de façon plutôt sympathique, tandis qu'à Washington la Maison Blanche fait de curieux commentaires et veut y voir une réponse au raid : bref, celui-ci avait été payant. De là à conclure qu'il y avait plus qu'à continuer... Nous protestons contre cette interprétation, d'autant que récemment Beaumarchais et moi avons particulièrement insisté pour avoir des réponses. La Maison Blanche admet nos explications. Néanmoins, je garde le sentiment qu'on y voit bel et bien une réaction au raid.

Cela dit, si affreux que cela soit, je ne suis pas sûr que Kissinger et son entourage n'aient pas raison, car je constate qu'en même temps les Suédois ont reçu une liste de 203 noms (la différence mesure d'ailleurs celle du crédit respectif de Stockholm et de Paris à Hanoi). Pourquoi ces gestes ? Pour montrer qu'on obtient plus par la persuasion que par la force ? Mais alors, il eût mieux valu les faire avant le raid que quelques jours après. Hier Beaumarchais qui offrait un déjeuner à l'occasion du « prochain » départ de Mai Ban Bo (je mets entre guillemets, car après avoir annoncé son départ le 20, Bo a dit qu'il resterait peut-être en France quelque temps) a suggéré que Hanoi fasse un geste en faveur des prisonniers. Comme Bo avait dit quelques minutes plus tôt que désormais toutes les familles des prisonniers détenus par Hanoi avaient reçu des nouvelles, j'ai suggéré que le geste soit la publication de la liste. Cela n'ajouterait en fait rien à ce qui est connu, mais créerait une impression très favorable. Nous avons eu l'impression que Bo prenait note.

Nous avons donc vu celui-ci trois fois, Alphand et le Ministre l'ayant reçu dans les derniers jours. A chaque fois, il était un peu plus pessimiste, insistant sur l'aggravation de la situation et déclarant que, désormais, l'on pouvait s'attendre à tout, avec naturellement toutes les conséquences que cela pouvait avoir sur la Conférence de Paris, dont Rogers dit qu'il n'attend rien, mais dont Nixon affirme qu'il n'entend nullement l'interrompre. La seule note favorable est sur la situation politique au Sud. Bien sûr Bo refuse de se prononcer sur la candidature Minh. Mais il dit que s'il y a un changement, que ce soit à la suite d'une élection ou pas, cela facilitera la négociation. Et à Kléber, Madame Binh précise les conditions d'un cessez-le-feu.

Quand on demande à Bo ce que nous pouvons faire, il répond : faire comprendre aux Américains qu'ils doivent partir et donner une date. Est-ce seulement pour nous compromettre toujours dans la ligne du discours de Phnom Penh, ou parce que c'est vraiment la clef ?

Mon voyage est désormais décidé : départ le 11 janvier, Pékin, puis Hanoi, Phnom Penh, Saigon, Vientiane, Bangkok, Kuala Lumpur et Singapour. Retour le 4 février. Je n'en attends rien.

22 décembre

Alphand à Washington. Ses entretiens avec Marshall Green ne m'apportent rien de nouveau. Je ne sais pourquoi, il s'est mis dans la tête de dire aux Américains : « Vous devez dire à Hanoi : si nous faisons une déclaration unilatérale de retrait, ne pouvez-vous, en contrepartie, faire une déclaration réaffirmant votre adhésion aux principes de Genève, à l'indépendance du Sud, à la neutralité du Laos et du Cambodge ? » Kissinger lui a dit : « cela ne mènera à rien. » Et il a raison. Schumann a répété cela à Mai Van Bo qui visiblement n'a pas été intéressé. J'avais conseillé plutôt à Alphand de dire aux Américains : « Demandez aux Vietnamiens ceci : si nous faisons une déclaration unilatérale, que diriez-vous ? Diriez-vous quelque chose ou quoi ? » Sans suggérer ce que les Américains souhaitent. On verrait bien.

Il y a eu une scène entre Alphand et Kissinger. A. dit à K., Charles Lucet et Sonnenfeld étant présents : « Dans vos entretiens à Paris, quand vous voyez Xuan Thuy, vous n'arrivez donc à rien. » K. a vu rouge, a prié Lucet et Sonnenfeld de sortir et a attrapé A. en lui reprochant d'avoir parlé de cela devant les autres. « Si cela se sait, si Rogers le sait, cela fera un raffut du diable. »

J'essaie d'élucider quelle est la nature exacte de cet « accord tacite » sur les vols de reconnaissance américains sur le Nord. Il n'y a rien dans les archives. J'ai télégraphié à Manac'h qui m'a répondu ne pas avoir de souvenir précis. Il fouille dans ses notes personnelles et me dira ce qu'il aura retrouvé.

Harriman a dit à Alphand qu'il y avait bien eu un accord tacite, et récent. Mais cet accord disait que les Américains poursuivraient des vols de reconnaissance, mais les avions ne seraient pas accompagnés. Or ils l'ont été. En échange, les Nord-Vietnamiens cesseraient leurs infiltrations, n'attaqueraient pas les villes au bazooka et feraient encore une troisième chose que j'ai oubliée. Mais aussi il y aurait des négociations secrètes auxquelles Thieu participerait. Or celui-ci aurait refusé.

Je ne comprends pas bien ce dernier point. Car je me souviens qu'en mars-avril 69, quand il y a eu des tentatives pour des conversations secrètes à quatre, l'obstacle n'est pas venu de Thieu. J'ai même reçu un de ses émissaires. Ce sont les autres qui ont refusé de parler avec Thieu et ont commencé à exiger le changement préalable de l'équipe de Saïgon. Tout cela n'est pas clair.

Marshall Green a dit à Lucet : « Vous nous parlez tout le temps du Grand Minh. Nous n'avons rien contre. Soit. Mais nous ne nous en mêlons pas. Ne vous en mêlez pas non plus. » Kissinger est plus catégorique. « le Front laisse parler de Minh. Peut-être l'accepterait-il. Mais parce que c'est un imbécile ! D'ailleurs qui vous dit qu'il l'accepterait. Il se réserve le droit de dire qui est pour l'indépendance, la paix, la neutralité, etc. » A quoi je réponds : « Dans leurs paroles du moins, les autres disent qu'ils ne demandent pas à vérifier que X serait à Saïgon pour la paix, etc. Il suffit qu'il se déclare pour. que l'on discute maintenant sur les termes d'un cessez-le-feu. En soi c'est un progrès. Le schéma du Front est : d'une part, une déclaration américaine de retrait total dans un délai fixé pour un cessez-le-feu entre Américains et nous, d'autre part, un accord entre le GRP et une nouvelle équipe à Saïgon se déclarant pour la paix... sur un gouvernement de coalition. J'ai dit à Tien : Ne pouvez-vous substituer à cette notion d'accord une déclaration, qui ferait pendant à celle demandée aux Américains, et ne pouvez-vous aussi remplacer le mot coalition par réconciliation ou union ? » Il a dit qu'il étudierait ma suggestion.

Les prisonniers américains : comment les Etats-Unis pourraient-ils retirer leurs troupes et laisser les prisonniers ? Comment « finir la guerre » sans un accord pour les libérer ? Là aussi, il y a des otages.

PROCHAINEMENT: PUBLICATION DES ANNEES 1971 ET 1972 DU JOURNAL D'ASIE DE L'AMBASSADEUR FROMENT MEURICE

www.geopolitis.net